

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Genèse et reproduction du travail social en Haïti

Par Handy Leroy

École de Service social

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences en vue de l'obtention du grade de
Maître ès en Sciences en Service social

Juin, 2015

© Handy Leroy, 2015

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :
Genèse et reproduction du travail social en Haïti

Présenté par :
Handy Leroy

A été évalué par un jury composé de :

Céline Bellot, présidente
Marie Lacroix, directrice de recherche
Jacques Moreau, membre du jury

RÉSUMÉ

À travers cette recherche, nous explorons la logique au fondement de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti. En effet, l'analyse des résultats de cette étude qui pose la question des conditions sociales d'émergence du travail social en Haïti ainsi que de son évolution, en mobilisant un ensemble de données documentaires et de données d'entrevues ($n = 9$), suggère que le développement comme principe de vision du monde incarné à la fois sous forme d'institution et sous forme de structures mentales constitue l'*opus operantum* au fondement de la genèse du travail social en Haïti ainsi que de son évolution.

Mots clefs : Haïti, travail social, État, développement, habitus, violence symbolique

ABSTRACT

Through this research, we explore the logic to the basis of the genesis and the evolution of the social work in Haiti. Indeed, the analysis of the results of this study, which raises the question of the social conditions of the emergence of social work in Haiti as well as its evolution, by mobilizing a set of documentary data and interviews data (n = 9), suggests that development, as a worldview incarnated both as an institution and in the form of mental structures, is the *opus operantum* at the foundation of the genesis of the social work in Haiti as well as its evolution.

Keywords: Haiti, social work, State, development, habitus, symbolic violence

Table des matières	
RÉSUMÉ	ii
ABSTRACT	iii
Liste des Tableaux.....	vii
Liste des figures	viii
Liste des sigles	ix
Remerciements	x
Introduction	1
Chapitre 1 : problématique.....	2
Genèse et développement du travail social en France	3
Contexte d'émergence	3
Trois moments pertinents dans l'histoire du service social en France	7
Genèse et développement du travail social en Amérique latine.....	19
Le Mouvement de la reconceptualisation	22
La question de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti	24
Objectif de la recherche.....	26
Chapitre 2 : Perspectives théoriques	27
Le mode de connaissance praxéologique	28
La théorie de l' <i>habitus</i>	30
Espace social, capital, et classes sociales	32
Le pouvoir de violence symbolique.....	34
La question du développement	35
La question de l'État	39

Le travail social comme un x (à déterminer) revendiquant avec succès le monopole de la pratique d'aide légitime.....	42
Le développement comme le principe au fondement de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti	45
Chapitre 3 : méthodologie.....	48
Échantillonnage et recrutement des participants	49
Recueil de données	53
Les entrevues individuelles.....	53
Les données documentaires	53
Méthode d'analyse	55
L'objectivation participante comme outil d'autoanalyse assurant l'objectivité scientifique	58
Considérations éthiques.....	60
Chapitre 4 : Présentations des données et analyse des résultats	61
1915 – 1934, les conditions sociales d'émergence du travail social en Haïti	63
1934 – 1958, moderniser l'assistance sociale	67
L'adoption de la pensée du développement social et la timide institutionnalisation du travail social.....	72
Une forme particulière de travail social	77
Deux états du travail social.....	80
1971-1986, le travail social et la réitération des politiques de développement social	81
1986-2011, l'état du travail social à l'ère du développement néolibéral.....	86
La structure du travail social aujourd'hui	95
Conclusion	103
Bibliographie.....	108

Annexe 1 :	i
Formulaire de consentement.....	i
Annexe 2 :	v
Guide d’entrevue (Français).....	v
Annexe 3 :	vi
Guide d’entrevue (Créole).....	vi

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Liste des participants (p. 52)

Tableau 2 : Grille d'analyse des entrevues et des documents (p. 58)

Tableau 3 : Le travail social selon l'École de service social, 1974-1986 (p. 85)

Liste des figures

FIGURE 1 : Progression des taux d'inscription à l'Université d'État d'Haïti pour les années 2012 et 2013 (p. 95)

Figure 2 : Évolution du nombre de mémoires soutenus au cours de la période 1974-2011 (p. 98)

Liste des sigles

BIT : Bureau international du travail

CAS : Caisse d'assistance sociale

CEPAL : Commission économique pour l'Amérique latine

COHAN : Comité de coopération haïtiano-néerlandaise

COS : Charity organisation society

ECOSOC : Conseil économique et social des Nations Unies

ENSS : École nationale de service social

FASCH : Faculté des sciences humaines

IBESR : Institut de Bien-être social et de Recherche

INAGHEI : Institut national d'administration de gestion et des hautes études
internationales

OFATMA : Office d'Assurance Accident du Travail Maladie et Maternité

OI : Organisation internationale

OIT : Organisation internationale du travail

ONA : Office national d'assurance vieillesse

ONG : Organisation non gouvernementale

ONU : Organisation des Nations unies

SDN : Société des Nations

UEH : Université d'État d'Haïti

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

Remerciements

Je sais gré à Jeanne, ma compagne, de m'avoir toujours soutenu tout au long de ce travail de recherche. Je tiens aussi à remercier ma directrice, Marie Lacroix, de même que les professeurs Dominique Damant, Lionel-H. Groulx, Wista Délices, Jocelyne Lamothe, Hancy Pierre et Paul Eddy Lacoste, pour leurs supports. Si je ne saurai dresser une liste finie de tous ceux qui ont, de près ou de loin, contribué à la réalisation de ce modeste mémoire, je tiens quand même à remercier toutes les personnes interviewées dans le cadre de cette recherche, de même que mes amis Walky, Orlando, Bickerson, Frantz, Emmanuel et Wilsot, pour leur contribution à ce travail. Enfin, un grand merci à ma famille et à ma belle-famille.

Introduction

Comment comprendre l'émergence et l'évolution du travail social en Haïti ? Ce travail, dont la démarche consiste à dégager une compréhension du principe au fondement de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti à partir d'un schéma d'analyse qui pose le développement comme étant le schème générateur de la constitution ainsi que de l'évolution du travail social en Haïti, se divise en 4 chapitres. Le premier chapitre pose la problématique de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti en comparant deux contextes d'émergence du travail social dans le monde, celui de la France et celui de 3 pays de l'Amérique latine à savoir le Chili, le Brésil et l'Argentine ; le deuxième chapitre présente les perspectives théoriques au principe de l'analyse de notre objet, lesquelles perspectives s'inscrivent dans la tradition dispositionaliste-contextualiste issue de la théorie bourdieusienne de l'action. Le troisième chapitre présente la méthodologie de la recherche ; le quatrième chapitre présente l'analyse des différentes données recueillies.

Chapitre 1 : Problématique

Ce chapitre n'a aucunement la prétention de faire une histoire sociale détaillée et approfondie de la genèse du travail social en Occident et en Amérique latine, il ne fait que rappeler un ensemble d'éléments pertinents en ce qui concerne les conditions sociales d'émergence et de développement du travail social dans un pays occidental comme la France ainsi que dans certains pays latino-américains comme le Chili, le Brésil et l'Argentine pour, par comparaison, mieux poser la question de la genèse et de la reproduction du travail social en Haïti. En effet, vu l'absence de recherches sur les conditions sociales d'émergence du travail social en Haïti ainsi que sur les différentes étapes de sa constitution, une problématisation de la genèse du travail social et de sa transformation à partir d'une démarche comparative nous paraissait souhaitable. Pour effectuer ce travail de comparaison, nous aurions pu choisir n'importe quel pays du monde où le travail social existe, par conséquent le choix de la France reste et demeure un choix arbitraire, mais qui peut être utile pour comprendre la constitution du travail social en Haïti dans le cadre d'une lutte de visions entre fractions proaméricaine et profrançaise de l'élite intellectuelle haïtienne pour l'orientation du système éducatif haïtien ; la grande majorité des pionnières ayant appartenu à la fraction qui voulait substituer au modèle éducatif français un modèle éducatif américain comme principe structurant le système éducatif haïtien. Le choix du Brésil, de l'Argentine et du Chili se justifie par le fait que d'une part, tout comme Haïti, ces trois pays se trouvaient tout au long du XXe siècle dans la sphère d'influence des États-Unis – un pays qui a joué un rôle central, notamment à partir des années 1940, dans la diffusion du travail social en Amérique latine pour supporter la concrétisation de sa vision du développement –, et d'autre part par le fait qu'ils sont parmi les premiers pays en Amérique latine où le travail social s'est implanté. Cela dit, rappeler les conditions sociales d'émergence du travail social ainsi que les différentes formes qu'il a prises dans des contextes différents de celui d'Haïti ne peut qu'aider à mieux poser le problème du travail social dans ce pays.

Genèse et développement du travail social en France

Selon Rater-Garcette (1996), le terme de travail social en France est demeuré jusqu'en 1938 – date où le terme service social sera désigné pour nommer les pratiques professionnelles des assistantes sociales, un terme générique qui regroupait toutes les pratiques d'intervention sociale. Et c'est surtout dans les années 1970 que sera généralisée l'utilisation du terme de travail social regroupant plus particulièrement trois branches d'activités, à savoir le service social, l'éducation spécialisée et l'animation socioculturelle (Blum, 2002). En effet, le travail social naît de la rencontre de plusieurs histoires différentes, et regroupe par conséquent plusieurs corps de métier : l'histoire du traitement de la pauvreté et de la question ouvrière conduira à la constitution des corps des assistantes sociales, des conseillères en économie sociale et familiale, d'animateur social et d'éducateur de rue ; l'histoire du traitement des handicaps et de la rééducation des délinquants juvéniles mènera à la constitution des métiers d'éducateur de justice et de travailleur social de l'administration pénitentiaire, et pèsera plus ou moins fortement sur le développement du métier d'éducateur de rue (Dubéchet, 2005). Nous nous limiterons ici à la trajectoire qui mènera à la constitution du corps des assistantes sociales en France, c'est-à-dire à la constitution du service social dans ce pays. Cela étant dit, sans aucune prétention de faire l'histoire du service social en France, on se contentera ici de rappeler le contexte d'émergence du service social dans ce pays ainsi que certains moments pertinents de son développement sur une période comprise entre la fin du XIX^e siècle et la fin des années 1960 – moment où le fondement même du travail social se trouve remis en question.

Contexte d'émergence

Le travail social a émergé dans le contexte de la révolution industrielle enclenchée en Occident à la seconde moitié du XIX^e siècle ; et sa constitution au cours de la période allant de 1900 à 1939 s'inscrit dans le processus de différenciation que connaissent différentes sociétés occidentales, telles que l'Angleterre et la France, avec l'émergence

de l'ordre économique capitaliste¹ (Dechamps, 1994). En effet, partout en Europe, l'ascension de la bourgeoisie comme nouvelle classe dominante s'est faite au détriment de l'aristocratie dans les cadres mêmes de l'ordre social féodal ; et de même que la possession des terres a permis la domination de l'aristocratie féodale, le développement du commerce et de l'industrie a assuré l'hégémonie de la classe détentrice des moyens de production et des produits du procès de travail (Soboul, 2010). Et comme le rappelle Tilly (1992), la constitution de ce nouvel ordre économique allait favoriser une augmentation incessante de la taille de la population prolétarisable contrainte d'investir les villes à mesure que le capital s'accumulait et se concentrait entre les mains des capitalistes, et que ces derniers prenaient le contrôle de la production. L'augmentation du nombre des pauvres, la mortalité infantile, les grèves, les épidémies, les attentats, et la montée du socialisme allaient contraindre les États, les églises ainsi que les classes dominantes d'initier des réformes sociales afin d'agir sur la condition ouvrière (Kniebiehler, 1980). La constitution du travail social a donc, au départ, partie liée avec l'orchestration des actions des États-nations, de l'Église et des diverses fractions des classes dominantes des sociétés industrielles contraintes, à la fin du XIXe siècle, de gérer les conséquences sociales très coûteuses, en termes de souffrance humaine, des politiques économiques inhérentes au mode de production capitaliste. En France, comme le souligne Kniebiehler (1980), la prise de conscience du problème du paupérisme s'est manifestée entre 1880 et 1900 et a conduit au développement de différentes idéologies favorables à l'émergence du travail social. Du catholicisme social, qui vise à construire une fraternité chrétienne au sein du capitalisme pour enrayer la misère et la lutte des

¹« Par "capitalisme" il faut entendre une forme particulière de production par les hommes de leurs conditions matérielles d'existence fondée sur un mode marchand d'échange, sur l'appropriation privée des moyens de production, sur le salariat des producteurs directs (ne disposant ni de la propriété ni de la possession des moyens de production), l'objectif déterminant de cette forme de production n'étant pas la satisfaction en soi des besoins, mais la satisfaction des besoins pour assurer la production de valeurs supérieures au coût de la production. Ces valeurs sont en partie dépensées par les propriétaires des moyens de production, en partie réinvesties dans le procès de production. Le capitalisme est un rapport particulier de production, historiquement conditionné » (Dechamps, 1994, p. 10). Le capitalisme considéré dans son extension structurelle et *systémique* est fondé sur une exigence d'accumulation illimitée du capital par des moyens formellement pacifiques, *ou non*, ce qui lui impose un besoin toujours renouvelé de se justifier (Bidet, 2002). « Le capitalisme est donc inséparable des critiques dont il fait l'objet, de sa capacité à en tenir compte, à prendre distance par rapport à lui-même. Ce que n'exprime pas de façon adéquate le concept marxiste de "superstructure" » (*ibid.*, p.219).

classes, au solidarisme de Léon Bourgeois qui vise à construire un État libéral social pour arracher la classe ouvrière du socialisme, en passant par le socialisme qui considère l'assistance sociale comme une condition d'une prise de conscience de la nécessité d'un État socialiste, toutes ces visions en lutte pour l'orientation de l'Action sociale ont contribué à la construction d'un univers symbolique favorable à la constitution du travail social en France (Kniebihler, 1980). Cependant, ce sont les influences du libéralisme et du catholicisme qui auront été les plus fortes sur la construction et le développement du travail social en France (Verdès-Leroux, 1976).

En effet, les transformations matérielles inhérentes à la constitution de l'ordre capitaliste s'accompagnent aussi de profondes transformations symboliques, notamment en ce qui concerne la représentation de la pauvreté ainsi que des moyens mobilisés pour la traiter. La rupture avec le communautaire liée à la montée l'individualisme capitaliste, la valorisation du travail et de la liberté d'entreprise liée à l'instauration du libéralisme économique, et la réforme de l'Église avec la montée du protestantisme vont amener à une nouvelle construction du pauvre : jadis considéré comme un être sacré dans la société féodale, il devient dans la société moderne une menace pour l'ordre social établi, une entité anormale qu'il faudra moraliser, éduquer pour l'intégrer dans le processus du progrès (Dechamps, 1994). À ce propos, la lecture de Robert Castel de la transformation de la question sociale au XIX siècle se révèle très éclairante. Castel (1995) rappelle que contrairement au *libéralisme utopique* du XVIIIe siècle qui revêtait un caractère indéniablement révolutionnaire en ce sens qu'il poussait au plus haut point les valeurs de la liberté, le libéralisme du XIXe siècle est un libéralisme conservateur qui ne s'attaque pas aux privilèges, mais plutôt aux facteurs déstabilisateurs de l'ordre social. Et en construisant le paupérisme à la fois comme précarité du travail et dégradation morale, les libéraux totalement hostiles à l'intervention de l'État sur les lois du marché et par conséquent, réfractaires à l'idée du droit à l'assistance vont opter pour un type d'assistance, dans la limite du possible, sans État ; lequel type d'assistance, défini comme fruit d'une initiative volontaire, mais engagée plus ou moins sur le long terme, doit permettre, comme rapport de tutelle morale entre le riche et le pauvre, le patron et l'ouvrier, d'entretenir le lien social. C'est ainsi que s'est déployé, malgré le déni de toute capacité d'autodétermination aux classes laborieuses et le désir de restreindre le plus que

possible les marges d'intervention de l'État, un ensemble de stratégies et de moyens dédiés à la moralisation de la classe ouvrière ; lesquelles stratégies de moralisation se définissaient à 3 niveaux : l'assistance aux pauvres par le développement de nouvelles techniques d'intervention ; la mise en place d'institutions d'épargne posant ainsi les bases de la société assurantielle ; et l'institution du patronage patronal devant assurer l'organisation du travail et la paix sociale (Castel, 1995). C'est dans ce contexte que Joseph-Marie de Gérando publie en 1824 *Le Visiteur du pauvre* à travers lequel il fait une critique de la charité aveugle de l'Église et les politiques de bienfaisance de l'État qui maintiennent le pauvre dans sa condition de pauvreté, et pose les bases de ce que l'on appellera la « philanthropie scientifique ». Selon cette approche philanthropique, tout secours apporté au pauvre doit être précédé d'un examen rigoureux des besoins, et doit aussi favoriser le relèvement moral du pauvre en mettant en valeur la figure du bienfaiteur comme modèle de socialisation (Castel, 1995). Le modèle d'assistance proposé par le baron de Gérando qui se caractérise par le contrôle de la distribution des secours, l'évaluation préalable des besoins, la relation personnalisée avec le pauvre sera largement diffusé par les « Charity organisation society » (COS) dans les pays anglo-saxons au cours de la seconde moitié du XIXe siècle ; et constituera en effet un ensemble de compétences à partir duquel se développera le travail social professionnel (Castel, 1995).

Effectivement, sous sa forme primitive, c'est-à-dire, en tant qu'activité bénévole et vocationnelle, le travail social s'est différencié en premier dans les sociétés anglophones d'Angleterre, des États-Unis et d'Australie, entre 1890 et 1910, selon la vision que la pauvreté était plus l'effet d'une dégradation morale de l'individu que celui des rapports sociaux de production (Adams & Shardlow, 2008). Le travail social s'est en fait incarné sous deux formes d'institutions distinctes, à savoir le « University settlement movement » fondé en Angleterre en 1884, puis étendu aux États-Unis en 1886 ; et la « Charity organisation society » (COS), créée en 1869 (Mayer, 2002). Le « Settlement movement » qui s'incarne sous la forme de maisons peuplées d'hommes et de femmes issus de la bourgeoisie et dont la mission est de travailler à la fusion des classes sociales, à la régénération morale du peuple et à l'apaisement social, a pris une orientation plus politique qui se manifeste, entre autres, dans des luttes pour la justice sociale et pour une

plus grande implication de l'État dans l'Action sociale (Guerran & Rupp, 1978). Le COS, de son côté, s'inscrivait plutôt dans le courant de la *scientific charity* et basait sa démarche sur l'étude de cas et préconisait la tenue d'une enquête sur l'état des besoins avant d'apporter une aide quelconque aux populations nécessiteuses (Adams & Shardlow, 2008). Selon ces deux auteurs, c'est surtout en mettant en valeur le fondement scientifique de sa démarche et en assurant une certaine uniformité dans les pratiques d'intervention au service de la cohésion sociale que le COS a construit sa légitimité professionnelle, assurant ainsi la stabilité du travail social en Angleterre.

Et comme en Angleterre, l'autonomisation de l'action philanthropique privée caractérisée d'une part, par la remise en question de la charité ecclésiastique et des politiques de bienfaisance de l'État ; et d'autre part, par le souci de lutter contre la « démoralisation » du peuple et par la rationalisation des techniques d'intervention, allait conduire en France à la professionnalisation du service social à mesure que l'action sociale privée investissait les espaces populaires et les espaces de travail (Dechamps, 1994). C'est de cette manière que s'est, peu à peu, différenciée une nouvelle communauté d'agents fortement influencés par la pensée libérale dominante en Amérique du Nord et en Europe, se spécialisant dans la prestation rationnelle de l'aide sociale. Cependant, comme le rappelle Bouquet (2005), plusieurs autres phénomènes sociaux ont aussi contribué, notamment en Europe, à l'émergence du service social, tels que le développement du féminisme réformiste et bourgeois et la laïcisation des idéaux et des pratiques sociales. Cela dit, il nous convient maintenant de rendre compte des différentes étapes qu'a connues le service social en France dans son processus de constitution comme communauté reconnue, c'est-à-dire légitime, de prestation rationnelle de l'aide sociale.

Trois perspectives de l'histoire du service social en France

L'on peut considérer globalement trois périodes dans le processus de constitution du service social en France : la première va de la fin du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale, elle est marquée par la constitution de corps professionnels (surintendantes et

visiteuses) épousant l'idéologie hygiéniste et investissant les lieux de travail et les domiciles des populations ouvrières ; la seconde est caractérisée par le déferlement jusqu'aux années soixante des approches individualistes et psychologisantes du case-work nord-américain inhérent au déploiement de l'État-providence ; la troisième période mène à l'époque actuelle caractérisée par la montée du néolibéralisme marquée par le repli de l'État dans la gestion de la chose publique et par la ramification des techniques de travail (Dechamps, 1994). En effet, avant la Deuxième Guerre, le service social était encore peu structuré, c'est la période où se dessinent, dans la foulée de la lutte antituberculeuse, de la protection de l'enfance, et de la Première Guerre, les figures d'assistante sociale, d'infirmière visiteuse et de surintendante différenciant peu à peu des professions aux contours encore brouillés (Blum, 2002). C'est surtout après 1945, avec l'adoption de la loi du 8 avril 1946 que les assistantes sociales acquerront le monopole de l'exercice du service social devenant du même coup l'un des principaux outils d'application des politiques sociales de l'État (Pascal, 2012). Ce processus d'institutionnalisation du service social en France s'accompagne aussi, avec la découverte du case-work, d'une redéfinition du rôle du service social ; de régulation morale il passe à aide thérapeutique : il n'est plus question de juger, mais d'aider l'individu à puiser à l'intérieur de lui-même les ressources nécessaires pour assurer son intégration. À la fin des années 1960, le travail social fera face à des critiques radicales remettant en cause le fondement même de sa fonction sociale identifiée comme étant celle d'assurer la reproduction de l'ordre social établi. Avec la montée du néolibéralisme en France, les nouvelles politiques sociales mises en œuvre par les villes favoriseront le développement de nouveaux métiers du social remettant ainsi en question l'identité et l'utilité même du service social confiné de plus en plus dans un rôle de gestion et dépouillé de ses pouvoirs décisionnels (Blum, 2002).

Cela dit, il s'est cependant développé plusieurs théories de la genèse et du développement du travail social en France ; et dans l'idée de dégager quelques-unes des perspectives théoriques à partir desquelles a été construite la question de la genèse et du développement du travail social en France, nous proposons ici d'aborder succinctement les trois périodes identifiées par le truchement de trois des analyses les plus marquantes de la constitution du travail social dans ce pays, lesquelles analyses ont servi de support

au développement de la recherche sur l'histoire du travail social en France. Ces 3 analyses qui couvrent la période 1896 -1976 de l'histoire du travail social en France sont celle de Roger-Henri Guerrand et Marie-Antoinette Rupp ; celle d'Yvonne Kniebiehler, et enfin, celle de Jeannine Verdès-Leroux.

La perspective de Roger-Henri Guerrand et de Marie-Antoinette Rupp

Dans le livre *Brève histoire du Service social*, paru en 1978, les auteurs Guerrand et Rupp présentent l'histoire du service social en France comme étant la trajectoire d'une classe de femmes partant de la position de bénévole pour aboutir à une position de cadre dans la bureaucratie où elles perdent toute leur capacité subversive du fait que tout au long de cette trajectoire, les femmes adoptaient progressivement une vision masculine du monde social. La genèse du service social se trouve pour ainsi dire dans le mouvement féministe du XXe siècle qui aura avorté 20 ans plus tard. L'histoire du service social, selon cette perspective wébérienne, est donc un chapitre de l'histoire de la domination masculine. Ce travail de domination a été effectué particulièrement par les prêtres, les médecins et les politiciens. C'est ainsi que, durant les premières conférences internationales du Service social, ce fut généralement les médecins qui définissaient la nature et la mission de la profession. Les auteurs avancent que les femmes aujourd'hui voient le monde comme les hommes veulent qu'elles la voient ; par exemple les femmes délaissent la recherche de terrain pour se lancer dans une course effrénée aux titres scolaires. À travers cette analyse de la genèse et de l'évolution du travail social en France entre 1896 et 1976, qui retrace en fait les différents moments pertinents de la constitution du service social, en partant du mouvement des Résidences sociales pour aboutir jusqu'à la période de la technocratisation du service social, les auteurs essaient de montrer comment le mouvement féministe, né pourtant dans le cadre défini par l'Église catholique, prendra au départ, avec le mouvement des Résidences sociales une orientation plus subversive en posant la laïcité comme principe de l'Action sociale, pour être ensuite redéfinie selon un point de vue masculin du monde social.

En effet, selon les auteurs, le phénomène social au principe de la genèse du service social en France se trouve dans le développement du féminisme chrétien développé dans le cadre de la mise en application, à la fin du XIXe siècle, de la nouvelle doctrine sociale de l'Église qui recommande l'action sociale ainsi que la mixité des groupes de jeunes catholiques, lesquels groupes ont désormais pour mission d'aller à la rencontre du peuple afin de lui rendre service dans une vraie fraternité chrétienne. Le nouvel univers symbolique construit par l'Église catholique dans le contexte de la lutte entre le travail et le capital a rendu possible une mobilisation des femmes issues de la bourgeoisie autour de la question du droit des femmes et du problème du travail féminin ; c'est ainsi que le 22 septembre 1896, on assistait à l'ouverture de la première résidence sociale française. Cependant, le mouvement de résidence sociale en France ne fera pas long feu. Et si la fermeture définitive des résidences sociales en France par une fraction de la bourgeoisie catholique à la suite du procès de la militante Jeanne Bassot, l'une des pionnières du service social dans ce pays, marqua la fin du mouvement féministe bourgeois du début du XXe siècle, on remarqua dans la foulée du développement de la pensée hygiéniste une tentative plus conformiste de professionnalisation du travail social. C'est ainsi que les politiques solidaristes de Léon Bourgeois, les stratégies de luttes antituberculeuses définies par le docteur Calmette de même que la question du travail féminin dans le contexte de la Première Guerre mondiale allaient favoriser en France l'apparition de deux nouvelles figures dans le domaine de l'assistance sociale, celle de la visiteuse d'hygiène et celle de la surintendante d'usine. Cependant, les auteurs rappellent que la constitution du corps des visiteuses ne fut possible que grâce au support des Américains.

Selon les auteurs, l'idée de constituer un corps de visiteuses tire ses origines en France dans les méthodes d'enquête du docteur Calmette qui fonde, à Lille, le premier dispensaire antituberculeux de France. L'un des éléments-clés de cette méthode développée dans la lutte contre la tuberculose consistait à rompre la distance entre l'enquêteur et la population en substituant à l'enquêteur administratif, souvent jugé dédaigneux, un nouveau type d'enquêteur, un homme plus proche du peuple. C'est dans ce même ordre d'idées que Léonie Chaptal fonde l'« Œuvre des tuberculeux adultes » entre 1902 et 1903, puis crée en 1905, une « maison-école d'infirmières privées » destinée à la visite à domicile, et enfin, détermine, en 1910, au congrès de Bruxelles, le

rôle moral, scientifique et social de la femme dans la lutte contre la tuberculose. L'Association des infirmières-visiteuses sera créée le 18 février 1914. Mais, c'est surtout l'arrivée, au cours de la période 1914-1917, de certaines organisations américaines telles que l'« American field service », la Croix-Rouge américaine et la mission Rockefeller qui allait favoriser la structuration et le développement de la formation d'infirmière-visiteuse en France. À la fin de 1918, il y avait 45 visiteuses formées qui travaillaient dans les dispensaires, et 56 autres étudiantes suivaient les cours de la Mission en tant que boursières. Au cours de la même année, la Croix-Rouge américaine créa, conformément aux modèles existant déjà aux États-Unis, le « fichier central d'assistance et d'aide sociale » dont la fonction est de permettre la coordination de tous les services d'assistance. Les changements matériels et symboliques opérés par la Mission serviront de support à la lutte des femmes pour l'intégration des professions sociales.

En ce qui concerne les surintendantes d'usine, les auteurs avancent que leur naissance est intimement liée à la question des conditions du travail des femmes dans les usines au cours de la Première Guerre. Le problème du travail féminin réunissait à la fois les inquiétudes des féministes bourgeoises et celles des pouvoirs publics. Le gouvernement tenait à ce que le travail n'empêchât pas les femmes de remplir la fonction de reproduction biologique qui leur est assignée, pendant que mademoiselle de Montmort déplorait la situation morale des ouvrières. C'est dans ce contexte que se créa, en avril 1916, le « Comité du travail féminin », et que furent envoyés en Grande-Bretagne, le 31 octobre 1916, les médecins Loisel et Klotz en vue d'observer l'organisation du travail féminin dans les usines anglaises, et qu'ils découvrirent la figure de la « Lady Superintendent ». Après la Première Guerre, L'« École des surintendantes de France » dont les membres se sélectionneront parmi les femmes issues de la bourgeoisie sera ouverte à Paris en 1917, à l'instigation de mademoiselle Montmort. Le docteur Armand-Delille sera désigné comme le président du conseil d'administration. Au cours des années 1925, les visiteuses et les surintendantes se seront imposées comme professionnelles légitimes, mais, durant cette même période, l'on assistera aussi à une présence de plus en plus affirmée du métier d'assistante sociale. En effet, la mise en place, en 1919, de 4 maternités par la Croix-Rouge américaine avait favorisé la

constitution du corps de métier d'assistante sociale dont les premiers membres étaient exclusivement recrutés dans des écoles d'infirmières. Et c'est surtout au cours des années 30, avec la généralisation des allocations familiales et des assurances sociales que s'émergent de nouvelles conditions de pratiques et de nouvelles tâches (applications de lois, constitution de dossiers, enquêtes, etc.) permettant aux assistantes sociales de s'affirmer en se différenciant des visiteuses par la mise en valeur de la dimension plus sociale de leur intervention. Le 12 janvier 1932, la profession d'assistante sociale sera légalement reconnue, et le décret du 18 février 1938 fusionnera les programmes d'assistance sociale et d'infirmière-visiteuse : le titre d'infirmière-visiteuse disparaîtra au profit de celui d'assistante sociale.

Mais, les deux auteurs rappellent que le processus de la constitution du métier d'assistante sociale dans les années 1920 et 1930, s'accompagne, sous la domination du docteur Armand-Delille, le véritable détenteur du pouvoir dans les services sociaux, d'un travail de construction du métier d'assistante sociale comme vocation féminine et religieuse auquel les femmes elles-mêmes participeront. Le terme de « justice sociale », cher aux pionnières, sera remplacé dans le discours des assistantes sociales par celui de « sens social » plus proche de l'idée de charité. Selon les auteurs, si à la fin des années 1930 le travail social développait ses propres compétences intellectuelles lui permettant de tenir un discours sur lui-même, notamment à travers les publications de certaines praticiennes, loin d'être l'instigateur des réformes sociales mises en œuvre en 1936 (réduction du temps du travail, congés annuels payés, etc.), le travail social aura surtout contribué à la mise en application des politiques de contrôle du Régime de Vichy (lutte contre l'avortement, l'alcoolisme, etc.). Et à travers le discours de certaines praticiennes reconnues telles que Céline Lhotte et Yvonne Bougé, le travail social, tout en se construisant comme un apostolat, continuera pendant longtemps à la reproduction des rapports de domination entre les hommes et les femmes : contre les revendications du droit au travail portées par les féministes du début, le travail social de l'entre-deux-guerres exhortera les femmes à se conformer à leur rôle de mère et de femme au foyer.

Les années d'après la Deuxième Guerre, seront marquées par les luttes pour le renforcement de l'identité professionnelle des assistantes sociales ainsi que par la

bureaucratisation du service social. L'Association des assistantes sociales (ANAS) sera créée en 1944, et l'adoption de la loi du 8 avril 1946 fera de la profession d'assistante sociale un outil important dans la mise en œuvre des politiques sociales de l'État français. L'institutionnalisation du service s'inscrit, selon les auteurs, dans le processus historique de subordination du service social enclenché dès les premières décennies du XXe siècle ; ces derniers soulignent que 30 ans après la bureaucratisation du travail social, soit au cours des années 1970, la profession subissait de plus en plus la pression de son ministère de tutelle pour la mise en application d'une politique d'intégration croissante. Cette situation conduira, selon eux, à la transformation des organismes en des entreprises quasi industrielles où la division technocratique du travail occulte la pratique d'un service social véritable. L'assistante sociale, s'identifiant à la figure du fonctionnaire, perd progressivement son autonomie technique, et s'éloigne de plus en plus de la valeur fondamentale du travail social, celle de venir en aide au prochain, pour concentrer ses préoccupations sur les questions de la retraite, des congés, etc.

Ce travail qui aborde l'histoire du service social en France sous l'angle de la domination masculine demeure aujourd'hui la seule synthèse historique sur le service social en France.

La perspective d'Yvonne Kniebiehler

La perspective phénoménologique de Kniebiehler (1980) qui vise à rendre compte de l'expérience familière du monde social se présente comme une remise en question de la théorie dite de contrôle social développée par Verdès-Leroux (1978) qui voit dans l'assistance sociale une stratégie consciente ou inconsciente visant à légitimer l'ordre social établi ; ou par Donzelot (1978) qui pose la question de l'assistance sociale comme moyen d'assurer la fonctionnarisation de l'institution familiale. Selon Kniebiehler, si l'on peut admettre que le sens objectif des pratiques des assistantes sociales s'orientent, inconsciemment vers la reproduction de l'ordre social établi, on ne pas pour autant réduire l'action des assistantes sociales à celles d'auxiliaires au service de la classe dominante. Il s'agit donc, selon cette perspective, d'opposer à la démarche sociologique

qui a tendance à dégager que des tendances générales, une perspective phénoménologique qui s'intéresse surtout à la diversité des pratiques et des visions par lesquelles se manifeste l'assistance sociale. Il faut donc partir, selon l'auteure, du point de vue des acteurs pour rendre compte de la naissance de la profession qui est plus liée à une tradition familiale d'assistance et au désir de soulager la misère qu'au désir de maintenir le capitalisme et l'ordre social. D'après cette perspective subjectiviste de l'histoire du service social en France, le service social est avant tout une institution qui a cette particularité d'avoir été créée par des femmes volontaires et idéalistes qui ont vécu l'action sociale à la fois comme une mission et comme une conquête. Selon Kniebiehler, cette institution a eu pour rôle historique d'assurer le passage des œuvres privées vers un système de Sécurité sociale, de l'assistance sociale du XIXe siècle à l'assurance du XXe siècle, et par conséquent, cette classe de femmes volontaires et idéalistes a rempli sa mission.

C'est donc à partir d'un ensemble de témoignages d'assistantes sociales appartenant à des générations différentes sur une période allant de 1930 jusqu'à la période post-1968 que Kniebiehler reconstruit l'histoire du travail social en France. Cette histoire est donc racontée par celles-là mêmes qui ont eu intérêt au service social. Cependant, l'auteur fait preuve d'une certaine vigilance épistémologique en rappelant que les répondantes appartenaient à ce que l'on peut appeler l'« élite de la profession », et ont raconté leur histoire au gré leur mémoire et de leur subjectivité. Il ne s'agissait pas, selon elle, d'écrire, à partir de ces témoignages, une histoire exhaustive du travail social en France, mais plutôt d'en faire ressortir la dimension humaine. Et pour combler les limites de son travail, l'auteur invite le lecteur à consulter le livre *Brève histoire du Service social en France* de Roger-Henri Guerrand et de Marie-Antoinette Rupp.

La référence à Roger-Henry Guerrand et Marie-Antoinette Rupp est ici très importante en ce sens qu'elle permet de faire quelques rapprochements entre la vision de Kniebiehler de l'histoire du service social en France et celle de ces deux auteurs : en abordant le processus de différenciation du service social surtout sous l'angle du genre, ces trois auteurs ont construit l'histoire du service social comme étant en fait l'histoire d'une classe de femmes qui, à un moment donné de l'histoire, ont remis en question la

logique de domination masculine pour investir l'espace public par la médiation de l'assistance sociale. Cependant, pour Guerrand & Rupp (1978), cette remise en question de la *sociodicée* masculine n'a pas duré longtemps puisque l'assistance sociale se construisant renouait peu à peu avec la vision masculine du monde social contribuant ainsi à légitimer les privilèges dont jouissent les hommes. Alors que Kniebiehler, de son côté, voit dans cette remise en question, le point de départ d'une mission que les femmes se sont donnée, laquelle sera accomplie à la fin des années 1960. Une perspective enchantée de l'histoire du service social en France qui contraste avec celle proposée par Jeannine Verdès-Leroux qui, bien qu'elle tienne compte de la question du genre, situe la naissance du service social plus dans la logique de la lutte des classes que dans une émancipation féministe.

La perspective de Jeannine Verdès-Leroux

Dans son livre *Le travail social*, paru en 1978, Verdès-Leroux pose, dans une perspective bourdieusienne, l'avènement de l'assistance sociale en France comme étant une réponse donnée, à un moment historique déterminé, aux changements de l'état de la lutte des classes, liés notamment à la constitution du mouvement syndical et à la montée du socialisme. Selon l'auteure, l'assistance sociale est apparue, au départ, comme un contre-mouvement financé et organisé par une fraction de la classe dominante qui visait à convaincre la classe ouvrière de l'inutilité de la Révolution pour améliorer sa condition. D'après cette perspective, si la constitution de l'assistance sociale est avant tout une affaire des femmes issues de la bourgeoisie aisée et désireuses de s'affranchir de la vie familiale à laquelle elles sont destinées ; elle procède avant tout de la mise en place – sous contrainte – d'un ensemble de moyens correctifs socialement construit en vue de favoriser, selon le point de vue de la conciliation des classes, l'adhésion de la classe ouvrière à la vision du monde des dominants. Verdès-Leroux avance que l'une des fonctions de l'assistance sociale sera d'imposer le contrôle des dominants dans toutes les sphères de la vie des dominés, et ce travail de contrôle s'accompagnera d'un travail de violence symbolique qui consiste, entre autres, en l'élaboration toujours renouvelée d'une image disqualificative de la classe ouvrière pour ensuite lui dénier

toute spécificité générique. La démarche de Verdès-Leroux consistera donc à rendre compte de l'adéquation des différents modes de discours qu'a empruntés le service social à différents moments pertinents de son histoire avec l'idéologie libérale qui construit l'ordre social comme un ordre naturel auquel chacun doit individuellement s'adapter.

C'est ainsi que l'auteure désigne la période 1900-1914 comme étant celle de l'expérimentation du service social. C'est au cours de cette période que l'assistance sociale se constituant, dans une double critique de la charité ecclésiastique, jugée inefficace, et de l'assistance publique, jugée à la fois impuissante et nocive, puisque basée sur le principe de la reconnaissance des droits sociaux, désigne la classe ouvrière comme sa cible privilégiée tout en abandonnant à l'assistance publique et à la charité religieuse la masse des indigents considérés comme groupe non productif et politiquement inoffensif. Au problème structurel du paupérisme, l'assistance sociale naissante n'apportera, selon l'auteure, qu'une réponse psychologique ; en effet son projet n'était pas d'aider l'ouvrier, mais plutôt de l'éduquer pour le sortir de son état de nature. Tout au long de cette période, l'assistance sociale fera sien le discours libéral du relèvement moral de la classe ouvrière. Il s'agissait donc plus d'universaliser le point de vue d'un petit groupe dominant à l'échelle du monde social en disqualifiant le style de vie ouvrier que d'accompagner la classe dominée dans sa lutte pour l'amélioration de sa condition.

Si avant 1914, l'assistance sociale s'incarnait surtout sous la forme de résidences sociales, le contexte de la Première Guerre mondiale allait favoriser l'évolution de l'assistance sociale vers des formes institutionnelles plus efficaces. Selon Verdès-Leroux, la période 1920-1936 marque en effet l'entrée de l'assistance sociale dans sa phase de légitimation avec le déploiement des corps d'infirmières visiteuses et de surintendantes d'usine dans un contexte où la bourgeoisie s'impose encore plus que dans la période précédant la Première Guerre. Et forte de la reconnaissance des milieux politiques et de certaines fractions du patronat, l'assistance sociale ira encore plus loin dans son travail d'étiquetage de la classe ouvrière tout en glorifiant en retour, le patronat en lequel elle identifie un allié naturel. En effet, le discours de la réintégration et de la

réadaptation qui construit l'ouvrier comme un asocial auquel il faut inculquer un certain sens pratique lui permettant de s'adapter à l'ordre social établi, remplacera le discours de la rééducation de la période antérieure dans le travail de contrôle exercé par les surintendantes et les visiteuses dans les maisons et les lieux de travail des ouvriers.

Mais, selon l'auteure, les modifications des rapports de force qui allaient s'opérer durant les années du Front populaire allaient contraindre à la reconnaissance de la force de la classe dominée et pousser du même coup l'assistance sociale à euphémiser son discours sur la classe ouvrière. Entre 1936 et 1938, on assistait donc à l'invention d'un des plus importants éléments de l'idéologie de l'assistance sociale : la notion de neutralité. Désormais, à travers tout un long travail de violence symbolique qui donne à voir les dispositions de classes comme des qualités professionnelles, le jugement sera indirectement émis à travers des mises en forme d'un langage qui se pare d'une façade d'objectivité. C'est ainsi que la question de l'alcoolisme n'allait plus se poser comme vice individuel, mais comme problème social ; on proclamera la fin du prolétariat, c'est-à-dire son intégration ; et l'exaltation de l'homme sera substituée à celle de l'ordre.

L'avènement du Régime de Vichy en 1940 consacre, selon Verdès-Leroux, le retour de l'assistance sociale aux jugements brutaux des débuts des années 1930. La classe ouvrière est désignée comme responsable des malheurs du pays par le fait de son affaissement moral. La correspondance entre les valeurs véhiculées par le travail social et les politiques conservatrices mises en œuvre par Vichy et dont le principe générateur se donne à voir dans le slogan officiel « Famille, Travail, Patrie » favorise l'encadrement légal du travail social dans son exercice de contrôle social en ce qui concerne notamment la licence des mœurs, l'alcoolisme, le travail de la mère, etc. La période de Vichy sera aussi celle de l'auto-exaltation ; dans une rhétorique vocationnelle, les assistantes se construiront comme des figures de la mère, et continueront de penser leurs actions sur la classe ouvrière sous l'angle de l'éducation et de la tutelle morale.

La période d'Après-guerre est, selon Verdès-Leroux, celle de l'« euphémisation généralisée », on assistera avec la montée du case-work en France à un processus de psychologisation des problèmes sociaux réduisant ainsi les conditions socioéconomiques à des problèmes relationnels dont les causes sont à chercher dans l'histoire familiale. Il

ne sera donc plus question de parler de classe ouvrière, mais des moins nantis ; plus question de lutte des classes, mais de tensions au sein des communautés. Cette période est aussi celle de la consolidation de la légitimité des assistantes sociales ainsi que de la diversification des origines sociales des agents intégrant le service social conduisant ainsi, selon Verdès-Leroux, à une différenciation des positions politiques. Le mouvement de mai 1968 favorisera la remise en question de la fonction adaptative du service social donnant ainsi naissance à l'intérieur même du service social à deux courants minoritaires critiques se revendiquant comme alliés de la classe dominée. Le premier proposera d'agir directement sur le plan politique en remettant en question la neutralité du service social et en prenant position contre le système au principe de la légitimation de cette « neutralité ». La deuxième, plus réformatrice, proposera de lutter pour l'autonomie du service social par rapport aux différentes institutions afin que la profession puisse elle-même définir ses tâches. Si la première démarche rencontre, selon l'auteure, moins d'écho, en ce sens qu'on n'arrive pas à concevoir comment la profession et toutes les institutions qui la soutiennent pourraient intentionnellement travailler à leur propre négation ; la seconde, laissant entendre qu'il existe une mauvaise forme d'aide à laquelle l'on doit confronter une bonne forme d'aide, occulte en fin de compte la question fondamentale de la fonction objective du service social.

L'un des acquis majeurs de la perspective de Verdès-Leroux a été, par le truchement d'une analyse des métamorphoses du discours du service social sur la classe ouvrière, de mettre au jour la fonction objective du service social en tant qu'institution de violence symbolique contribuant à la reproduction de la domination de la classe ouvrière en renforçant notamment un discours de classe libéral légitimant l'ordre social établi.

La consolidation des acquis de ces trois perspectives, soit celle de Guerrand & Rupp (1978) qui aborde la question de la genèse et du développement du service social sous l'angle de la domination masculine, celle de Kniebiehler (1980) qui revendique la diversité des pratiques et des visions, la relative autonomie et la « bonne foi » des assistantes sociales, et celle de Verdès-Leroux (1978) qui rend compte du travail de violence symbolique exercé par le service social sur la classe dominée pour assurer son adhésion à l'ordre social établi, aura permis l'apparition de nouvelles approches

critiques situant, dans une tentative de dépassement de l'opposition entre une approche objectiviste et une approche subjectiviste, la question de la genèse et du développement du service social dans le paradoxe même de l'État-providence qui vise à maintenir l'ordre social établi en assurant des prestations sociales aux citoyens. La pratique du travail social se situe en effet dans la dialectique entre le contrôle et le service (Dechamps, 1994), et se fait dans un espace de relations conditionné par des structures objectives où la probabilité d'accéder à une action émancipatrice dépend des conditions sociales de productions des dispositions et des conditions sociales, organiques ou critiques, de l'exercice de ces dispositions (Bourdieu, 2003).

Cela étant dit, faisons un bref rappel de la genèse et du développement du travail social en Amérique latine.

Genèse et développement du travail social en Amérique latine

Selon Parada (2007), l'histoire du travail social en Amérique latine se divise en 4 grandes périodes. La première période est celle des efforts pour construire la légitimité du travail social comme profession : sous-tendu par une idéologie médicale et moralisatrice, le travail social, au cours de cette période, fondait sa pratique sur l'analyse de cas individuels, et se décalquait sur le modèle nord-américain. La deuxième période est marquée par un ensemble de tentatives pour intégrer la théorie des sciences sociales à la formation en travail social. La troisième période est comprise entre le début des années 1960 et le début des années 1970, elle est surtout caractérisée par la montée du Mouvement de la reconceptualisation du travail social remettant en question la domination culturelle et économique des États-Unis sur l'Amérique latine. La quatrième période est celle de la montée du néolibéralisme marquée par la mise à mort du Mouvement de la reconceptualisation et le retour du travail social à l'approche individuelle et moralisatrice d'antan.

En effet, la constitution du travail social en Amérique latine est inhérente aux transformations que connaissent les différentes sociétés latino-américaines qui ont pris la

voie de l'industrialisation capitaliste (démocratie libérale, individualisme, naissance de la classe ouvrière, libéralisme économique, valorisation du travail, condamnation des pauvres, etc.). Et les premiers pays de l'Amérique latine au sein desquels s'est développé le travail social sont ceux comme le Chili, l'Argentine et le Brésil, qui, au cours des premières décennies du XXe siècle, ont adopté le modèle d'État-nation occidental. C'est ainsi que la première école de service social en Amérique latine fut celle implantée au Chili vers 1925. Dénommée École de service social Dr Alejandro del Rio, la mise en place de cette école dédiée à la formation de visiteuses sociales destinées à l'éducation de la classe ouvrière résulte des diverses transformations que connaît l'État chilien avec la révolution libérale orchestrée au cours des premières décennies du XXe siècle (Briceño & Aguilera, 2005). Cette révolution, aboutissant des luttes alliant libéraux et ouvriers vis-à-vis de l'aristocratie foncière et des hiérarchies ecclésiastiques, favorisa une matérialisation progressive des acquis de la lutte syndicale dans la structure étatique (lois, administration des services sociaux, politiques sociales, etc.), assurant ainsi les conditions de possibilité du développement du travail social dans ce pays (Briceño & Aguilera, 2005). En 1938, sous le gouvernement du Front populaire réunissant les communistes, les radicaux et les démocrates, le président créa par décret les écoles de service social de Santiago, de Concepción et de Temuco. En effet, au cours des années 1940, le travail social allait connaître beaucoup de progrès techniques conduisant à une définition plus précise de la profession. Le travail social sera construit, au cours de cette période, comme une profession dont la fonction est de prévenir et corriger les dysfonctionnements sociaux (Briceño & Aguilera, 2005). Avec la création en 1952 du diplôme de travailleur social et la création de l'ordre des travailleurs sociaux en 1955, le travail social deviendra une profession reconnue à part entière (Rozenblum & Ward, 2012). Les années 1960 seront marquées par le développement du travail social communautaire et la remise en question du modèle de travail social traditionnel inspiré du case-work. Après le coup d'État militaire de 1973 qui frappa très durement le travail social progressiste au Chili, bon nombre d'écoles reviendront à l'approche anglo-saxonne du travail social.

Au Brésil, la constitution du travail social est liée, comme dans la majorité des pays en voie d'industrialisation ayant épousé le modèle d'État-nation occidental, à l'intervention progressive de l'État dans le traitement des problèmes sociaux, notamment ceux qui ont rapport aux conditions de vie précaires des couches appauvries de la société (Wanderley & Yazbek, 2005). Ce processus progressif de régulation de la vie sociale par l'État allait donner une base de légitimité au travail social comme activité spécialisée dans le traitement de la pauvreté à partir des années 1930 ; c'est ainsi que l'État l'utilisera pour appliquer les politiques économiques et sociales, et l'Église catholique de son côté l'exploitera comme appui pour affronter la question sociale (Wanderley & Yazbek, 2005). En effet, l'Église catholique a eu une influence capitale dans la structuration du travail social brésilien à ses débuts. D'après les auteurs sus-cités, cette relation entre la profession et l'Église qui s'est amorcée en 1936 par la création de la première école de service social au Brésil a eu une empreinte profonde sur les pratiques du travail social ; au cours de cette période, le travail social sera dominé par une approche psychologisante et moralisatrice visant à inculquer des valeurs libérales et des savoirs pratiques aux individus pour permettre leur intégration dans l'ordre social. Durant la période de la Deuxième Guerre mondiale, on assistera à une montée des contestations populaires dans les pays occidentaux qui contraignent le capitalisme à se réviser. Ainsi l'État devient un acteur primordial dans la normalisation de la vie sociale et économique. Cette situation s'observe aussi au Brésil, sous les pressions des contestations populaires et des demandes croissantes des travailleurs en ce qui concerne les biens et les services, l'État fut contraint, au cours des années 1940, d'intervenir directement dans les rapports de productions et auprès des populations les plus pauvres de la société (Wanderley & Yazbek, 2005). C'est au cours de ces années que se sont mis en place les services sociaux publics et privés au Brésil. Dans la foulée des idéologies du développement des décennies 1950 et 1960, le travail social sortira du cadre de l'Église catholique pour devenir un outil important dans la mise en œuvre des politiques sociales de l'État.

De même, en Argentine, le travail social tire ses origines dans la transformation, entre 1880 et 1912, d'un État oligarchique libéral en une démocratie libérale à partir de la lutte des organisations de la classe ouvrière qui étaient constituées d'un nombre important d'immigrants européens en quête d'un mieux-être en Argentine (Melano, 2005). Entre

1875 et 1930, les médecins hygiénistes, conscients des problèmes d'insalubrité qui menaçaient la reproduction de la main-d'œuvre, ont sensibilisé l'État sur la nécessité de constituer un métier auxiliaire destiné à l'intervention auprès du prolétariat. C'est ainsi que furent créés, sous l'influence des médecins hygiénistes, le métier de visiteuse hygiéniste en 1924, et la première école de service social en 1930 (Melano, 2005). L'auteure souligne aussi que la montée de l'État-Providence en Occident a aussi influencé les pratiques du gouvernement de Perón en matière de justice sociale durant les années allant de 1945 à 1955. L'instauration du régime de sécurité sociale et de services d'assistance destinés aux secteurs les plus démunis aura un fort impact sur le développement du service social. Si le coup d'État militaire orchestré en 1955 a provoqué la chute du gouvernement constitutionnel, l'auteur souligne que dans une certaine mesure, le régime militaire a mis en avant une politique de développement favorisant une amélioration des compétences méthodologiques et théoriques des travailleurs sociaux. Pendant cette période, la discipline allait progressivement s'approcher des sciences sociales créant ainsi des conditions de possibilité de l'émergence d'un vaste mouvement de remise en question des hypothèses latentes conformes au développement du capitalisme qui sous-tendent les pratiques du service social en Amérique latine. Ce vaste mouvement de remise en question du service social est connu sous le nom de Mouvement de la reconceptualisation.

Le Mouvement de la reconceptualisation

Le mouvement de la reconceptualisation initié en Amérique latine vers 1960 constitue en fait l'un des moments les plus importants de l'histoire du travail social en Amérique latine, et est caractérisé par la remise en question de la domination culturelle et économique des pays latino-américains par les États-Unis. En ce qui concerne l'orientation du travail social, ce mouvement a été le fruit d'une critique contre le modèle positiviste-fonctionnaliste du travail social nord-américain au nom d'un nouveau type de travail social qui doit prendre en compte le contexte latino-américain (Kisnerman, 2007). C'est ainsi que le terme de « travail social » se substitue à celui de « service social » marquant ainsi le refus d'un service social traditionnel inadapté à la

réalité des pays de l'Amérique latine. Le travailleur social est donc construit comme un allié dans la lutte que mènent les opprimés pour la transformation des structures sociales génératrices d'inégalités.

En effet, sous-tendu, entre autres, par une pensée critique issue de la théorie marxiste, de la pédagogie de Paulo Freire et de la théologie de la libération (Wanderley & Yazbek, 2005), le Mouvement de la reconceptualisation s'inscrit en fait dans le double cadre d'une mobilisation populaire et de l'élaboration par les États-Unis d'un nouveau paradigme développementiste dans ses efforts pour implanter l'État-providence en Amérique latine. Par exemple au Chili, l'apparition du travail social communautaire au cours des années 1960 a été faite sous l'influence des États-Unis dans le contexte même de la redéfinition des politiques de développement où l'État est appelé à jouer un rôle central dans les politiques de réduction des risques et des inégalités ; et le travail social communautaire à remplir une fonction de médiation entre les pouvoirs publics et les populations. En effet jusqu'aux années 1970, le Mouvement de reconceptualisation se fera au Chili un mouvement de dénonciation des obstacles au développement social, et une partie des travailleurs sociaux se transformera en mouvement politique de gauche avant d'être violemment interrompu par le coup d'État militaire organisé par Pinochet avec l'aide des États-Unis (Rozenblum & Ward, 2012).

Semblable en cela à ce qui s'est passé au Chili, ce mouvement dont les origines se trouvent dans des pays comme l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil, s'est éteint au cours des années 1970 avec la montée des dictatures en Amérique latine. S'ensuit ainsi au cours des années suivantes, avec la montée du néolibéralisme, un retour du travail social à l'intervention individuelle et familiale conformément au modèle des écoles américaines (Legault, 1991).

Bref, comme en France, et en Europe en général, la genèse et le développement du service social en Amérique latine sont étroitement liés à l'instauration et à la métamorphose de l'État libéral dans le cadre du développement du capitalisme. Sa professionnalisation s'est effectuée au cours des années 1950 dans le cadre des tentatives des États-Unis et des gouvernements latino-américains d'implanter en Amérique latine le modèle de l'État-providence ; et la remise en question de sa fonction adaptative, tout

comme en Europe, a été formulée au cours des années 1960. Qu'en est-il donc du travail social en Haïti ?

La question de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti

Si la littérature sur le travail social dans le monde se révèle assez dense de nos jours, très peu de travaux ont été produits sur le travail social en Haïti, et encore moins sur sa genèse sociale et son développement. Cependant, nous pouvons souligner les apports des auteurs Jouthe *et coll.* (2005) qui ont su jeter les premières bases pour une analyse plus approfondie du travail social en Haïti. À travers leur analyse du système d'enseignement du travail social dans le pays, ils ont tenté de situer le travail social dans son contexte local, et ont souligné la discordance entre la formation dispensée et la complexité des problèmes socioéconomiques auxquels la grande majorité de la population fait face. Ce travail de recherche attire, entre autres, l'attention sur les présupposés épistémologiques fonctionnalistes qui sous-tendent le travail de production des mémoires de sortie, tout en soulignant la réduction de la recherche en travail social en Haïti au très petit nombre de mémoires qui ont été soutenus, ainsi que l'extrême difficulté de la construction d'un corps de professionnels en travail social. Bien que cette recherche ne portât pas spécifiquement sur l'histoire du travail social en Haïti, les auteurs Jouthe *et coll.* (2005) ont imputé la création de l'école de service social à une Haïtienne diplômée de l'Université Laval, et que nous supposons être, très probablement, Janine Lafontant-Nelson, qui, en 1946, reçut une bourse d'études en service social au Canada.

Une autre réflexion, inspirée du marxisme, a tenté de mettre en rapport dans une perspective historique la genèse du service social en Haïti et le processus de libéralisation économique mondiale. Selon Louis-juste (2008), le travail social n'aurait pas vu le jour en Haïti si l'OIT n'avait pas recommandé sa création parce que la configuration des rapports sociaux de domination et d'exploitation ne nécessitait pas la création d'une telle profession pour assurer le contrôle des travailleurs. Si l'auteur indique des pistes intéressantes pour comprendre le contexte d'émergence du travail social en Haïti, en attirant l'attention sur le poids des Organisations internationales dans

la mise en place du travail social en Haïti, il occulte complètement le rôle du mouvement féministe bourgeois haïtien dans la constitution du travail social en Haïti.

Par ailleurs, en 2009, deux étudiants du département de service social de la FASCH, Vanessa Louis-Charles et Rocheman Jean-Milus ont mené, sous la direction du professeur Jn-Anil Louis-Juste, une enquête sur la vision des quelques travailleurs sociaux ouvrant dans les institutions publiques relevant du domaine de la sécurité sociale les plus connues — en l’occurrence l’Institut de Bien-être social et de Recherche, la Caisse d’Assistance sociale, l’Office d’Assurance Accident du Travail Maladie et Maternité, et l’Office National d’Assurance vieillesse, dans le souci de voir quelle conception du travail social est majoritairement partagée par les travailleurs sociaux. Cette enquête a été menée sur deux fronts, à la fois dans les fébriles institutions de sécurité sociale et sur les différents travaux de mémoire de licence que l’on peut consulter à la bibliothèque de ladite faculté. Pour ce faire, ils ont utilisé une catégorie d’analyse permettant la construction et la comparaison de trois formes de travail social : la première forme de travail social renvoie au modèle d’assistance sociale telle que l’ont connu les sociétés occidentales à l’aube du XXe siècle ; la deuxième renvoie au modèle dit « développementiste », elle fait allusion à l’idéologie de rattrapage qui postulait que les pays du Tiers-monde devraient suivre exactement la même trajectoire des pays économiquement plus avancés pour se libérer du joug de la pauvreté. La troisième forme renvoie au modèle de transformation sociale inspirée du marxisme tel qu’il a été développé par exemple en Amérique latine. Ce modèle considère les travailleurs sociaux comme des acteurs à même de lutter politiquement pour l’émancipation culturelle, économique et politique des classes dominées. Les résultats de l’enquête montraient que d’une part, la majeure partie des mémoires et des points de vue recueillis auprès des travailleurs sociaux professionnels dans les institutions publiques était largement sous-tendue par une vision développementiste du travail social, et d’autre part, le nombre de professionnels en travail social au sein de ces institutions reste très modeste.

Si ces différents travaux et réflexions attirent l’attention sur une partie de l’ensemble des propriétés qui caractérisent le travail social en Haïti comme l’absence d’un corps professionnel, le rôle des forces extérieures à l’espace national dans la mise en place du travail social dans le pays, la faible pénétration des travailleurs sociaux dans la structure

bureaucratique, et le nombre très limité de diplômes discernés, ces trois discours sur le travail social, pris seul à seul, se révèlent insuffisants pour comprendre la raison au principe de cette forme particulière de travail social en Haïti. D'où la question de recherche : Quel est le principe au fondement de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti ?

Objectif de la recherche

L'objectif poursuivi à travers ce travail de recherche est celui de rendre compte de la logique au principe de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti.

Cela dit, dans le souci de mieux expliciter l'orientation que nous voulons donner à ce travail, nous procéderons au chapitre suivant à la présentation de notre perspective théorique.

Chapitre 2 : Perspectives théoriques

Pour avoir une compréhension plus complète de la logique au principe de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti ainsi que des différentes formes sous lesquelles il s'incarne, on ne saura l'aborder à l'état isolé, indépendamment des liens objectifs qui l'unissent aux autres institutions pertinentes telles que l'État et le développement. En effet, c'est en tant qu'institution dont le principe générateur se trouve dans le développement à la fois incarné sous forme d'institution et intériorisé sous forme de structure mentale donnant à voir l'évolution des sociétés comme un passage de la tradition à la modernité, que nous invitons ici à comprendre la genèse et la reproduction du travail social en Haïti. Ce schéma d'analyse qui pose le développement au principe de la genèse et de la reproduction du travail social en Haïti, procède du mode de connaissance praxéologique développé notamment par Pierre Bourdieu. Notre adhésion à cette démarche indissociablement constructiviste et réaliste, se justifie, entre autres, par le fait que le mode de connaissance praxéologique tel que construit par Bourdieu permet, par la mise en œuvre d'une nouvelle théorie de l'action établissant un rapport dialectique entre les structures mentales et les structures sociales qui les ont générées, de dépasser un ensemble de faux problèmes qui encore aujourd'hui minent le champ des sciences sociales, et en l'occurrence celui du travail social, par exemple, les fausses oppositions entre une approche objectiviste qui construit la pratique en travail social comme simple obéissance à une structure et une approche subjectiviste qui ne considère comme vérité que le sens que le travailleur social élabore sur sa propre pratique. Cela dit, il nous faut maintenant procéder d'une part à une présentation plus approfondie du mode de connaissance praxéologique ainsi que de certains des concepts-clés qui en découlent, notamment, les concepts d'habitus, d'espace social, de classes sociales, de capital, et de violence symbolique ; et d'autre part, nous atteler à la redéfinition des concepts de travail social, d'État et de développement qu'impose l'adhésion au mode de connaissance praxéologique, pour ensuite les mettre en relation dans l'explicitation d'un modèle initial devant permettre de comprendre la logique au fondement de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti.

Le mode de connaissance praxéologique

La théorie de la connaissance développée par Bourdieu s'efforce d'intégrer les acquis de la phénoménologie² ainsi que ceux de l'objectivisme dans l'explicitation d'une théorie praxéologique de la pratique qui donne à voir le monde social sous deux formes objectives – le monde social en tant qu'Être matérialisé sous forme d'institutions comme fruit de l'histoire collective ; et le monde social en tant qu'Être perçu, c'est-à-dire comme construction à partir des structures mentales — incorporées sous forme d'*habitus*³ – par l'entremise desquelles les agents sociaux appréhendent le monde social (Bourdieu, 2000).

Autrement dit, la théorie praxéologique telle que construite par Bourdieu est une théorie de la pratique qui permet de construire les relations dialectiques entre les dispositions intériorisées tout au long de la trajectoire biographique et les espaces structurés d'interactions dont elles sont le fruit et dans lesquels elles s'actualisent ; ce mode de connaissance permet, en effet, de rendre compte du va-et-vient entre l'intériorisation de l'extériorité et l'extériorisation de l'intériorité (Bourdieu, 2000). Ce faisant, le mode de connaissance praxéologique se donne d'écarter d'une part, le déterminisme intellectuel du subjectivisme qui établit la rationalité comme le seul principe capable de rendre compte des actions individuelles, et qui considère l'individu comme un sujet sans inertie au-dessus de toute détermination sociale, et d'autre part, l'objectivisme qui, s'efforçant de construire une topographie des relations sociales (structures, systèmes de relations, etc.) qui existent en dehors des consciences et des volontés individuelles, disqualifie tout forme de subjectivité dans le processus de production de la connaissance en sciences sociales en établissant, par un déterminisme mécaniste, l'action comme simple obéissance aux contraintes extérieures (Bourdieu, 2000). Le chercheur objectiviste,

² Le mode de connaissance phénoménologique se donne pour objet de saisir la vérité de l'expérience du monde familier, c'est-à-dire, elle vise à appréhender l'expérience vécue du monde social en prenant pour objet la connaissance pratique que les individus mettent en œuvre dans les interactions et « l'apparence de l'immédiateté avec laquelle se livre le sens de ce monde » (Bourdieu, 1980, p. 45).

³ De manière très sommaire, nous pouvons dire que l'*habitus*, c'est l'histoire faite « corps », autrement dit, il est le résultat de tout un travail historique d'inculcation de schèmes et de pratiques sous forme de dispositions qui, en retour, permettent la génération de toute sorte de pratiques et de représentations (Bourdieu, 1980).

occultant les conditions sociales et épistémologiques qui déterminent le rapport du sujet connaissant à l'objet à connaître, prétend appréhender le monde social comme dans un laboratoire (Bourdieu, 1980). En quête d'une légitimité scientifique qu'il ne conçoit qu'en transposant dans les sciences sociales le formalisme d'un raisonnement expérimental, la démarche objectiviste se condamne à chercher indûment des lois sociales universelles conduisant à des modèles historiquement aberrants qui occultent les contextes dans lesquels les observations ont été effectuées et les données, prélevées (Passeron, 2006). En effet, si l'approche subjectiviste du travail social ne considère que le point de vue que tient le travailleur social sur sa propre pratique, écartant du même coup toute possibilité d'objectivation des pratiques et des représentations des individus (Dechamps, 1994), la vision objectiviste construit les pratiques du travail social comme obéissant mécaniquement à des modèles.

Le mode de connaissance praxéologique développée par Bourdieu permet donc de dépasser ces deux modes de connaissance, tout en conservant leurs acquis, en permettant de comprendre que les agents ne sont ni totalement déterminés ni totalement libres, car s'ils définissent des stratégies, ces dernières ne sont pas pour autant le fruit d'un calcul rationnel effectuant explicitement ses choix à partir d'une constitution d'un plan des possibles ; elles sont plutôt le fruit des schèmes générateurs de pratiques et de représentations classables, lesquels schèmes générateurs, produits de la prégnance des structures sociales, fonctionnent dans la pratique sans nécessiter une représentation explicite du contexte d'action (Bourdieu, 1989). Cependant, il faut rappeler contre une certaine critique de cette théorie que si les dispositions sont le fruit d'une intériorisation des structures sociales, il ne peut s'établir de liens mécaniques entre ces dispositions et le contexte qui les ont générées : les individus sont des agents armés de discernements qui définissent des stratégies en évaluant la pertinence de leur position par rapport à celle des autres dans le contexte d'action (Bourdieu, 1989). C'est donc à cette nouvelle théorie de l'action et de la subjectivité que nous renvoie la théorie de l'*habitus*.

La théorie de l'*habitus*

Les *habitus* sont, chez Bourdieu, le fruit des conditionnements relatifs à la prégnance d'une classe particulière de conditions d'existence ; en effet, ce sont :

Des systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement « réglées » et « régulières » sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre (Bourdieu, 1980, pp. 88-89).

Et comme l'avance Lahire :

Dans sa définition la plus complète, le concept d'*habitus* est pensé à la fois comme l'élément central d'une théorie de la socialisation (théorie de l'intériorisation de l'extériorité ou de l'incorporation du monde social) et dans la perspective d'une théorie non intentionnaliste de l'action (théorie du sens pratique) (Lahire, 2006, p. 518).

Dans la perspective d'une théorie de la socialisation, l'*habitus* désigne l'histoire faite corps, à la fois le fruit d'un ensemble de conditions durables d'existence et principe générateur de multiples stratégies et de représentations, il permet à l'agent d'habiter l'espace social en maîtrisant plus ou moins les règles du jeu. Du point de vue de l'action, l'utilisation du concept d'*habitus* remet en question la réduction des pratiques sociales à des actions purement intentionnelles, rationnelles, conscientes, calculatrices comme l'opère une certaine vision philosophique, économique ou sociologique de l'action sociale (Lahire, 2006). Cette théorie rappelle le caractère non conscient de la pratique en montrant que les agents développent continuellement des stratégies sans pour autant avoir recours à des plans ou des projets posés comme tels (Lahire, 2006). Par la prégnance d'un contexte social dont on maîtrise de plus en plus les règles, on finit par développer un sens pratique qui permet de faire l'économie de longs calculs rationnels

(Lahire, 2006). Ainsi, s'agit-il plus ici de considérer le degré de cristallisation de l'histoire dans le corps tout en supposant que toutes les dispositions ne connaissent pas le même degré de pénétration dans le corps : certaines dispositions peuvent être hibernées et d'autres intensifiées dépendamment de la prégnance et de la permanence d'un contexte ou d'un état de l'ordre social ainsi que par une certaine conscience de l'inadéquation des possibilités objectives aux attentes subjectives. Dans cet ordre d'idées, parler donc d'*habitus* renvoie, comme le dit Passeron (2006), à la construction d'un rapport dialectique entre d'une part l'*institution biographique* qui renvoie à l'idée que dans un premier temps, l'individu entre dans un monde déjà institué qui s'impose à lui et dont il intériorise à des degrés variables, les structures pour y s'orienter, et de l'autre les multitudes d'interactions et d'actions individuelles structurées (constituant un contexte) qui contribuent à la reproduction ou à la transformation des structures du monde social et des dispositions incorporées. Appréhender les pratiques et les représentations à partir de la théorie de l'*habitus* suppose donc une logique de l'action qui se réalise dans la rencontre d'un ensemble de dispositions et d'un contexte. L'*habitus* permet, comme sens pratique, d'improviser, dans les interactions, les actions des autres ; il permet de comprendre le sens du jeu social et l'ajustement nécessaire qui en découle par rapport aux autres agents pris dans le jeu (Bourdieu, 1980). Il est le produit d'un long travail historique d'inculcation et d'appropriation de schèmes qui permet aux agents de saisir le monde familier dans son immédiateté et d'habiter les institutions, « mais en leur imposant les révisions et les transformations qui sont la contrepartie et la condition de la réactivation » (Bourdieu, 1980, p. 96).

Cela étant dit, nous entendons par *habitus* de travailleur social un ensemble de dispositions, de compétences, de techniques, de savoir-faire, de manières d'être, un ensemble de croyances et de valeurs incorporées et associées à des tâches spécifiques à la pratique d'aide. Cet *habitus* spécifique permet au travailleur social de saisir les enjeux pratiques et les règles du jeu au sein de la communauté des travailleurs sociaux.

Espace social, capital, et classes sociales

La théorie de l'espace social proposée par Bourdieu suppose une double rupture. Rupture d'une part, avec le *relativisme nominaliste* qui ne considère les différences sociales que comme de pures constructions artificielles de la théorie ; et d'autre part, le *réalisme naïf* qui confond comme le dit Marx, les choses de la logique théorique et la logique des choses (Bourdieu, 2001). En d'autres termes, cette théorie, en restaurant la dimension symbolique de la lutte des classes et en rappelant la dimension doublement constructiviste et réaliste de la théorie, complète et dépasse la théorie marxiste des classes sociales qui n'aborde le processus de la différenciation sociale que sous l'angle de l'économie en réduisant les agents sociaux à la place qu'ils occupent dans la structure des rapports sociaux de production économique, et qui a tendance à considérer la classe théorique construite par le savant comme une classe réellement effective dont on peut définir le nombre, les limites, etc. (Bourdieu, 2001).

Ainsi, cette théorie propose-t-elle d'appréhender le monde social comme un espace multidimensionnel dont le principe de différenciation se trouve dans la distribution et l'accumulation d'un ensemble de propriétés agissantes, c'est-à-dire dans la distribution et l'accumulation de différentes espèces de pouvoir ou de capital entre et par les différents agents occupant l'univers social considéré (Bourdieu, 2001). Les luttes qui s'engagent autour d'un capital spécifique contribuent lentement à la genèse et à l'autonomisation d'un champ comme un ensemble de rapports de forces objectives irréductibles aux stratégies individuelles et aux interactions entre les agents en lutte pour l'appropriation de ce capital spécifique (Bourdieu, 2001). Le capital est donc avant tout un rapport de force social qui permet l'appropriation des profits et des privilèges par ceux occupant une position dominante dans le champ (Bourdieu, 2001).

Et il existe plusieurs types de capital : le capital économique est constitué des différentes espèces de propriétés matérielles détenues par un agent, un groupe d'agents ou une institution ; le capital culturel est cet ensemble de connaissances, de savoir-faire et de savoir-être institutionnalisés et reconnus, et parfois, juridiquement garanti par des titres scolaires ; le capital social est ce que l'on appelle, communément, les relations, les contacts, il constitue tout le réseau de relations qu'un agent peut mobiliser dans le but

d'accroître son capital global ; le capital symbolique que le sens commun appelle généralement réputation, renommée, etc., est la perception légitime de ces différentes espèces de capital (Bourdieu, 2001). La construction d'un espace social passe donc par l'analyse des principes caractéristiques de différenciations propres à une société, c'est-à-dire, par la prise en compte des différentes espèces de capital (économique, culturel, politique, de force physique, symbolique, social, etc.) dont la distribution détermine la structure de l'espace social compris comme « une structure de positions différenciées, définies, en chaque cas, par la place qu'elles occupent dans la distribution d'une espèce particulière de capital » (Bourdieu, 1994, pp. 31-32). Ainsi, définir la position d'un agent dans l'espace social revient à définir sa position dans les différents champs au sein desquels se distribuent ces différents types de pouvoir, en premier lieu à partir de la structure globale de son capital, et en deuxième lieu, par l'entremise du poids relatif des différents types de capital dans son patrimoine (Bourdieu, 1994).

C'est à partir de la connaissance d'un ensemble de caractéristiques intrinsèques à la position des agents dans le système de relations qui constituent l'espace social que le savant opère son travail de découpage théorique du monde social en différentes classes dans le souci de rendre compte d'un ensemble de phénomènes (Bourdieu, 2001). Et dépendamment des principes de visions et de divisions en œuvre dans ce travail de découpage, le monde social peut être construit de diverses façons ; ainsi tel savant peut construire le monde social selon un principe de différenciation ethnique, tel autre selon les différences sexuelles, économiques, etc. Ainsi, les classes construites sur le papier permettent seulement de rendre compte de classes probables, c'est-à-dire des groupes occupant des positions identiques dans l'espace social, et susceptibles, sous certaines conditions, de se constituer en classes réelles à partir d'un effort de mobilisation autour d'un ensemble de revendications communes (Bourdieu, 2001). Les classes sociales ne sont donc que des classes théoriques déterminées par la délimitation d'un ensemble relativement homogène d'agents occupant une position identique dans l'espace social, lesquelles classes ne peuvent devenir de classes réelles – mobilisées et agissantes, au sens marxiste du terme, qu'au prix d'un travail proprement politique de construction (Bourdieu, 2001). Ainsi, les classes sociales deviennent réelles par la représentation sous forme de syndicats, de partis, ou d'autres types d'organisations, dont le rôle – par le fait

même de leur existence —, est d'assurer la croyance des mandataires dans l'existence d'une identité de classe (Bourdieu, 2001).

Le pouvoir de violence symbolique

Le pouvoir de violence symbolique se définit comme :

Tout pouvoir qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes en dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force, ajoute à sa force propre, i.e. proprement symbolique, à ces rapports de force (Bourdieu & Passeron, 1970, p. 18).

Dans cette perspective, le monde social est à la fois un système de rapports de force et de rapport de sens, et la lutte sociale pour la distribution des richesses est indissociable d'une lutte symbolique pour l'imposition de significations légitimant la forme dominante de distribution de ces richesses (Bourdieu, 1980). La violence symbolique est violence parce qu'elle complète et renforce l'imposition d'un arbitraire par un pouvoir arbitraire tout en contribuant à la légitimation de ce pouvoir, c'est-à-dire elle concourt à la reconnaissance, c'est-à-dire à la méconnaissance des rapports de domination par les personnes mêmes qui subissent cette domination. L'efficacité du pouvoir de violence symbolique se repose sur l'adhésion immédiate des agents à l'ordre social tel qu'il se donne à travers les structures mentales qui en sont le fruit ; autrement dit sur la complicité active des dominés, car cette violence opère dans les représentations (Terray, 2002). La violence symbolique se manifeste par des « mises en forme », ce qui revient à dire que l'on arrive à masquer le contenu d'une action à travers la forme qu'on lui donne (Terray, 2002).

En permettant de construire les relations entre la dimension symbolique et la dimension matérielle du monde social, non seulement l'épistémologie praxéologique développée par Bourdieu ouvre un espace pour la construction de concepts originaux tels que ceux de violence symbolique, d'*habitus*, et d'espace social, plus à même de rendre compte des stratégies des agents ainsi que des systèmes d'oppositions qui structurent le monde

social, mais encore elle permet de penser la relation entre le développement, l'État et travail social d'une tout autre manière.

La question du développement

Le mode de connaissance praxéologique permet en effet de concevoir le développement à la fois comme une construction sociale, c'est-à-dire comme un ensemble de structures mentales incorporées au moyen d'un long travail de violence symbolique effectué notamment par un ensemble d'intellectuels et de dirigeants politiques ; et comme institution, c'est-à-dire comme un univers social.

Le développement comme structure mentale imposée au moyen de la violence symbolique

La fabrication de l'idéologie du développement par les tenants de la science économique et de la politique américaine est intimement liée à la conjoncture de la reconstruction de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale (Copans, 2010). Elle s'inscrit dans la continuité de la deuxième vague de colonisation initiée par les États européens au nom de leur supériorité culturelle entre 1870 et 1914 à laquelle prirent part les États-Unis en imposant son hégémonie sur l'Amérique latine (Simard & Laville, 2010). Des États, comme les États-Unis, qui maintiennent leur position dominante dans le nouvel ordre mondial qui émerge de la Première Guerre, n'ont plus intérêt à s'engager dans des luttes armées pour maintenir leur domination. Les stratégies priorisées pour mettre fin à cette guerre furent donc celles favorisant la création de nouvelles institutions dont la force de violence symbolique puisse contribuer à la stabilisation de la structure des rapports de forces interétatiques tout en décourageant le recours à la force physique. Ainsi, en 1919 fut créée la Société des Nations (SDN), première institution permanente internationale, dont le rôle était de permettre un partage pacifique des richesses mondiales entre les différents États dominants au nom de la civilisation (Rist, 2013). Toutefois, la SDN se révéla politiquement trop faible pour prévenir une deuxième guerre mondiale de laquelle les États-Unis sont pourtant sortis plus puissants que jamais puisque ses rivaux

traditionnels de l'Europe furent complètement affaiblis au terme de cette guerre (Rist, 2013). Ce contexte d'après-guerre marqué par les mouvements d'indépendance et de décolonisation en Afrique et en Asie, ainsi que par la mise en place de nouvelles Organisations internationales destinées à maintenir une certaine paix mondiale, laissait entrevoir la genèse d'un nouvel ordre mondial structuré selon un système d'opposition entre le soviétisme et le capitalisme (Girault, Frank, & Thobie, 2005). C'est dans ce climat de lutte symbolique entre soviétisme et capitalisme que se définissent les stratégies américaines de sauvetage du système capitaliste par l'investissement massif de capital dans les pays de l'Europe de l'Ouest (Sogge, 2003) ; et que Truman, fort de sa position à la tête de l'État le plus puissant du monde, construit en 1949, par un discours performatif, le développement comme un processus visant à combler l'écart économique, politique et culturel entre les pays dits développés et les pays dits sous-développés dont une bonne partie sont, au cours de cette période, en voie d'indépendance (Rist, 2013). La construction sociale du développement résulte donc des diverses stratégies politico-économiques à prétention scientifique de construction *a posteriori* d'un nouvel ordre symbolique légitimant le processus matériel d'universalisation du système capitaliste (Rist, 2013).

Comme le souligne Ansart (1999), ce n'est donc pas par hasard que la première école de pensée développementiste évoluait aux États-Unis ; fortement marqués par le fonctionnalisme et le structurofonctionnalisme, les modèles de développement qu'elle élabore sont sous-tendus par l'idéologie évolutionniste de rattrapage qui proposait de manière mécanique une marche vers le progrès occidental. Le développement y est construit comme une évolution de la tradition vers la modernité caractérisée par le passage vers l'économie de marché, par l'adoption de la démocratie et des institutions sociales occidentales (Ansart, 1999). Cependant, contre cette vision du développement, émergea en Amérique latine, à partir des recherches de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), une autre conception du développement mettant au jour les rapports de domination et d'exploitation entre les pays économiquement plus avancés et ceux moins avancés ainsi que la responsabilité des premiers dans le « sous-développement » des seconds (Bernardin-Haldemann, 1974). Cette deuxième école priorisait le modèle d'analyse marxiste et s'intéressait surtout aux conditions des nations

dominées. Les concepts classiques de classes sociales, exploitation, d'inégalité sociale, etc. se trouvent réajustés aux situations postcoloniales, par conséquent, aux rapports de classe on substituait la contradiction entre nations dominantes et nations dépendantes, ainsi de suite (Ansart, 1999). Durant toute la période de la guerre froide, cette école revendiqua l'implication politique dans la lutte contre le capitalisme. Dans cette perspective, le développement est vu comme un rapport d'exploitation entre les pays du centre et ceux de la périphérie. Toutefois, l'effondrement des régimes socialistes a précipité l'abandon du modèle marxiste au profit de la montée, à partir de 1980, d'une approche comparative au niveau international des différentes formes de développement (Ansart, 1999). À partir de cette époque, un bon nombre de recherches vont surtout se concentrer sur les effets sociaux du développement à mesure que s'installe le néolibéralisme.

Le développement est donc irréductible à une politique d'aide et de progrès, il se révèle aussi comme moyen de lutte pour l'imposition d'un arbitraire culturel, c'est-à-dire pour l'imposition d'un ensemble de structures mentales conforme au processus d'universalisation du modèle d'économie de marché au nom d'un principe moral que l'on saura contesté, celui pour un pays de venir en aide à un autre. Sous le dehors de cette morale se développe un ensemble de stratégies marchandes, de stratégies de captation de ressources, et de violence symbolique par le truchement desquelles les pays économiquement plus avancés s'aident eux-mêmes en aidant ceux qui sont étiquetés comme moins avancés (Copans, 2010). La thèse de Marouma Kadey Maitoura (2010) sur la pertinence scientifique des discours et des pratiques de développement de la Banque Mondiale dans les pays dits en voie de développement se révèle très intéressante pour saisir la logique des actions des Organisations internationales dans des pays comme Haïti, et, de là, mieux cerner les pratiques des travailleurs sociaux sur le terrain. En effet, cette thèse soutient que si la Banque mondiale est une institution de prêt, elle est d'autant plus une véritable surpuissance économique, un laboratoire qui, sous couvert d'une idéologie scientifique, produit des représentations conformes à la vision capitaliste qui domine le monde d'aujourd'hui. Cette institution concrétise sur le terrain tout un ensemble de politiques visant à restructurer les États nationaux et leurs sociétés respectives de telle sorte que le néolibéralisme devienne de plus en plus une réalité.

Cette thèse montre comment la Banque mondiale, dans ses discours et pratiques, arrive à faire toute une utilisation idéologique de la science pour aboutir à l'universalisation de la vision néolibérale en agissant notamment sur la structure et la vision des États.

Le développement comme univers social

Si le développement est une construction qui se fonde sur la croyance (Rist, 2013), il devient bien réel à travers les discours et les pratiques d'un ensemble d'institutions (OI, ONG, etc.) et d'agents. Ces différents agents et institutions qui sont aussi des vecteurs de projet et de visions du monde qu'ils matérialisent sur le terrain contribuent à faire exister le développement comme un univers social où s'affrontent plusieurs visions, lequel univers, à mesure qu'il s'autonomise, se transmue progressivement en un univers complexe de réseaux et de flux financiers et humains duquel vit tout un champ d'experts, de bénévoles, de personnalités de l'industrie du spectacle, d'hommes politiques, de militaires, d'ONG, d'OI, etc. (Copans, 2010). Le développement n'est pas non plus un bloc monolithique, il est un espace relativement autonome où se confrontent visions du développement, stratégies économiques, stratégies politiques, stratégies culturelles, etc. (Copans, 2010).

Cependant, il reste que si dans les années 1950, le keynésianisme accordait une grande place aux États nationaux récipiendaires de l'aide au développement dans l'organisation et le suivi du plan d'aide, avec l'avènement, au cours des années 1980, du fondamentalisme du libre marché, la majorité des États nationaux récipiendaires de l'aide perdaient leur pouvoir de contrôle au profit de celui de plus en plus affirmé des institutions financières internationales, plus particulièrement le FMI et la Banque mondiale (Sogge, 2003). Les années 1980 sont en effet marquées par le passage, sous la domination de la pensée néolibérale, de la grande majorité des États au régime draconien de l'ajustement structurel et de l'interminable endettement (Copans, 2010). Sans égard à la misère matérielle et morale que génèrent ces nouvelles politiques économiques, les États sont contraints à gérer les questions des équilibres financiers en limitant de plus en plus les ressources allouées aux régimes de la protection sociale (Bourdieu, 1998). La

mise en œuvre de ces politiques néolibérales limite largement la marge de manœuvre des États nationaux au profit de l'intervention d'organismes privés venus généralement de l'étranger. Ainsi, ces 25 dernières années, caractérisées par la domination au sein de l'univers social du développement de la vision néolibérale portée notamment par des institutions financières telles que la Banque mondiale et le FMI, marquent-elles, au détriment des États nationaux, une plus forte prégnance des ONG et des OI dans la gestion, de l'aide publique au développement (Copans, 2010).

Cela dit, comprendre comment le développement agit sur l'État et comment l'État, à son tour, restructure le monde social nécessite une théorie de l'État qui tient de la dimension symbolique de la violence de l'État.

La question de l'État

Les différents théoriciens classiques de l'État moderne tels que Tilly, Elias, et Weber ont surtout souligné la concentration du capital de la force physique pour caractériser l'État moderne (Bourdieu, 1994). Ainsi, Weber définissait l'État comme « une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé – la notion de territoire étant une de ses caractéristiques —, revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime. » (Weber, 2003, p. 118). L'apport d'Elias à cette théorie de l'État moderne, notamment à travers son livre, *La dynamique de l'Occident* (1975), est de construire l'État comme l'aboutissement d'un processus de concentration de la force physique et des moyens fiscaux. Ainsi, fait-il du double monopole de la violence physique légitime et de l'impôt le trait le plus pertinent de l'État moderne (Étienne, 2007). Pour Charles Tilly (1992), le problème de l'État se trouve dans la combinaison du monopole de la contrainte — qui est le fait de l'État, et de la concentration du capital économique — qui est une caractéristique des villes. Comme le souligne Bourdieu (2012), c'est une problématique qui s'articule donc autour de la dialectique entre ville et État : c'est les différentes intersections entre le processus de l'accumulation de la force physique et du capital économique qui permettent de comprendre les différences entre les États. La tradition marxiste de son côté voit surtout

dans l'État un organe de coercition au service des classes dominantes, mais elle permet cependant de comprendre que si l'État prétend servir tout le monde, il a surtout tendance à servir les dominants. Cependant, si ces différentes théories ont su mettre en exergue un certain nombre de caractéristiques essentielles de l'État, elles ont ignoré que toutes les autres formes de concentration s'accompagnent d'une concentration d'un capital de pouvoir symbolique – le capital symbolique étant « n'importe quelle propriété (n'importe quelle espèce de capital, physique, économique, culturel, social) lorsqu'elle est perçue par des agents sociaux, dont les catégories de perception, sont telles qu'ils sont en mesure de la connaître et de la reconnaître, de lui accorder valeur » (Bourdieu, 1980, p. 116). Les travaux sur l'État en Haïti, s'inspirant d'ailleurs généralement de la tradition marxiste ou wébérienne, n'échappent pas à cette limite. Par exemple, Étienne (2007), fidèle à Weber, après avoir critiqué les différentes approches théoriques utilisées pour analyser l'État en Haïti, construit l'État haïtien selon un type néopatrimonial c'est-à-dire une bureaucratie patrimoniale où l'appareil étatique est dominé par des rapports privés, où la domination légale-rationnelle sert de support à la domination traditionnelle, mais reste qu'il s'enferme dans une sorte de fétichisme de l'État moderne, laissant croire que la modernisation économique doit nécessairement être accompagnée d'une modernisation du rituel d'État. Le cas de l'Angleterre, par exemple, montre que la question de la modernité généralisée n'est qu'un mythe, puisqu'en dépit de l'« archaïsme » du rituel d'État, ce pays a quand même fait la révolution industrielle (Bourdieu, 2012). Pour Corten (2011), l'État en Haïti peut être compris comme un État faible dont les principaux traits pertinents sont une faible différenciation sociale et une économie de rente tournée totalement vers l'extérieur. D'autres auteurs tels que Lundahl (1992), Trouillot (1986), parlent d'État prédateur pour décrire un État caractérisé par une patrimonialisation très forte des ressources collectives par les agents dominants dans l'État sans aucun égard aux problèmes des populations. De même, Casimir (2009) caractérise la dynamique de l'État haïtien par le creusement d'un fossé entre ce dernier et la société. Mais qu'est qui fait que cette accumulation patrimonialiste des ressources collectives s'opère si facilement ?

L'État comme instance de légitimation

La perspective bourdieusienne de l'État qui met au jour la dimension symbolique de la violence de l'État en le posant comme un microcosme social où les agents revendiquent le monopole de l'*universel*, a l'avantage de construire l'État comme un espace relativement autonome assurant non seulement la régulation de l'ordre objectif, mais aussi celle d'un ordre logique et moral par l'imposition massive toujours renouvelée d'un ensemble de représentations et de valeurs communes. Ainsi, cette façon de construire l'État rompt-elle avec la conception dualiste qui oppose la société à l'État en attirant l'attention sur le fait que l'État ne peut se reproduire que s'il parvient à imposer à l'échelle nationale un ensemble de structures mentales adaptées à son fonctionnement (notamment, par voie scolaire). Ainsi, poser le problème de l'État ne se limite pas à la question de ses fonctions comme le fait la tradition marxiste ou durkheimienne, il s'agit surtout de rendre compte de la structure même des logiques qui fonde son existence (Bourdieu, 2012). Vu sous cet angle, c'est donc en tant qu'illusion collective, en tant qu'un ensemble de principes invisibles que l'État arrive à jouer son rôle de reproduction des conditions de l'accumulation du capital (Bourdieu, 2012). L'État, apparaît comme un principe de production d'une représentation légitime du monde social, et se définit donc comme un principe caché qui se manifeste par exemple à travers l'ordre public vu comme l'opposé du désordre (Bourdieu, 2012). Ainsi, Bourdieu propose une forme transformée de la définition wébérienne de l'État : « L'État est un X (à déterminer) qui revendique avec succès le monopole de l'usage légitime de la violence physique et *symbolique* sur un territoire déterminé et sur l'ensemble de la population correspondante » (Bourdieu, 2012, p. 107). C'est, selon lui, parce que l'État, tout en se constituant, construit aussi, à travers l'école et les juristes par exemple, des structures mentales à même de reconnaître sa légitimité que son existence nous apparaît comme allant de soi.

L'approche bourdieusienne de l'État a le mérite de mettre en évidence la dimension symbolique de la violence de l'État tout en systématisant les acquis des théories classiques de l'État, notamment celles développées par Marx, Weber et Durkheim. C'est en assurant un conformisme moral et logique (Durkheim) que l'État, n'étant jamais au

service de tout le monde (Marx), parvient à asseoir sa légitimité (Weber), c'est-à-dire à obtenir la soumission des populations à son ressort (Bourdieu, 2012). Et par conséquent, c'est en tenant compte de cette dimension symbolique de la violence exercée par l'État comme régulateur de l'ordre matériel et symbolique du monde social à son ressort que nous pouvons comprendre comment le développement en tant que moyen de violence symbolique sert à modifier la culture d'un État par tout un travail d'inculcation de nouveaux schèmes de pensée et de régulation de l'ordre social pour restructurer le monde social selon un ensemble d'intérêts particuliers. La modification ou le changement du mode de régulation au sein d'un État conduit, entre autres, à l'émergence de nouvelles institutions (écoles, corps de métiers, etc.) devant faire vivre le nouveau mode de régulation.

Le travail social comme un x (à déterminer) revendiquant avec succès le monopole de la pratique d'aide légitime

De même que Weber (2003) lie la construction de l'État moderne à l'autonomisation d'un ensemble d'agents monopolisant avec succès l'exercice de la violence physique légitime, la différenciation du travail social comme activité spécialisée dans la prestation de l'aide sociale ne fut possible que parce qu'il y avait un groupe d'agents revendiquant la pertinence sociale d'une telle activité et du même coup leurs propres pertinences sociales comme individus détenant les compétences et les aptitudes nécessaires pour accomplir correctement cette activité, par exemple, les bénévoles des COS à l'aube du XXe siècle revendiquant une rationalisation de l'assistance sociale, ou encore Mary Richmond s'attellant à établir les bases scientifiques et éthiques du travail social. Dans une perspective wébérienne, la constitution du travail social peut être comprise comme le résultat d'un processus de différenciation sociale des sphères d'activités, et peut donc se définir comme une communauté se revendiquant avec succès comme détentrice légitime des connaissances, des techniques, des méthodes, du savoir-faire et des valeurs pour exercer la pratique d'aide. Dans une perspective interactionniste de la sociologie des professions, nous pouvons dire que c'est une communauté qui détient une licence, c'est-à-dire une communauté qui arrive avec succès à faire reconnaître sa compétence

pour accomplir un ensemble de tâches dans le travail de traitement d'une catégorie de problèmes socialement construits, tels que, par exemple, les problèmes de la pauvreté et de l'intégration (Champy, 2009).

Mais, la mise en valeur d'un ensemble de savoirs et de savoir-faire pour revendiquer le monopole de l'exercice d'une pratique procède en fait de la mise en valeur d'un capital culturel, c'est-à-dire de l'établissement d'un rapport de force qui se fonde sur l'inégale distribution du capital culturel. Dans cette perspective bourdieusienne, nous pouvons appréhender le travail social comme un x (à déterminer) qui parvient à transformer un ensemble de connaissances et de savoir-faire relatifs à la pratique d'aide, objectivés à la fois sous forme d'habitus et sous forme d'institutions, en capital culturel, c'est-à-dire en un rapport de force social qui lui procure un certain pouvoir de violence symbolique lui permettant de catégoriser, de juger et d'inculquer des significations aux groupes sur lesquels, et sous certaines conditions, avec lesquels elle agit.

Cependant, si le travail social regroupe un ensemble d'agents solidaires dans la revendication du monopole de l'exercice de la pratique d'aide légitime, il n'est pas nécessairement un univers social homogène : il peut devenir le lieu de lutte entre différentes visions du travail social ; la différence de vision peut pour ainsi dire amener à la constitution de pôles regroupant les agents dans des luttes pour l'orientation du travail social. Un exemple parmi d'autres, est celui donné par Verdès-Leroux (1976) concernant la genèse de deux nouveaux courants critiques au sein du travail social en France au cours des années 1960, lesquelles visions, bien que minoritaires, tentaient de remettre en question la vision dominante au sein du travail social en France. L'intérêt fondamental par lequel ce groupe d'agents existe et se légitime, lequel intérêt, constitue à la fois un enjeu fondamental de lutte et de conciliation au sein de ce groupe, est l'impératif de bien aider le prochain. « Bien aider » renvoie à la mise en valeur d'un ensemble de connaissances, de compétences, de méthodes et de valeurs devant orienter l'intervention du travailleur social, et son sens dépend des dispositions éthico-politiques du travailleur social. Dans une perspective libérale, « bien aider » consiste, entre autres, en la mise à profit des compétences et des valeurs du travailleur social pour favoriser l'adaptation de l'individu à l'économie de marché en l'aidant à puiser à l'intérieur de lui-même les

ressources nécessaires pour un tel processus. Alors que dans une perspective socialiste, « bien aider » renvoie la mise à profit des compétences et des valeurs du travailleur social dans la lutte pour abolir la forme d'exploitation inhérente au capitalisme : ainsi, le travailleur social est appelé à jouer un grand rôle dans la mobilisation des travailleurs. La pratique d'aide n'est jamais neutre, c'est-à-dire, elle est toujours orientée, de manière consciente ou inconsciente, selon une vision du monde social. Les prises de position pour ou contre les dominés dépendent des dispositions éthico-politiques des travailleurs sociaux. Et, l'*illusio*, comme croyance immédiate en la nécessité d'un jeu social (Bourdieu, 1980), et en ce qui concerne le travail social, comme foi pratique commune dans la nécessité de « bien aider », est ce qui rend possible les luttes symboliques entre les différents groupes détenteurs de visions différentes du travail social, et leur assigne leur limite en excluant toute remise en question de la nécessité du travail social.

Nous pouvons en effet supposer que sous certaines conditions, la structure de ce réseau d'individus détenteurs de ce capital culturel relatif à la pratique d'aide ainsi que d'un certain pouvoir symbolique peut épouser certaines propriétés d'un champ ; le champ étant, selon Bourdieu, un espace structuré de positions, un microcosme social relativement autonome existant au sein de l'espace social et ayant ses propres lois et ses propres règles du jeu ; et à l'intérieur duquel les agents qui occupent les diverses positions sont en lutte soit pour la conservation soit pour la subversion du champ (Bourdieu, 2002). En comparaison avec un champ, le travail social peut être construit comme un espace structuré de positions professionnelles institutionnalisées, un espace spécifique de pratiques sociales dont la structure est un état de rapport de force entre les travailleurs sociaux ou les institutions engagées dans la lutte pour l'imposition de telle ou telle autre vision du travail social ; lesquelles luttes ont pour enjeu la perpétuation ou la subversion de l'orientation des pratiques d'aide. Cette lutte au sein du microcosme du travail social peut prendre la forme d'un système d'oppositions entre deux pôles, le pôle de l'ordre et de l'harmonie ; et le pôle de la subversion et de la transformation sociale. L'univers social du travail social peut devenir ainsi le lieu d'un enjeu de lutte entre divers agents ou institutions pour l'orientation du travail social soit vers un ensemble institué d'agences d'intégration et de contrôle social assurant la reproduction de l'ordre

social, soit vers la déprise des structures sociales de domination et d'exploitation (Dechamps, 1994).

Cependant, nous ne savons pas encore si le travail social en Haïti épouse certaines caractéristiques du champ. Le travail social en Haïti demeure un *x* que nous devons déterminer notamment en le comparant à ces différents éléments de définition tout en le situant dans un système de relations entre l'État national et le développement. Cela étant dit, il nous faut maintenant expliciter, dans un modèle initial, le système de relation que nous avons construit entre le développement – compris dans la perspective bourdieusienne, à la fois comme structures mentales inculquées au prix d'un long travail historique de violence symbolique, et comme univers social au sein duquel s'engagent un ensemble d'institutions et d'agents –, et l'État national – compris comme régulateur de l'ordre symbolique et matériel –, pour rendre compte du sens du travail social ainsi que des différentes formes qu'il épouse dans le contexte d'Haïti.

Le développement comme le principe au fondement de la genèse et de la reproduction du travail social en Haïti

Poser le problème de la genèse et de la reproduction du travail social en Haïti en relation avec le développement, c'est donc poser ce problème dans le système de rapports de force et de sens qui s'est établi entre pays économiquement plus avancés et ceux dits moins avancés dans le processus d'expansion du système capitaliste. Le développement, en tant que construction sociale, est l'expression d'un rapport de sens, c'est-à-dire la manifestation d'une forme de violence symbolique par le truchement de laquelle un ensemble d'États dominants inculquent, par la médiation d'un ensemble d'autres institutions (armée, ONG, OI, etc.), des significations à d'autres États dominés de telle sorte que ces derniers se structurent et structurent le monde social respectivement à leurs ressorts conformément à la vision de ces États dominants. Et comme le rappelle Rist (2013), bien que la notion de développement fût développée dans le contexte de l'Après-Guerre, le phénomène auquel cette notion renvoie existait bien avant l'élaboration rationnelle de l'idéologie du développement. En effet, en ce qui concerne Haïti, c'est

surtout après la Première Guerre mondiale, avec l'Occupation militaire de 1915, que les États-Unis déclenchaient son offensive culturelle contre ce pays. Le développement en tant qu'institution, s'est donc matérialisé dans le contexte d'Haïti au cours de la période 1915-1934, sous la forme d'un ensemble de fonctionnaires et de militaires américains et d'ONG telles que la Croix-Rouge américaine et les corps de missionnaires protestants américains, etc., et dont le sens des pratiques s'orientait vers la transformation de l'État en Haïti en un État libéral moderne en vue de l'adapter à l'économie de marché. Et comme le souligne Bourdieu (2012), l'armée qui est ordinairement associée à la coercition doit être aussi comprise comme instrument d'inculcation de modèles culturels d'un État à un autre.

Dans cette perspective, l'origine du travail social en Haïti se situe dans l'Occupation américaine d'Haïti, et procède des stratégies culturelles et économiques des États-Unis visant, dans le cadre des luttes économiques l'opposant aux différentes puissances européennes au début du XXe siècle, à instituer en Amérique latine un modèle d'État libéral dédié à assurer la liberté du marché et la cohabitation pacifique entre le capital et le travail en vue de favoriser la pénétration du capital industriel américain en Amérique latine. Assurer la cohabitation pacifique entre le travail et le capital suppose en effet, selon la pensée libérale, l'instauration d'une logique de service devant maintenir la force de travail en bonne santé en même temps qu'elle assure son contrôle. C'est, selon nous, cet effort d'imbrication partielle d'une logique de contrôle par le service dans la structure bureaucratique haïtienne, effectué par un ensemble d'institutions qui incarnent sur le terrain cette vision libérale du monde social, comme l'Armée américaine et la Croix-Rouge américaine, qui assurera, dans le cadre des institutions et des systèmes de formation mis en place par les Forces d'occupation (par exemple, l'École des Gardes-Malades dédiée à la formation d'infirmières-visiteuses, les centres médicaux, l'*Hôpital général*, les différents Services techniques incrustés dans la bureaucratie patrimoniale haïtienne et les programmes de bourses d'études attribuées par des universités américaines), la professionnalisation d'un ensemble d'agents indigènes, notamment des femmes issues de la bourgeoisie et partageant cette même vision libérale, et dont les positions occupées dans l'espace social feront en sorte qu'ils aient intérêt au travail social. C'est cette entreprise de violence symbolique qui vise à transformer la culture

d'un État en vue de lui assigner une position dans le marché, incarnée sous forme d'occupation en Haïti au cours de la période de 1915-1934, qui sera rationalisée, dans le contexte de l'Après-Guerre, sous les dehors scientifiques de la notion de développement. C'est ainsi que la croyance dans la nécessité d'un modèle d'État libéral imposé par les États-Unis conduira la *Ligue féminine d'action sociale*, dès ses premières revendications de la légitimité du travail social au cours de la période 1934-1957, à concevoir le travail social comme un moyen devant permettre à la société haïtienne de passer de la tradition à la modernité, c'est-à-dire comme un moyen au service du développement.

En effet, semblable en cela au modèle développé par Verdès-Leroux pour rendre compte de la genèse du travail social en France ainsi que de son développement, ce modèle initial, proposé par nous, invite à comprendre l'apparition du travail social en Haïti, sous sa forme primitive, comme un mouvement porté par le féminisme bourgeois dont la mission est de supporter et de poursuivre les efforts de transformation culturelle de l'État haïtien initiés par les Forces d'occupation américaine. Cette adhésion au développement sera réaffirmée par le travail social dans le cadre du régime des Duvalier. Et si aujourd'hui, le travail social tient un discours plus critique envers le développement et envers les institutions qui l'incarnent, en l'occurrence, les ONG et les OI, il n'a pas cessé pour autant, à travers les stratégies de reproductions économiques définies par les étudiants et les praticiens, de se reproduire comme moyen d'application des politiques de développement portées par les OI et les ONG.

Chapitre 3 : Méthodologie

Sans rentrer dans de longs débats épistémologiques, nous tenons à rappeler que le lieu du raisonnement dans les sciences historiques se situe dans un va-et-vient entre raisonnement expérimental et contextualisation historique (Passeron, 2006), c'est-à-dire dans un mouvement d'autonomisation conceptuelle périssable par le réancrage perpétuel dans des situations concrètes. Le chercheur peut, pour établir la preuve empirique, recourir à la statistique, à l'analyse documentaire, à la description pointilleuse d'un contexte ou d'une succession d'événements historiques, à l'analyse d'entrevues, ainsi de suite, mais il doit garder à l'esprit que le raisonnement scientifique opéré dans les sciences sociales demeure un raisonnement naturel, c'est-à-dire, un raisonnement qui ne peut jamais totalement se courber aux exigences d'un langage formel de variables (Passeron, 2006). Ainsi, la connaissance produite en science sociale ne trouve sa légitimité scientifique que dans la résistance à l'illusion expérimentale qui vise à imiter les sciences de la nature avec la prétention de dégager des lois sociales générales autonomisées qu'aucune contextualisation historique ne vient rider en tentant d'expliquer le réel dans le langage pur des variables, et, dans la résistance à la tentation herméneutique qui extrapole la construction du sens en l'autonomisant du contexte de la constatation empirique (Passeron, 2006). Et comme l'avance Passeron :

Le contrôle méthodologique d'un raisonnement sociologique est d'ordre sémantique plus que syntaxique, puisque sa rigueur propre consiste à stabiliser une association entre la généralité d'une assertion – qui n'est jamais réductible à la conclusion d'une induction expérimentale ou à la seule exigence de non-contradiction logique dans le déroulement d'une déduction – et la convergence sémantique d'une série de "cas" circonstanciés s'articulant dans un "idéal-type" – laquelle ne peut, non plus être confondue avec la cohérence formelle d'une catégorie d'éléments interchangeables dans un ensemble d'éléments définis "en extension" (2006, pp. 59-60).

Le chercheur — pour énoncer ses assertions — aura toujours recours à une sommation de constats pluriels : certains seront de types qualitatifs et d'autres seront issus d'analyse de tableaux statistiques ou de la comparaison historique, ainsi de suite (Passeron, 2006). Cette posture épistémologique est celle que nous revendiquerons tout au long de cette recherche.

Cela étant dit, ce travail vise, à partir d'un système de relations construit entre l'État et le développement, à dégager des éléments de compréhension de la genèse du travail social ainsi que de son évolution dans le contexte d'Haïti en analysant les discours de certaines pionnières tirés de leur publication *Femmes haïtiennes*⁴, d'étudiants, de praticiens, de chefs d'État ainsi que celui qui sous-tend l'enseignement du travail social au cours de certains moments pertinents de l'histoire du travail social en Haïti ; et rapproche un ensemble de données documentaires, et de données issues d'entrevues individuelles (n = 9).

Nous présentons ici la stratégie d'échantillonnage, les différentes techniques de collecte données utilisées au cours de cette recherche, ainsi que la méthode d'analyse.

Échantillonnage et recrutement des participants

Vu que la finalité théorique de notre recherche est de dresser un portrait global de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti selon un schéma d'analyse qui invite à poser le développement comme le principe générateur de cette genèse et de cette évolution, il fallait dans un premier temps identifier pour chacune des périodes pertinentes de l'histoire du travail social en Haïti des groupes pertinents de participants dont l'analyse du discours et des pratiques permettra de constater ou non une adéquation entre leurs visions, leurs différentes stratégies, et les différentes visions du développement incarnées à la fois sous forme d'institutions (ONG, OI, etc.) et sous forme de structures mentales. C'est ainsi que nous avons retenu comme critères d'échantillonnage, un principe de diversification externe permettant de classer les

⁴ Ligue féminine d'action sociale (1953). *Femmes Haïtiennes*. Port-au-Prince: Henri Deschamps.

participants selon certains moments significatifs de l'histoire du travail social, et un principe de diversification interne⁵ selon le sexe et le statut (étudiants, praticiens) permettant ainsi de prendre en compte les principales caractéristiques de la population étudiée. Comme le souligne Pires (1997), si la diversification externe priorise la comparaison intergroupe, c'est au prix d'une certaine limitation de la diversification intragroupe, il ne s'agit donc pas ici d'approfondir les différences de vision entre les individus au sein d'un même groupe, mais plutôt de différencier l'échantillon de telle sorte qu'il nous permette, par l'objectivation des discours d'un ensemble d'agents pertinents, de rendre compte de la genèse du travail social en Haïti ainsi que de son évolution, au gré des différents changements symboliques et structurels qui s'opère au sein de l'univers social du développement.

Nous avons en effet identifié 5 moments pertinents de l'histoire du travail social en Haïti à savoir, a) 1915 – 1934, période de l'imbrication partielle de la logique du contrôle par le service dans la bureaucratie patrimoniale haïtienne par les forces d'occupation américaine ; b) 1934 -1958, période de revendication par la Ligue féminine d'action sociale de la nécessité du travail social comme activité spécialisée et de l'institutionnalisation timide du travail social dans le contexte des régimes noiristes, marquée notamment par la création de l'ENSS et de l'IBESR comme respectivement institution de formation et espace de pratique professionnelle dédiés au travail social ; c) 1958 – 1971, période de la professionnalisation timide du travail social dans le cadre du régime de François Duvalier ; d) 1971 – 1986, période de la transformation du travail social et de son système d'enseignement ; e) 1986 à aujourd'hui, période de transformation de la vision dominante dans l'École de service social avec l'arrivée de nouveaux types agents au sein de la Faculté des sciences humaines.

Ainsi, proposer une interprétation de la logique au principe de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti nécessitait donc une analyse du discours des pionnières du travail social en Haïti qui, entre 1934 et 1958, dans le cadre des transformations matérielles et symboliques apportées par les Forces d'occupation américaine,

⁵ Ce critère de différenciation interne est plutôt valable pour le groupe de participants représentant la période actuelle.

revendiquaient la nécessité du travail social comme activité spécialisée. De même, pour rendre compte de la logique au principe de l'évolution du travail social durant les autres périodes pertinentes de son histoire, il fallait, à la fois, intégrer à cet échantillon quelques représentants des étudiants et praticiens⁶ qui ont évolué au cours de la période 1958-1971 marquée par la création en 1958 de la première école de service social en Haïti, sous le régime de François Duvalier ; quelques représentants des étudiants et praticiens en travail social entre 1971 et 1986, période marquée par la transformation, en 1974, de l'école en un département de service social intégré à l'Université d'État d'Haïti ; et enfin, quelques représentants des étudiants et praticiens évoluant dans le contexte actuel, marqué entre autres, par une transformation, à partir des années 1986, de la vision sous-tendant la formation en travail social ainsi que par le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

La diversification externe de l'échantillon selon les périodes pertinentes de l'histoire du travail social en Haïti nous a conduits à l'identification de 4 groupes d'agents, à savoir :

- a) Les pionnières, c'est-à-dire ce groupe d'individus dont la position dans l'espace social (employées de la Croix – Rouge américaine, fonctionnaires de l'Occupation, membres de la Ligue féminine, récipiendaires de bourses d'études, etc.) au cours de la période d'Occupation et de la période post-occupation les poussait à avoir intérêt dans l'institutionnalisation du travail social dans le pays ;
- b) Les étudiants et praticiens en travail social représentants de la période 1958 – 1971 ;
- c) Les étudiants et praticiens en travail social représentants de la période 1971 – 1986 ;
- d) Les étudiants et praticiens en travail social représentants de la période actuelle.

Et comme nous l'avons déjà souligné au début de ce chapitre, en ce qui concerne les pionnières, nous avons eu recours, pour saisir leur discours ainsi que leur rôle dans la

⁶Nous devons rappeler qu'en Haïti, surtout après le tremblement de terre de janvier 2010, la grande majorité des professionnels en travail social sont des étudiants qui sans avoir bouclé le cycle d'études se jettent sur le marché du travail, constituant petit à petit une sorte de noblesse indigène d'ONG. Ce qui sous-entend que la grande partie des étudiants interviewés ont aussi une expérience professionnelle et peuvent par conséquent s'exprimer aussi en tant que travailleur social professionnel.

constitution du travail social en Haïti, à *Femmes Haïtiennes*, un texte qu'elles ont publié en 1953 et qui fournissent des informations à la fois sur la période 1915 – 1934 et la période 1934 – 1958. Cependant, il nous fut très difficile de retracer des représentants pour les périodes 1958 – 1971 et 1971 – 1986 : si quelques noms nous ont été proposés, la majorité de nos appels téléphoniques n'ont jamais été répondus, sinon que par une seule répondante qui a bien voulu nous aider pour notre recherche, et qui, par le fait même qu'elle avait fait ses études entre 1969 et 1972 et travaillait durant toute la période 1971 -1986, pouvait représenter ces deux périodes. Le recrutement des participants pour la période actuelle fut bien plus facile, les répondants ont été pour la grande majorité, abordés personnellement sur la cour de la faculté ; pour le reste, ils ont été contactés par téléphone ou par personnes interposées. Au bout du compte, bien que nous ayons rencontré plusieurs professeurs en travail social, et plusieurs autres travailleurs sociaux, le nombre de personnes formellement interviewées s'est limité à 9 dans le cadre de cette recherche dont une représentante de la période 1958-1971 et de la période 1971 – 1986 ayant fréquenté l'école de 1969 à 1972 et 8 représentants de la période actuelle, lesquels ont intégré la Faculté après 2005.

L'application des deux critères de diversification interne (sexe et statut), a conduit par la sélection de deux représentants selon chaque critère, à différencier le groupe de 8 représentants pour la période actuelle, en raison de 4 étudiants (2 hommes et 2 femmes) qui ne travaillaient pas au cours de l'enquête, et de 4 praticiens (2 hommes et 2 femmes) dont un seul était diplômé.

Tableau 1. Liste des participants

	Nom de code
Représentante des périodes 1958 – 1971 et 1971 – 1986	AEP
2 étudiants de la période actuelle	EM1 et EM2
2 étudiantes de la période actuelle	EF1 et EF2
2 praticiennes de la période actuelle	PF1 et PF2
2 praticiens de la période actuelle	PM1 et PM2

Recueil de données

Les entrevues individuelles

Conformément à l’articulation de notre objet d’étude qui place le développement au principe de la genèse et de l’évolution du travail social en Haïti, nous avons administré aux participants des entrevues semi-directives (questions ouvertes), en langue créole, d’une durée d’une heure au cours de laquelle ils ont été invités à s’exprimer sur un ensemble de questions sur les raisons qui les ont poussés à un moment donné de leurs trajectoires à s’orienter vers le travail social, ainsi que sur les représentations qu’ils se font du travail social. Par conséquent, nous avons abordé avec eux certains thèmes tels que :

- a) Leurs choix du travail social,
- b) Leurs représentations du travail social,
- c) Leur expérience du système d’enseignement de l’école de service social
- d) Leurs expériences professionnelles.

Lors de ces entrevues, nous avons fait preuve de vigilance épistémologique en ce qui concerne les fictions biographiques. Nous entendons par là le fait pour le répondant de reconstruire son histoire comme une suite d’événements linéaire et harmonieuse.

Les données documentaires

La collecte des données documentaire obéit à la même logique que celle mise en œuvre pour collecter les données d’entrevues. Conformément à l’articulation de l’objet d’étude, notre recherche documentaire a consisté en une sélection de documents qui, bien que peu nombreux, devraient servir à compléter les données d’entrevues en permettant par exemple de rendre compte, selon les moments pertinents de l’histoire du travail social, de la vision dominante dans des institutions pertinentes pour la compréhension de la

genèse et de l'évolution du travail social, comme l'État et le département de travail social. C'est ainsi que les critères de sélection des documents, comme pour les entrevues, ont été définis selon les différents moments pertinents de l'histoire du travail social autour de 3 thèmes pertinents, à savoir :

- a) Les pensées dominantes dans l'État
- b) La vision au principe de l'enseignement du travail social
- c) La structure du travail social

À partir de ces thèmes, nous avons constitué un corpus composé des quelques documents que nous avons pu trouver.

Corpus documentaire

- a) Le manuel de réglementation académique et de plans d'étude en vigueur au cours de la période 1974-1986 ;
- b) La loi créant dans le cadre de l'Université d'État, la Faculté des sciences humaines, promulguée le 22 mai 1974 ;
- c) L'inventaire des Œuvres sociales enregistrées au Service des Œuvres sociales du Ministère des Affaires sociales, établi en juin 1978 ;
- d) La liste des mémoires soutenus à l'École de service social entre 1974 et 2011
- e) La lettre écrite par Sténio Vincent, président de la République (1930-1941) à l'intention de son successeur Élie Lescot ;

- f) Discours tenu par le président Estimé (1946-1950), lors du premier congrès national du travail organisé par le Département du travail le 27 avril 1949 ;
- g) Discours du sous-secrétaire du Département du Travail, François Duvalier, lors du premier congrès national du travail organisé par le Département du travail le 27 avril 1949 ;
- h) Le document publié en octobre 1999 par le Département de travail social présentant les définitions et les principes d'action en travail social.

Sans entrer dans une démarche d'analyse statistique, nous ajouterons à ces différentes données quelques autres données statistiques fournies par l'Université d'État d'Haïti plus particulièrement sur les taux de progression des inscriptions pour les années 2102 et 2013, lesquelles données permettront de renforcer empiriquement la relation que nous avons construite entre le travail social et le développement en montrant comment l'augmentation du nombre d'ONG au cours des premières années qui ont suivi le tremblement de terre de 2010 s'accompagnait aussi d'une augmentation du nombre d'inscription à la Faculté des Sciences humaines.

Méthode d'analyse

Comme le souligne Bourdieu (1989), l'épistémologie indissociablement constructiviste et réaliste qui sous-tend la démarche de toute science exige que l'on choisisse les méthodes d'analyse en sorte qu'elles permettent de construire l'objet étudié conformément à ses articulations. Ce qui conduit à une forme de cercle logique en ce sens que les données construites pour valider le modèle sont, elles-mêmes, produites à partir de ce modèle (Bourdieu, 1989). Passeron (2006) dit à peu près la même chose lorsqu'il avance que le raisonnement au principe de la production de la connaissance sociologique est essentiellement un raisonnement idéaltypique qui s'articule dans un va-

et-vient entre la pensée par « généralité », c'est-à-dire la pensée par concept, et la pensée par « cas », c'est-à-dire la pensée par observation empirique.

C'est ainsi que, pour notre recherche, les catégories utilisées pour analyser les données issues des entretiens individuels et de la recherche documentaire ont été construites selon l'articulation de l'objet étudié, c'est-à-dire de manière à ce qu'elles nous permettent de comprendre comment et la genèse et l'évolution du travail social en Haïti sont intimement liées au développement en tant qu'univers social et structures mentales adaptées au modèle d'État libéral dont la fonction principale est de permettre la cohabitation pacifique entre le capital et le travail. En effet, c'est l'attention empirique à la vision qui sous-tend différents changements qui s'opèrent, selon les périodes, dans l'univers social du travail social et de l'État, observables notamment, dans les discours tenus par les agents dominants dans l'État, dans la vision qui sous-tend le changement de statut que connaît l'école de travail social au cours des années 1970 et dans la transformation que connaît la structure même du travail social durant ces trente dernières années qui nous ont conduits à construire le travail social comme une institution dont la reproduction est intimement liée au développement. L'un des indicateurs les plus révélateurs de cette adéquation entre les structures du développement et les attentes subjectives des étudiants en travail social c'est les arguments avancés par des étudiants en travail social pour amener les nouveaux admis à choisir le travail social au détriment des trois autres disciplines enseignées à la Faculté des sciences humaines.

Cela dit, l'analyse des diverses données que nous avons recueillies a donc consisté en l'identification, à partir d'un ensemble de catégories construites à partir de ce schéma d'analyse, d'un certain nombre de phénomènes dont la mise en relation permettra de répondre à la question de recherche.

En effet, pour analyser les données d'entrevues et les données documentaires, nous avons priorisé une méthode d'analyse sémantique qui consiste à découper les données par idées-clés exprimées par les interviewés et par informations pertinentes fournies par les documents conformément aux préoccupations et aux objectifs de notre recherche. Le traitement sémantique des données issues des entrevues consistait donc, à partir des catégories d'analyse construites pour les besoins de la problématique, en la saisie dans

chaque verbatim d'entrevue, d'un ensemble pertinent d'idées fourni par les participants devant permettre de comprendre par exemple, les raisons qui les ont amenés à choisir le travail social comme métier.

De même, en utilisant les catégories construites à partir du schéma d'analyse selon lequel le travail social en Haïti est une construction du développement et que son évolution est intimement lié au changement qui s'opère dans l'univers social du développement, le traitement sémantique des données documentaires ainsi que celles issues des discours des pionnières tirés de leurs propres publications, en l'occurrence *Femmes Haïtiennes*, devait permettre d'une part de faire ressortir les conditions sociales d'émergence du travail social en Haïti, les différentes visions qui ont dominé dans l'École de service social au cours de la période des Duvalier et de la période actuelle ; etc.

En dernier lieu, nous avons mis en relation les différents phénomènes construits à partir de la synthèse des réponses principales et des renseignements pertinents tirés de l'analyse des données documentaires et des données d'entrevues dans l'articulation du schéma d'analyse que nous avons construit, favorisant ainsi une interprétation plus ou moins générale de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti.

Tableau 2. Grille d'analyse des entrevues et des documents

Catégories d'analyse	indicateurs	Extraits de verbatim	Extraits de document
Représentations du travail social	Définition, conception du travail social exprimée par les étudiants.		
Le choix du travail social			
Expérience professionnelle			
Expérience du système d'enseignement de l'école de service social			
Pensée dominante dans l'État	Discours des agents dominants dans l'État		
Visions au principe de l'enseignement du travail social	Définition et conception exprimée par l'école de service social.		
La structure du travail social	distribution des non-diplômés et des diplômés.		
Structure de l'espace d'assistance sociale	Distributions des ONG vs institutions publiques d'assistance sociale pouvoir des ONG vs pouvoir de l'État.		

L'objectivation participante comme outil d'autoanalyse assurant l'objectivité scientifique

Différents auteurs, comme Touré (2010), Poupart (1993), ou encore Martineau (2004) soulignent avec pertinence l'importance de garder à l'esprit les effets théoriques et paradigmatiques sur l'utilisation des techniques de collecte de données. La remise en question par le constructivisme de la vision positiviste qui réduisait la validité scientifique des informations recueillies uniquement à la rigueur de l'instrument a petit à petit déplacé les regards vers d'autres sources de scientificité (Poupart, 1993). D'un point de vue constructiviste, le discours produit au cours d'un entretien est considéré comme socialement construit dans une interaction en interviewer et interviewé. Ce qui

met à l'écart les vieilles prétentions positivistes de l'objectivité totale du chercheur. Cependant, comme le signale Poupart (1993), si le positivisme tentait indûment d'imputer une légitimation scientifique aux entretiens individuels par une tentative désespérée d'éliminer les effets de la relation entre l'interviewer et l'interviewé à partir d'une obsession objectiviste de perfectionnement de l'outil de collecte, une révolution du regard théorique sur le monde social a permis au raisonnement sociologique de puiser sa légitimité scientifique non pas dans le contrôle illusoire des biais liés aux instruments, mais dans une analyse des conditions sociales dans lesquelles s'actualisent les entretiens et surtout dans le questionnement même des questions que le chercheur pose à son objet. Ainsi contre le fétichisme méthodologique qui pense résoudre le problème de la scientificité des entretiens individuels de recherche par la sélection de participants inconnus du chercheur comme si le fait pour le chercheur de ne pas connaître son répondant annulait par soi le rapport social souvent dissymétrique qui le lie à ce dernier, c'est seulement par l'analyse de son propre point de vue et des présupposés épistémologiques qui sous-tendent sa démarche, ainsi que des conditions sociales d'actualisations des entretiens que le chercheur peut assurer une certaine objectivité à ses entretiens. Que le chercheur connaisse ou non son répondant, aussi longtemps qu'il demeure inconscient des présupposés qu'il engage dans ses questions, il s'interdit de comprendre les problématiques que les interviewés engagent dans leur réponse, se condamnant ainsi à interpréter en terme d'absence des réalités que l'instrument et son point de vue socialement déterminé ne lui ont pas permis de voir (Bourdieu, Chamboredon, & Passeron, 1983).

En effet, poser la question du travail social comme une institution dont le schème générateur se trouve dans le développement c'est déjà nous remettre en question, en tant qu'ancien étudiant formé par le Département de travail social en Haïti, en remettant en question l'inconscient académique inhérent à l'histoire récente de la Faculté des sciences humaines qui dans une certaine mesure se donne à voir comme un espace de lutte contre le système capitaliste. Comme le souligne Bourdieu (2003), l'inconscient académique renvoie à l'ensemble des structures cognitives intériorisées tout au long de la trajectoire scolaire, et en grande partie commune à un ensemble d'agents issus du même système scolaire, leur permettant ainsi, à travers des schèmes communs, de s'entendre sans heurt

sur un ensemble de problématiques. En effet, pour assurer une certaine objectivité scientifique à chacune des étapes de notre recherche (collecte de données, analyse, etc.), nous avons intégré à notre démarche un outil réflexif développé par Bourdieu, l'objectivation participante. L'objectivation participante s'entend, pour ainsi dire comme l'objectivation du rapport du sujet connaissant à l'objet de connaissance (Bourdieu, 2003). La réflexivité à laquelle renvoie cet exercice ne se réduit pas à une simple introspection, elle consiste en une analyse rigoureuse de la position que nous occupons dans l'espace facultaire, en tant qu'étudiant en maîtrise à l'étranger et identifié comme appartenant à un groupe spécifique, des intérêts partagés dans cet espace, ainsi que de l'inconscient académique inhérent à l'histoire de cet espace. C'est en développant un point de vue sur notre propre point de vue, en objectivant notre connaissance pratique du milieu et des enjeux de lutte entre les différents groupes au sein de l'espace facultaire, en remettant en question nos propres questions, et en analysant notre rapport avec les répondants que nous avons pu objectiver notre rapport à l'objet d'étude.

Considérations éthiques

En ce qui concerne les questions spécifiquement éthiques, nous devons rappeler que dans le cadre de cette recherche, tous les participants ont été invités à donner leur consentement après qu'ils prirent connaissance de la problématique de recherche et de notre respect inconditionnel de leur liberté. Pour assurer l'anonymat des sujets, nous avons remplacé leurs noms par des codes. Seul le chercheur avait accès à la liste des participants. Les données recueillies ont été conservées sur un fichier sécurisé sur l'ordinateur personnel du chercheur. Les données permettant d'identifier les participants seront détruites après une période de sept ans suivant la fin du projet. Cela étant dit, le chapitre suivant présente l'analyse des données recueillies.

Chapitre 4 : Présentations des données et analyse des résultats

Dans ce chapitre d'analyse, nous tenterons de rendre compte de la genèse du travail social ainsi que de son évolution en Haïti en posant le développement à la fois en tant qu'univers social et en tant que structure mentale donnant à voir l'évolution d'une société que sous l'angle d'une marche vers la modernité, comme le principe générateur de cette genèse ainsi que de cette évolution. Dans la première étape de l'analyse, nous tenterons donc en étudiant les discours de certaines pionnières du travail social en Haïti, lesquels discours sont tirés du livre *Femmes haïtiennes* publié en 1953 par la *Ligue féminine d'action sociale* – organisation créée par ces pionnières, de rendre compte des conditions sociales d'émergence du travail social en Haïti en invitant à comprendre comment les différents changements apportés à l'ordre symbolique et matériel du monde social haïtien par l'Occupation américaine (1915-1934) dans ses efforts pour y instaurer un État moderne ont assuré les conditions de possibilité de la constitution d'un mouvement féministe haïtien dont les luttes pour l'émancipation politique de la femme et pour l'implantation du travail social en Haïti s'inscrivent dans la continuité du travail initié par l'Occupation américaine, mettre en place des institutions assurant la cohabitation du capital et le travail. Nous verrons aussi comment ce même schème développementaliste de la marche vers le progrès se trouve au principe de la démarche des agents dominants dans l'État visant, dans le cadre des différentes politiques keynésiennes de développement mises en œuvre par l'ONU à partir de 1946, à adapter l'État en Haïti au modèle de l'État-providence conduisant ainsi à une timide institutionnalisation du travail social en Haïti au cours de la période 1946-1958. Et l'entrevue que nous avons faite avec l'ancienne étudiante (AEP) ayant fréquenté l'École de service social au cours de la période 1969 – 1972, nous permettra de dégager la forme sous laquelle s'est incarné le travail social dans le cadre du régime de François Duvalier (1957-1971) dans le contexte de la rationalisation de la pensée du développement.

Dans la seconde étape de l'analyse, nous tenterons de montrer comment le développement après la timide institutionnalisation du travail social en Haïti reste et demeure le principe au fondement de l'évolution du travail social dans ce pays. Par

exemple, la transformation de l'École de service social en un département de travail social intégré l'Université d'État d'Haïti dans le cadre de la réitération des politiques de développement social au début des années 1970 ; les arguments avancés de par des étudiants en travail social pour recruter les nouveaux admis, l'augmentation considérable du nombre d'inscriptions à la Faculté des Sciences humaines durant les premières années suivant le tremblement de terre du 12 janvier 2012 sont des indicateurs parmi d'autres des effets du développement sur l'évolution du travail social en Haïti.

Cependant, les données documentaires ainsi que les données d'entrevues dont nous disposons ne suffisent pas à elles seules pour comprendre les conditions sociales qui ont favorisé la genèse du travail social en Haïti ainsi que son évolution dans ce pays. C'est la raison pour laquelle nous citerons çà et là dans l'analyse quelques ouvrages pertinents. Loin d'être une simple revue de littérature, les différentes informations pertinentes fournies par ces ouvrages sont d'une très grande importance pour la mise en contexte de l'analyse des données.

1915 – 1934, les conditions sociales d'émergence du travail social en Haïti

C'est l'Armée américaine qui, au cours de la période 1915-1934, dans ses tentatives de transformer la bureaucratie patrimoniale haïtienne en un État moderne devant assurer la cohabitation pacifique entre le capital et le travail, crée les conditions sociales de possibilité de l'émergence du travail social en Haïti. L'instauration partielle de la logique du contrôle par le service dans l'univers culturel haïtien, laquelle logique se matérialise à la fois sous forme d'institutions à travers les centres de santé et les hôpitaux, et sous forme de dispositions professionnelles aidantes d'infirmière visiteuse, d'agent communautaire, et de superintendante, a largement contribué à la transformation de la représentation bourgeoise de l'assistance sociale en Haïti, favorisant ainsi, dans le contexte de la désoccupation d'Haïti, la constitution, en 1934 d'un mouvement féministe bourgeois incarné sous la forme d'une organisation dénommée *Ligue féminine d'action sociale* luttant pour une professionnalisation et une rationalisation plus poussée de l'assistance sociale dans le pays, et dont une bonne partie des membres sont des femmes ayant fait leurs premières armes professionnelles dans le cadre du *Service d'hygiène* et du *Service technique*, les deux principales institutions de violence symbolique mises en place par les Forces d'occupation et dont les rôles étaient respectivement d'assurer la bonne santé de la main d'œuvre et d'instaurer un univers symbolique favorable au développement du capitalisme en Haïti.

C'est en effet, le *Service d'hygiène* qui crée en 1918 l'École des Garde-Malades et qui construit le Centre de santé de la Cathédrale auquel sera rattaché le service d'infirmières-visiteuses. Inaugurée en octobre 1918, cette école assure, sous la direction d'une infirmière américaine, la formation d'infirmières-visiteuses dont le rôle social sera de veiller à la bonne santé de la main-d'œuvre potentielle en la traitant au sein même de son foyer ou en la canalisant vers des hôpitaux, des dispensaires ruraux ou des centres de santé, tout en lui inculquant diverses notions d'hygiène. Mercy Pidoux, membre de la *Ligue féminine*, une des pionnières du travail social en Haïti, est en effet issue de cette école.

Ce témoignage de Marie-Thérèse Colimon, membre de la Ligue, tiré de (Colimon, 1953) permet d'avoir une idée de la trajectoire de Mercy Pidoux et de comprendre comment l'Occupation américaine à travers l'école, les politiques de bourse d'études contribuent à la fabrication du métier d'infirmière visiteuse :

Il n'y a pas longtemps encore, vers l'année 1947, on pouvait voir sur le chemin qui conduit au Centre de santé place de la Cathédrale, une silhouette de femme âgée un peu massive, empruntant ce trajet chaque matin à la même heure avec l'exactitude d'une pendule.

Mercy Pidoux communément appeée (sic) Miss Pidoux (ce « miss » attaché au nom des premières infirmières par l'occupation américaine) Miss Pidoux, première infirmière visiteuse d'Haïti, se rendait à son poste.

[...]

Mlle Pidoux fut une des premières jeunes filles de la bourgeoisie haïtienne à s'inscrire à l'École des garde-malades récemment fondée. Elle alla même jusqu'à abandonner l'emploi de caissière de la Succursale de la Banque nationale de la République d'Haïti qu'elle occupait aux Gonaïves pour s'inscrire en 1925 à cette école plus conforme à ses secrets désirs de dévouement et d'amour du prochain.

[...]

Lauréate de sa promotion en 1928, elle fut immédiatement attachée à la Mission de la Croix-Rouge américaine établie en Haïti.

En 1929, le gouvernement haïtien lui accorda une bourse d'études aux États-Unis.

Inscrite à Columbia University Teachers College de New-York, elle se spécialisa comme infirmière visiteuse, tout en acquérant sur les maladies les premières bases de cette expérience qui fera d'elle toute sa vie le conseiller très écouté de beaucoup de familles.

De retour au pays en 1930, l'infirmière visiteuse se donna totalement à sa tâche. Tous nos quartiers populeux l'ont vue passer dans cet uniforme gris à col blanc qu'elle était seule à porter en Haïti à cette époque, apportant aux nécessiteux, aux pauvres, aux oubliés, aux abandonnés, les notions d'hygiène, les soins, les conseils. Elle fut une des premières femmes à enseigner à ces humbles le chemin de l'Hôpital général, des cliniques urbaines et rurales, du Centre de santé son établissement de travail.

De même, le *Service Technique* dont la fonction première est d'assurer la formation et le contrôle de la main-d'œuvre, forme, dans le cadre de la mise en œuvre de son nouveau plan d'enseignement primaire et professionnel axé sur la mise en place d'écoles industrielles et sur le développement de l'enseignement commercial, des agentes polyvalentes et des surintendantes qui, dans le cadre de sa section *Enseignement professionnel*, sont appelées à investir les quartiers ouvriers et les milieux de travail pour éduquer les femmes et les enfants.

Pour comprendre le travail auquel le Service technique destine ces femmes, nous proposons ici la lecture de quelques passages-clés de la section (Pierre-Louis, 1953, pp. 212-217) où l'auteure, membre de la Ligue raconte son expérience au cours des années 1929 à travers celle de Louise Gaveau Mayard, assistante-directrice au Service technique, elle aussi membre de la Ligue, et dont la mission était d'investir les lieux de vie des prolétaires pour éduquer leurs enfants :

[...]

Louise Gaveau naquit à Jérémie le 10 juin 1888, elle fit ses études primaires dans sa ville natale et les termina au Collège Bird à Port-au-Prince. À 18 ans, elle épousa Charles Moravia, de cette union naquirent quatre enfants dont l'un mourut en bas âge.

[...]

En 1929, nommée assistante-directrice de l'Enseignement professionnel au Service technique, elle fut chargée de créer une école dans un quartier populaire de la ville. Là, elle se met tout entière au service du peuple et fit de nous les quelques jeunes filles de 18 à 20 ans qui travaillions avec elle, de vraies assistantes sociales. Réunies sous sa direction dans un petit local de « Tête bœuf » nous allions dans les maisons délabrées de la Saline à la recherche de petits enfants souffreteux et négligés. Après un bain, et un repas substantiel à l'école, ils étaient conduits au centre de santé pour être examinés et soignés. Ce premier travail social a été créé par Louise Gaveau qui, à ce moment-là, avait déjà depuis quelque temps, par suite d'incompatibilité de caractère avec son mari, repris son nom de jeune fille. À cette nouvelle école, dénommée « Volmar Laporte », le recrutement des élèves ne se faisait pas sans peine, car il fallait un certain courage pour traverser les ruelles sombres et enchevêtrées de cette cité surpeuplée de miséreux méfiants et mécontents des visites insolites que nous leur faisions. À ces visages rébarbatifs, Louise Gaveau opposait un sourire confiant, une parole agréable qui, ajoutés à sa douceur et à son tact coutumier, arrivaient toujours à gagner les cœurs de ces pauvres gens et à les convaincre de la nécessité d'envoyer leurs enfants à l'école. Au bout de quelques semaines, l'effectif était suffisant, nous pûmes organiser les cours et établir un programme, ce fut la création de la première école pré-vocationnelle d'Haïti. Outre les notions de calcul, d'écriture et d'histoire, les élèves faisaient de la culture physique, du tissage, de la cuisine, de la couture, de la vannerie et apprenaient le chant.

Fondée en 1934 sous la présidence de Sténio Vincent, et constituée essentiellement de femmes issues de la bourgeoisie et fortement dotées en capital culturel, la *Ligue féminine d'action sociale* qui se donne pour mission de lutter pour l'émancipation de la femme haïtienne et de rationaliser l'assistance sociale est en effet constituée par des femmes issues du *Service technique* et du *Service d'Hygiène*. Madeleine Sylvain, Mercy Pidoux, Thérèse Pierre-Louis, Louise Gaveau Mayard font partie de ces groupes d'agents formés à l'américaine qui, ayant fait leur première arme professionnelle dans le

cadre des institutions mises en place par les Forces d'Occupation, et croyant dans la modernité proposée par les États-Unis tout en étant hostiles à l'occupation du pays, s'engageront à poursuivre le travail de transformation symbolique et matérielle initié par les Américains.

En effet, si dans ce travail de construction collective de la citoyenneté politique de la femme haïtienne effectué au moyen d'une lutte pour la rationalisation de l'assistance sociale, il fallait nommer une héroïne fondatrice, ce serait sans doute Madeleine Sylvain. Fille de l'avocat et poète Georges Sylvain, elle fut engagée en 1926, sous le régime d'occupation, comme secrétaire au *Service technique*, et obtint en 1941 son diplôme de docteur en éducation de Bryn Mawr College aux États-Unis ainsi qu'un certificat en organisation communautaire rurale ; et jusqu'en 1940, elle aura été, à titre d'assistante du Directeur de l'enseignement rural, responsable de l'enseignement des filles dans les écoles rurales. Madame Sylvain est par exemple à l'origine de la fondation en 1926 des *Pupilles de St-Antoine*, organisation privée d'assistance sociale qui, dans une démarche toute semblable à celle des *Résidences sociales* américaines, encouragera les jeunes filles issues de la bourgeoisie à venir en aide aux familles nécessiteuses des quartiers populaires. C'est aussi dans son salon que se pose l'acte initial de fondation de la Ligue féminine d'action sociale comme groupe appelé à construire une nouvelle position pour les femmes dans l'espace social à partir d'une lutte pour le renforcement et l'organisation rationnelle de l'assistance sociale privée.

1934 – 1958, moderniser l'assistance sociale

Le mouvement féministe de 1934 apparaît donc avant tout comme un mouvement qui se donne pour mission d'accompagner la société haïtienne sur le chemin de la modernité, en travaillant d'une part au relèvement moral des classes populaires, et de l'autre à la rationalisation de l'assistance sociale, notamment en créant les conditions pour une coordination plus efficace entre les différentes institutions et œuvres d'assistance, et en inculquant aux agents engagés dans l'assistance sociale de nouveaux schèmes de

pensées et d'actions conformes à la forme moderne de l'assistance sociale, à savoir le travail social.

C'est en effet toute une mission d'éducation que s'est donnée la Ligue féminine de restructurer l'ordre symbolique et matériel du monde de l'assistance sociale comme en témoigne ces quelques passages-clés extraits de (Sylvain, 1953, pp. 255-263) :

La ligue féminine d'action sociale cherche à introduire chez tous ceux qui s'occupent de bienfaisance les conceptions modernes de responsabilités collectives, de nécessité d'une préparation au travail social, de coordination entre les différentes organisations d'assistance. Elle a six cours du soir à Port-au-Prince, Port-de-Paix, St-Marc et Les Cayes.

[...]

Mais, ce qui est plus important, nous semble-t-il, que le nombre ou le nom de ces œuvres, et même que leurs attributions, c'est la diffusion de l'esprit social. Le président Sténio Vincent a été l'un des facteurs de cette diffusion par la protection qu'il a accordée à plusieurs établissements d'assistance, la fondation de nouvelles entreprises publiques ou privées (l'assainissement de la Saline, la Maison de Rééducation, le nouveau projet d'asile à Sigüeneau, etc.).

[...]

Coordonner le travail des institutions de bienfaisance, garder à l'initiative privée son rôle, la seconder et augmenter son influence quand il est nécessaire, alléger ses charges et la détourner du double emploi avec les services d'État, lui laisser la responsabilité des expériences tout en les lui facilitant, l'aider à former et à perfectionner ses cadres tels sont les grands problèmes de l'assistance sociale en Haïti.

Cette mission que se donnent différentes fractions de la classe dominante de l'époque d'assurer l'accès de la société haïtienne à la modernité et dont le principe se trouve dans la ressemblance des habitus de classe autour de la croyance au fait que parmi toutes les formes culturelles, sociales et économiques qu'a connues le monde, la plus aboutie est la forme occidentale, prend la forme de tout un projet de civilisation dont le but est de sortir les classes populaires de la barbarie pour les faire accéder à l'humanité.

C'est en effet le développement (avant la lettre) intériorisé sous forme de structures mentales qui amènent les différentes fractions de la classe dominante du pays à penser leur évolution comme une forme de rattrapage avec la modernité.

Il n'y a pas mieux que cette lettre écrite par Sténio Vincent, président de la République (1930-1941) et grand allié de la Ligue féminine d'action sociale, à l'attention de son successeur Élie Lescot pour expliciter ce schème développementaliste (avant la lettre) au principe de la vision qu'entretient la classe dominante de l'évolution de la société haïtienne ainsi que des classes populaires. Nous invitons à en lire quelques passages-clés :

[...]

Il vous faut venir respirer l'air haïtien. C'est la seule façon de comprendre le jeu (le jeu de la liberté des masses) que vous ne devez pas suivre et encore moins jouer avec un esprit anglais, français ou américain... Quand on y apporte cet esprit-là, on ne le comprend jamais, car ce n'est pas un jeu universel (le jeu des droits de l'homme à l'haïtienne). C'est un jeu particulier, un jeu local, original, j'allais dire indigène.

[...]

Il faudra bien qu'on continue à le (le peuple) faire sortir de sa primitivité actuelle pour l'élever graduellement à l'humanité, et ensuite à la citoyenneté démocratique qui n'est et ne peut être, en ce moment, qu'un idéal.

Le travail social comme institution produite dans un contexte historique spécifique, celle de l'industrialisation capitaliste dans certains pays en Occident, est en effet pensé et transposé en Haïti à partir des structures mentales développementistes intériorisées par des agents dominants dans l'État et des femmes issues de la bourgeoisie et ayant travaillé comme infirmières visiteuses, surintendantes d'usine et agents communautaires dans le cadre même de l'État d'occupation. Le schème générateur de la construction collective du mouvement de l'assistance sociale haïtien de 1934 est tout à fait similaire à celui au principe de la genèse du mouvement de l'assistance sociale en France à l'aube du XXe siècle dans le contexte de la révolution industrielle, à la différence que dans le cas d'Haïti, les transformations de l'ordre économique et culturel qui ont favorisé la prise de conscience de la nécessité de la rationalisation des pratiques d'assistance ont été opérées directement par un autre État. Les membres de la Ligue féminine d'action sociale et ceux du mouvement féministe français du début du XXe siècle ont des caractéristiques sociales semblables, et partagent une même vision éthico-politique du monde social : ce sont essentiellement des femmes issues de la bourgeoisie, chrétiennes, favorables au développement du capitalisme industriel et dont les stratégies d'émancipation de la domination masculine passaient par la prise de contrôle de l'assistance sociale. On verra ainsi la Ligue féminine d'action sociale construire sa position dans la division du travail de domination au même lieu que le mouvement d'assistance sociale du début du XXe siècle en France. En plus de la mission qu'elle se donne d'assurer une organisation rationnelle de l'assistance sociale, en recommandant la construction d'écoles de service social, en créant des œuvres sociales et en organisant différents congrès autour de la question de l'Action sociale féministe, la Ligue féminine d'action sociale effectuera sur les classes populaires, notamment sur les femmes et les enfants, au moins jusqu'en 1957, moment où elle sera presque complètement muselée par l'État duvaliérien, un travail de violence symbolique semblable à celui mis au jour par Verdès-Leroux concernant le mouvement d'assistance sociale en France. En effet, parallèlement à la construction par l'État post-occupation de cités ouvrières dédiées à la concentration physique de la main-d'œuvre, la Ligue féminine créera en 1943, le « Foyer ouvrier », sorte de programme de redressement et d'épuration des mœurs

destiné à la femme ouvrière, et dont le but est de discipliner les ouvrières et de leur apprendre des métiers en vue de gagner « honorablement » leur vie ; et organisera aussi des cours du soir et un programme d'étude primaire à travers lesquels elle inculque des notions d'anglais, la langue des propriétaires des moyens de production. L'analyse du témoignage que livre Thérèse Pierre-Louis, membre de la Ligue féminine sur l'engagement social de Louise Gaveau Mayard, ancienne assistante-directrice de l'Enseignement professionnel au *Service technique*, elle aussi, membre de la Ligue féminine et travaillant en tant que surintendante d'usine après son retour du Chili en 1941 permet de mettre au jour ce lien intime qui unit la *Ligue féminine* au patronat industriel américain, par exemple, à la Société haïtiano-américaine de développement agricole (Shada) créée le 30 juillet 1941 sous le gouvernement d'Élie Lescot.

En voici un extrait (Pierre-Louis, 1953, pp. 212-217) :

[...]

Au Chili, Louise Mayard publia en 1941, « Cuisine des pays chauds », un recueil de recettes de mets tropicaux faciles à exécuter et à la portée de toutes les bourses. Elle travaillait encore à sa collection de biographies et de costumes de femmes sud-américaines quand la mort inattendue de son mari la ramena définitivement au pays. Cette séparation fut une épreuve pour elle, sa peine fut grande, courageuse, elle se remit au travail. Elle dirigea, pour compte de la Shada, un atelier de la petite industrie, elle apprit aux ouvrières à travailler la pite, leur inculqua le goût de la besogne faite avec soin et discipline, les aida à trouver des solutions à leurs problèmes de vie privée souvent ardue et décevante.

C'est ainsi que plus de dix ans après le départ des Forces d'occupation américaine, la *Ligue féminine d'action sociale* a continué d'orienter l'assistance sociale conformément

à la fonction à laquelle le *Service technique* l'avait destinée, à savoir soigner et éduquer la main-d'œuvre en vue d'assurer son adaptation au mode de production capitaliste.

Et de même que l'avènement du modèle d'État-providence dans le contexte de l'Après-Guerre a permis une institutionnalisation du travail social en France, les politiques de développement social, sous-tendues par l'idéologie du rattrapage et de la collaboration des classes, mises en œuvre par l'ONU et ses divers organismes dans le contexte de l'Après-Guerre, et qui dans une certaine mesure poursuivent le travail de violence symbolique initié sous le régime d'Occupation en ce sens qu'elles visent à assurer le passage de la société haïtienne de la tradition à la modernité en dotant, l'État national de moyens lui permettant d'assurer la bonne collaboration entre le travail et le capital, viendront comme supports à l'institutionnalisation de certains acquis de ce mouvement féministe en quête de modernisation de l'assistance sociale.

L'adoption de la pensée du développement social et la timide institutionnalisation du travail social

C'est en effet la vision du développement social élaborée au cours des années 1940 et 1950 selon laquelle pour atteindre le plein emploi dans les pays en voie de développement il fallait créer dans ces pays les conditions préalables au développement, à savoir, entre autres, créer un cadre institutionnel favorisant l'accroissement de l'esprit d'entreprise et l'investissement et permettre à la population d'acquérir un niveau d'éducation de base (Rodgers, Lee, Swepston, & Van daele, 2009), qui est au fondement de la timide institutionnalisation du travail social en Haïti au cours de la période 1946 – 1958. Cette vision du développement élaborée, dans le contexte de la décolonisation, par un groupe d'experts dont Théodore Schultz et Arthur Lewis et portée par le Conseil économique et social des Nations Unies (Ecosoc) (Rodgers, Lee, Swepston, & Van daele, 2009), obéit au même schème que celui qui sous-tendait la démarche des Forces d'occupation américaine, à savoir faire évoluer les sociétés de la tradition vers la modernité occidentale. Et semblable en cela à ce que Verdès-Leroux (1978) soulignait concernant la genèse de l'assistance sociale en France, cette vision du développement

social qui est élaborée dans le contexte des *Trente Glorieuses* pour contrer le communisme en prônant la collaboration entre le patronat et les ouvriers pour le progrès économique de la nation, se trouve au principe même de la vision qui domine dans l'État en Haïti au cours de cette période.

Cette pensée du développement social anticommuniste qui prône la collaboration entre l'État, le capital et le travail est en effet largement partagée par les dirigeants noiristes de l'époque comme en témoigne cet extrait du discours tenu par le président Estimé (1946-1950) lors du premier congrès national du travail organisé par ledit Département le 27 avril 1949 :

Au matérialisme desséchant et stérile il faut opposer la force de nos principes chrétiens si riches de moyens propres à réduire le plus possible le lot de misères et de souffrances réservé jusqu'ici à un trop grand nombre d'hommes. Le congrès que nous inaugurons aujourd'hui n'a pas un autre but. À l'appel du Département du Travail, patrons et ouvriers, intellectuels intéressés aux multiples problèmes que posent les rapports de travail, se réunissent pour rechercher en commun les principes d'une coopération féconde qui garantira en même temps que la prospérité des entreprises un peu plus de bien-être et un peu plus d'espoir à ceux qui selon le mot combien saisissant du président Wilson « porte le poids accablant de la production universelle ».

Le discours de François Duvalier, sous-secrétaire du Département du Travail à l'époque, est généré par le même schème du développement social axé sur la collaboration des classes.

Nous invitons à lire cet extrait du discours donné à la même occasion par François Duvalier qui deviendra, huit ans plus tard, le président de la République :

Nous pensons (et c'est un vœu) que seule une législation créant un organisme d'assurances sociales où seraient représentés l'État, le Salariat, le Patronat et auquel on adjoindrait un conseil supérieur du travail, inspirera confiance aux uns et aux autres et servira de point de départ à une extériorisation de nos masses ouvrières de l'ornière dans laquelle elles croupissent et à leur intégration progressive dans le cycle de la production nationale.

C'est dans le cadre de ces efforts visant à doter l'État en Haïti d'un ensemble d'institutions devant lui permettre d'assurer la cohabitation pacifique entre le capital et le travail conformément à la pensée du développement social dominante dans l'État que Jeanine Lafontant-Nelson, jeune secrétaire au Département de l'éducation nationale recevra au cours de l'année 1946 une bourse d'études en service social au Canada pour devenir la première haïtienne à détenir le titre de travailleuse sociale professionnelle ; que sera mise en place l'Institut du Bien-Être social et de recherche en 1958, et que sera créée le 9 octobre 1946 le Bureau du Travail assurant ainsi, avec la mise en place à l'intérieur de ce bureau, d'une section de la Femme et de l'Enfant, les conditions de possibilité de l'institutionnalisation des luttes portées par la Ligue féminine dans l'État.

Mais, si la pensée du développement social adoptée par l'État est favorable à la professionnalisation et à l'institutionnalisation du travail social, le processus de pénétration dans le champ étatique du mouvement d'assistance sociale porté par la Ligue féminine ne se fait pas sans heurt, il se définit en fait selon l'état de la lutte de classe qui oppose les représentants noiristes de la classe moyenne au sommet de l'État et les représentants de la bourgeoisie traditionnelle dont est issue une bonne partie des membres de la Ligue féminine d'action sociale. Les stratégies de luttes et d'alliances qui unissent et divisent les féministes et les agents investis du pouvoir d'État, en fonction de la discordance ou de la concordance des dispositions éthiques et politiques que portent tenants du mouvement d'assistance sociale et gouvernants noiristes, ont eu pour effet une redistribution variable selon les gouvernements des agents féministes dans l'État. De 1946 jusqu'au moment de la prise du pouvoir par François Duvalier à la fin de l'année 1957, l'état des rapports de forces entre la Ligue féminine et les gouvernants

noiristes reste favorable à l'institutionnalisation des acquis du mouvement féministe dans l'État. En effet, à partir de 1946, date marquant le début de l'organisation du Bureau du travail, on remarque avec la nomination de Denyse Guillaume, membre de la Ligue, à ce bureau, la mise sur pied de la section de la Femme et de l'Enfant dont elle avait la responsabilité de l'élaboration des bases légales. Cette dernière travailla en étroite collaboration avec les autres membres de la Ligue féminine dans l'esprit de rationaliser l'assistance sociale dans le pays avant de mourir en novembre 1949. De même, au début des années 1950, sous la présidence de Paul Eugène Magloire, le droit de vote est accordé aux femmes et le président contribue financièrement à la publication de *Femmes haïtiennes*, un document préparé par la Ligue féminine ; en 1957, durant les 57 jours du gouvernement de Franck Sylvain, Lydia Jeanty, un autre membre de la Ligue, est nommée à la tête du Département du Travail. C'est surtout à partir de la fin des années 1957, avec l'avènement de François Duvalier au pouvoir, que s'estompe la timide pénétration de la Ligue féminine dans l'État. Le consensus entre les gouvernants noiristes et les féministes revendiquant la nécessité du travail social, et dont le fondement se trouve dans le partage d'une vision du développement s'est rompu suite aux prises de position de classe de certaines responsables de la Ligue féminine, dont Yvonne Hakim Rimpel, en faveur du candidat Louis Déjoie, un industriel haïtien, au cours de la campagne électorale de 1957 ; ce qui conduira au musellement de la Ligue féminine par le régime duvaliériste. Ainsi, verra-t-on, une fois élu, Duvalier écarter Lydia Jeanty de son poste au Département du Travail, pour ensuite déloger la Ligue féminine d'action sociale de ses locaux.

Ainsi, si la Ligue féminine d'action sociale est la première à revendiquer, dans le sillage de l'Occupation américaine, la nécessité du travail social comme activité spécialisée dans le traitement des problèmes sociaux, paradoxalement, le processus d'institutionnalisation du travail social professionnelle qui se manifeste dans le cadre de l'État duvaliériste par la création en février 1958 de l'Institut du Bien-être social et de Recherche, par la mise en place en mai 1958 d'une école nationale de service social et par la nomination de Janine Lafontant-Nelson en 1960 comme chef du Service social professionnel à l'IBESR, s'est opéré au prix d'un repli total du mouvement d'assistance sociale porté par la Ligue féminine de la structure bureaucratique au profit de la

consolidation du pouvoir de Janine Lafontant-Nelson dans le processus d'institutionnalisation du travail social professionnel. En effet, alors que son régime procède à l'extinction du souffle du mouvement féministe bourgeois haïtien, Duvalier favorise la promotion de Janine Lafontant Nelson à l'institut du Bien-Être social et de Recherche substituant ainsi au féminisme bourgeois une nouvelle figure de cadre incarnée dans la position de Janine Lafontant-Nelson. Engagée dans le champ de l'assistance sociale, les affinités éthico-politiques de madame Lafontant-Nelson semblent davantage se rapprocher de celles des tenants noiristes de la classe moyenne que de celles des membres de la Ligue féminine puisqu'à sa mort en 1963, Duvalier lui décerna la médaille « Honneur et Mérite » au grade d'Officier, lui organisa des funérailles officielles et donna son nom à la salle principale de l'IBESR. Nommée dès son retour de ses études en travail social au Canada, au Service des organisations sociales du Département du Travail dirigé à l'époque par François Duvalier, c'est à Madame Lafontant-Nelson que ce dernier, alors président de la République, confiera entre 1958 et 1962, la mission de mettre en place, en collaboration avec les agents de l'ONU, la première école de service social en Haïti. Créée en mai 1958, quelque mois après la fondation de l'Institut du Bien-être social le 25 février 1958, cette école avait pour mission de former des assistants sociaux polyvalents dans l'esprit d'aider les groupes sociaux défavorisés des milieux ruraux et urbains. À l'origine, l'École nationale de service social est le fruit d'une initiative étrangère, avant d'être renommée École nationale de service social, elle s'appelait Centre d'Études Sociales, et fut dirigée par une Américaine et une Colombienne dont les noms sont respectivement Madame Vastey Parisien et Bertha Casas ; ces dernières reçurent largement le support de John Troniak, un expert canadien de l'ONU (Mathurin, 1972).

La genèse du travail social en Haïti ainsi que sa timide institutionnalisation dans l'État au cours de la période 1946 -1958 obéit à un même principe, celui de faire évoluer la société haïtienne de la tradition vers la modernité en transformant l'État en Haïti en un État libéral devant assurer la cohabitation pacifique entre le travail et le capital. Ce principe rationalisé dans le contexte de l'Après-Guerre sous les dehors du concept de développement s'est primitivement incarné en Haïti sous forme d'occupation militaire pour ensuite prendre la forme d'assistance technique médiée par l'ONU et ses

organismes, au cours des années 1940. La genèse et la timide institutionnalisation du travail social en Haïti est le fruit d'un long travail historique d'inculcation de schèmes et de création d'institutions immanent à l'intégration d'Haïti dans l'économie capitaliste de marché. L'institutionnalisation s'est effectuée, au cours de la période des *Trente Glorieuses*, dans le contexte de la matérialisation dans l'espace social haïtien du modèle de développement social axé sur l'idéologie de rattrapage, laquelle matérialisation supposait la construction de nouvelles institutions, tels que l'IBESR et l'École nationale de service social.

Cela étant dit, il convient maintenant de rendre compte de la forme sous laquelle le travail social s'est incarné au début de sa timide institutionnalisation dans le contexte du régime de François Duvalier.

Une forme particulière de travail social

Tout semble indiquer que l'École nationale de service social était dédiée, sous la direction de Renée Télémaque, à la production d'un très petit groupe d'assistants sociaux dont les membres se distribuent dans les différentes institutions publiques d'assistance sociale telles que l'Institut du Bien-être social, les centres médico-sociaux, et les différentes institutions privées tels que les orphelinats. En effet, de même que les individus et les groupes ont tendance à créer des conditions favorables à la valorisation de leur patrimoine culturel ou économique, ou mieux à la transformation de leur patrimoine en capital (Bourdieu, 1989), la position de directrice de la seule école de service social dans le pays, confère à Renée Télémaque la possibilité à la fois de contrôler le nombre de titres qui doit être décerné en fonction des postes disponibles dans l'État et d'instituer les conditions objectives permettant une valorisation accrue du type de capital culturel qui la fonde, à savoir le titre scolaire de travailleuse sociale. Agissant sous contrainte structurale, c'est-à-dire d'une part, portée par des dispositions qui lui pousse à créer les conditions objectives favorables à la mise en valeur sociale de la profession de travailleur social sur laquelle se fonde toute sa pertinence sociale, et d'autre part, contrainte par la pensée dominante dans l'État, plus favorable à la logique

du contrôle par le don et par l'instrumentalisation du religieux qu'à la logique du contrôle par le service, Renée Télémaque définit ses stratégies de renforcement de la valeur sociale de la profession, et du même coup, de la sienne, comme travailleuse sociale professionnelle en appliquant par le truchement du système d'enseignement des critères stricts de sélections. C'est sans doute dans cette perspective que nous devons comprendre les multiples exigences imposées aux étudiants de l'ENSS pour obtenir le titre scolaire d'assistant social, tel que le type d'action pédagogique visant à décourager le plus que possible les étudiants de boucler le cycle d'études.

Renée Télémaque, nous l'avons surnommée « Boss Télé », tellement elle était sévère envers nous. Elle disait tout le temps aux élèves d'aller faire autre chose parce qu'ils n'avaient pas la discipline qu'il fallait pour devenir assistant social (AEP).

L'un des effets de cette action pédagogique exercée par Renée Télémaque a été une très forte limitation du nombre de diplômes délivrés par année. Soit le témoignage de l'ancienne étudiante de l'ENSS :

L'École de service social n'était pas comme celle que nous connaissons aujourd'hui, il y régnait une rigueur si forte que sur une promotion de 50 étudiants, environ 3 seulement bouclaient le cycle d'études. Moi, ma promotion comptait 52 élèves, seulement trois avaient bouclé la troisième année (AEP).

C'est ainsi que Renée Télémaque a contribué à la mise en place d'un d'ordre scolaire dont la logique tendait à construire une petite élite d'assistants sociaux professionnels d'État investis d'une grande valeur sociale à la hauteur de celle qu'elle s'attribue elle-même. Effectivement, au cours de la période 1958-1971, l'ENSS connaît une forte

valorisation symbolique par le fait même qu'elle s'est bâti une réputation basée sur la qualité de sa discipline (la discipline étant perçue par les familles comme l'une des plus grandes caractéristiques d'une bonne école).

La Faculté de l'Ethnologie et l'École de service social allaient de pair, nous étions reconnues comme faisant partie des établissements d'enseignement les plus prestigieux de Port-au-Prince (AEP).

Mais, de manière plus durable et plus profonde, l'action pédagogique résultant de ces multiples stratégies de renforcement du capital symbolique de l'ENSS rendues largement possibles grâce au fait que l'État occupait encore au cours de cette période une position relativement dominante dans l'espace de production des services sociaux, ont conduit à réduire le travail social en Haïti à un très petit nombre de diplômés, disqualifiant ainsi la grande majorité des étudiants : sur 50 étudiants, seulement 3 en moyenne obtenaient le titre scolaire. Tel est le principal effet de l'action pédagogique effectuée à l'école de service social en Haïti au cours de la période allant de 1958 à 1971, en produisant un très petit nombre de travailleurs sociaux, l'ENSS contribue à la reproduction d'un statut professionnel d'une valeur symbolique forte, mais renforce du même coup le processus d'atomisation des travailleurs sociaux en limitant considérablement les possibilités de construction d'associations de travailleurs sociaux.

Ainsi, si l'on veut décrire le travail social en Haïti sous le régime de François Duvalier, l'on peut dire qu'il s'est incarné sous la forme d'un très petit groupe d'assistants sociaux qui se distribuent dans les quelques institutions publiques et privées d'assistance sociale telles que les centres médico-sociaux, les orphelinats et l'Institut du Bien-être social, et dont la petitesse même du nombre constitue un risque de disparition pour le groupe.

Deux états du travail social

Cette deuxième partie de l'analyse, comme nous l'avons déjà souligné au début de ce chapitre, invite à comprendre, en mettant au jour un ensemble d'effets du développement sur le travail social, comment le travail social se reproduit en tant qu'institution adaptée au développement. Cela dit, pour rendre compte de manière plus approfondie de ces liens objectifs qui unissent le travail social au développement, il nous faut d'une part montrer comment les politiques de développement économique des décennies 1970 sous-tendues par l'idéologie du développement social ont eu pour effet de transformer l'École nationale de service social en Haïti en un département universitaire dédié à la formation d'agents de développement, et d'autre part, il nous faut rendre compte du fait qu'en dépit de l'adoption par le département d'une vision plus critique vis-à-vis du développement à partir des années 1986 le destin du département de travail social explicitement dédié depuis 1974 à la reproduction du travailleur social comme agent de développement n'a pas pour autant été rompu. En effet, le très petit nombre de diplômes décernés qui résulte, en partie, des critères de sélection mise en œuvre par les usines, les ONG et les OI qui incarnent le développement sur le terrain ; les arguments avancés par des étudiants en travail social pour attirer les nouveaux admis vers le département de travail social au détriment des autres départements constitutifs de la Faculté des sciences humaines ; la ruée des étudiants vers le marché du travail ainsi que l'augmentation substantielle du nombre de postulants désireux d'intégrer la Faculté des sciences humaines relatif à l'accroissement exponentiel du nombre d'ONG sur le terrain durant les premières années qui ont suivi le tremblement de terre du 12 janvier 2010, les transformations que subit la structure même du travail social en tant que communauté détentrice d'un capital culturel spécifique, sont d'autant d'indicateurs de ces liens objectifs de dépendance qui unissent le travail social à l'univers social du développement.

1971-1986, le travail social et la réitération des politiques de développement social

L'année 1971 est marquée, en Haïti, par la mort de François Duvalier et par le passage du pouvoir à son fils Jean-Claude Duvalier qui s'est donné comme mission de faire la révolution économique pour compléter la révolution morale initiée par son père. La décennie 1970 marque en effet le début de la fin de l'État-providence, elle correspond en Haïti à la période où les États-Unis définissent des politiques économiques qui, conformément à la logique de décomposition transnationale des processus productifs, visent à compenser, par la délocalisation des industries d'assemblage, la baisse de profit que connaît la production dans les pays industrialisés à cause du coût relativement élevé de la main-d'œuvre et des politiques de redistribution liées aux contraintes que les luttes sociales ont fini par imposer à l'État social libéral (Dechamps, 1994). C'est ainsi que, dès 1972, on assiste à certains changements dans la structure bureaucratique, de même que dans le champ proprement économique⁷. Profitant de la faiblesse syndicale, du prix dérisoire de la main-d'œuvre, et d'une politique fiscale avantageuse, 150 firmes nord-américaines viennent s'implanter dans le pays ; et au cours de la période allant de 1971 à 1980, 300 usines d'assemblage y furent créées. Parallèlement, l'aide internationale augmente substantiellement et atteint 100 000 000 de dollars au cours des 4 premières années du régime de Jean-Claude Duvalier ; en 1972, le volume d'exportation des industries légères représentait 33 % des exportations nationales prenant la place traditionnelle du café dans la production économique du pays ; le volume des exportations s'éleva à 94 000 000 de dollars en 1975, à peu près 3 fois plus de ce qu'il était en 1968. De même les investissements directs étrangers passèrent de 80 000 000 de dollars en 1968 à 200 000 000 en 1975, créant environ 80 000 emplois dans le secteur de l'industrie. Cette apparente modernisation économique consistait dans ce cas précis à mettre en place les conditions favorables au processus de délocalisation des industries d'assemblages, et exigeait en échange de l'aide au développement que le gouvernement haïtien opère, conformément aux nouvelles politiques de développement, un ensemble de changements dans la structure bureaucratique et crée de nouvelles institutions de formation.

⁷ Les données qui suivent sont fournies par Étienne (2007).

La création de la Faculté des sciences humaines et la transformation de l'École nationale de service social

La reconversion de l'ENSS en un département de Service social attaché à la Faculté des Sciences humaines est effectivement l'effet de la matérialisation des politiques de développement appliquées en Haïti au début de la décennie 1970. Ces nouvelles politiques de développement réitèrent en fait les mêmes efforts pour transformer l'État national en un État moderne et se manifeste dans les multiples contraintes imposées à l'État duvaliérien par les OI et les États-Unis qui, en échange de l'aide financière, exigeaient, entre autres, la démobilisation du corps des tontons macoutes, l'indépendance des trois pouvoirs, la modernisation du champ administratif de l'État. C'est ainsi que fut créée la Commission nationale pour la réforme administrative en vue de répondre aux exigences faites au régime duvaliériste. Elle fut chargée de construire un cadre légal et organisationnel afin de réduire la lourdeur qui caractérise la bureaucratie haïtienne. Les résultats de ces réformes sont entre autres la création du Ministère de la Planification et de la Coopération externe, et la distribution d'un ensemble de technocrates dans différents ministères-clés de l'État, tels que le ministère de l'Éducation, de l'Agriculture, des Affaires étrangères, et autres, recouvrant les structures de l'État d'un vernis technocratique dont les effets symboliques confèrent à l'État une certaine légitimité aux yeux de bailleurs de fonds, mais, sans pour autant changer les déterminations patrimoniales qui caractérisent les pratiques et la vision immanente au champ étatique (Étienne, 2007). C'est en effet le développement qui se trouve au principe de la création de la Faculté des sciences humaines comme institution dédiée à la production et la reproduction d'agents indigènes dont la fonction sociale est de matérialiser la vision du développement social sur le terrain.

Cet extrait de la loi du 19 juin 1974 créant la faculté des Sciences humaines dans le cadre de l'Université d'État d'Haïti, inféodée à l'État duvaliérien depuis 1960 par la loi du 16 décembre, témoigne assez clairement de la raison au

principe du saut qualitatif que connaît l'École de service social au cours de cette période :

Considérant que la Politique de Formation des Cadres, pratiquée par le Gouvernement de la République exige que de nouvelles voies d'accès soient offertes à la Jeunesse ;

Considérant que l'enseignement des Sciences humaines prépare également l'homme à une participation effective aux tâches de Développement social et qu'il convient, à cette fin de créer de nouveaux centres de formation ;

Sur le rapport des Secrétaires d'État de l'Éducation Nationale, des Affaires sociales, de la Coordination et de l'Information ;

Et après délibération en Conseil des Secrétaires d'État ;

A PROPOSÉ

Et la Chambre législative a voté la Loi suivante :

Article 1^{er}.- Il est créé, dans le cadre de l'Université d'État, la Faculté des Sciences humaines dont le siège est Port-au-Prince et ayant pour mission la formation théorique et pratique des Travailleurs sociaux, de Psychologues, d'orientateurs professionnels, de Sociologues, et de professionnels de la communication collective.

Et ce destin de la Faculté des sciences humaines au service du développement social, et à travers elle, celui du travail social, sera scellé par le premier doyen de ladite faculté, Pierre-Louis Salomon.

Cet extrait tiré de la préface du manuel de la Faculté des sciences humaines en vigueur au cours de la période 1974-1986 permet non seulement de confirmer que la pensée développementiste est au principe même de la création de la FASCH, mais encore elle prend une tournure toute technocratique sous la plume du doyen :

La création de la Faculté des Sciences Humaines veut rompre avec un passé d'incertitudes et d'hésitations pour planifier un avenir clair et certain comme le permet l'application des données du siècle de la technique et des précisions mathématiques.

[...]

Mieux connaître l'homme dans l'approfondissement des sciences humaines en attendant de le faire dans une science de l'homme pour son épanouissement complet dans la praxis du développement social, telle est la tâche que veut assumer la Faculté des Sciences Humaines de l'Université d'État d'Haïti.

Et, c'est surtout dans le plan de stage élaboré par les responsables du département de travail social que s'exprime le mieux la vision technocratique et fonctionnaliste du développement social qui sous-tend la formation en travail social, de même que la fonction à laquelle est dédiée ce métier. La formation qui inclut un stage réparti sur 2 ans se fonde, selon le manuel de 1974, sur 3 grands piliers, à savoir la prévention des pathologies sociales, la réhabilitation et le développement. Le plan de stage tel que construit par les responsables chargés d'assurer la formation des travailleurs sociaux laisse ressortir assez explicitement la fonction de contrôle social que doit remplir le travail social pour assurer la bonne marche de la société vers le développement. Le travail social y est défini comme une profession apolitique qui vise à faire disparaître toute forme d'inadaptation à l'ordre social établi.

Tableau 3. Le travail social selon l'école de service social au cours de la période 1974 - 1986

Champ d'action du service social :		
A) Prévention – Réhabilitation – Développement ;		
B) Action éventuelle face aux problèmes sociaux et aux questions sociales propres à Haïti		
Niveau individuel ou curatif	Actions des spécialistes	
	Traiter les pathologies sociales	Délinquance Domesticité Prostitution Mendicité Handicapés mentaux et physiques Inadaptation au travail Inadaptation scolaire, etc.
Niveau des groupes ou niveau social	Prévenir	La migration L'exode rural Les mouvements ouvriers Les problèmes liés à l'Enfance, à la Jeunesse, à la Vieillesse et à la famille, etc.
Niveau communautaire, macrosocial, développement social	Organiser et exploiter	Les ressources communautaires urbaines et rurales
	Étudier et exécuter	Les projets de développement
Niveau civilisationnel	Participer	Matérialisation d'un projet de développement d'une civilisation tropicale

Source : Ce tableau est tiré du manuel d'étude de la Faculté des Sciences humaines en vigueur au cours de la période 1974-1986

Et comme on peut le constater dans le tableau ci-dessus, le schème du développement social réactualisé dans sa version de droite au cours des années 1970 se trouve bien au principe de la transformation que connaît l'École nationale de service social durant cette période.

1986-2011, l'état du travail social à l'ère du développement néolibéral

Si durant la période des *trente glorieuses* le développement s'était incarné, conformément à l'idéologie du développement social, sous forme de transfert de technologie et de compétences (mécanisation de l'agriculture, modernisation administrative, service social, électrification, technique industriel, etc.) et visait la consolidation de la main sociale de l'État, à partir des années 1980, avec la domination de la pensée néolibérale (privatisation, suppression des droits de douane, destruction l'*État-providence* au profit des organismes privés d'assistance sociale, passation de marché, etc.), le développement a pris, comme l'avance Copans (2010), une forme de plus en plus émotionnelle qui s'incarne par exemple dans une culture d'urgence humanitaire où les pratiques d'intervention, doublées d'un discours misérabiliste, se limitent, à l'impératif immédiat de sauver des vies. Ce discours misérabiliste du sauvetage a permis, par exemple, en tant que violence symbolique, de voiler tout le travail d'infantilisation de l'État haïtien et des associations indigènes d'assistance sociale effectué par les ONG, les médias et les OI qui incarnent le développement dans le contexte du tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Mais, paradoxalement à l'orientation que prenait le développement à partir des années 1980 avec l'imposition la pensée néolibérale portée par le FMI et la Banque mondiale comme pensée dominante dans l'univers social du développement, le département de travail social allait adopter après le départ des Duvalier en 1986 un point de vue de gauche du développement social inspiré du mouvement de reconceptualisation latino-américain. En effet, la nouvelle vision selon laquelle s'oriente la formation en travail social depuis le départ des Duvalier est la variante de gauche de la pensée du développement social. Ainsi, cette vision du travail social est celle qui tente de systématiser les acquis théoriques du mouvement de reconceptualisation latino-américain, ceux du marxisme et d'autres théories critiques, de même que les acquis démocratiques relatifs aux droits économiques, politiques et sociaux des citoyens. Réfutant la définition du service social comme ensemble de pratiques professionnelles visant l'adaptation des individus aux structures sociales, les significations qu'elle impose

construisent le travail social comme une intervention intentionnée et scientifique dédiée à la transformation sociale de telle sorte que le bien-être social devienne universel.

Cet extrait d'un petit document publié par le Département de service social en octobre 1999 sous le titre de « Quelques définitions et principes d'actions du service social » permet de se faire une idée de cette vision de gauche du développement social qui sous-tend la formation en travail social :

1- Une intervention intentionnée et scientifique. Rationnelle et organisée dans la réalité sociale en vue de la connaître et de la transformer. Tout en contribuant au bien-être de la population [...]

2- Le travail social s'intéresse

- À l'interprétation des conditions de vie des secteurs les plus vulnérables de la population
 - Aux formes de reproduction sociale de la force de travail et processus de socialisation
 - À l'analyse des modèles de développement et d'intervention sociale
 - À la formulation et exécution des méthodologies de gestion des programmes de bien-être social, d'éducation pour la formation de l'identité individuelle et collective
 - À l'organisation de nouvelles institutions de prestation de services directs
- [...]

7. Le travail social a pour objet d'étude et d'intervention les problèmes sociaux vécus principalement par les secteurs populaires ce, dans une perspective de transformation sociale.

Selon ce point de vue, le travail social vise à créer des dispositions critiques en établissant les causes réelles des problèmes sociaux auxquels font face les groupes sociaux tout en s'assurant de leur participation à la résolution de ces problèmes. Cette nouvelle conception du travail social qui vise, par la consolidation des acquis théoriques de la recherche-action, pose donc la question de la recherche comme une dimension incontournable de la formation en travail social, ce qui amène à l'adoption de nouvelles conceptions normatives des formes d'interaction que le travailleur social doit contribuer à établir dans son rapport avec les personnes dans le cadre des relations d'aide où celui-ci doit, entre autres, connaître et respecter les valeurs et la culture de l'aidé. La transformation de vision que connaît de manière générale la formation dispensée par les quatre départements qui constituent la Faculté des Sciences humaines à partir de 1987 s'accompagne aussi de plusieurs changements dans l'organisation technique de l'enseignement, par exemple des cours comme « Comportements anormaux I et II » ont été enlevés du cursus ; de même, à partir de 1996, le système de crédit a été institué à la Faculté des Sciences humaines, ce qui, selon les responsables, confère plus de liberté aux étudiants dans l'orientation qu'ils veulent donner à leur formation.

Et cette représentation de gauche du développement social se manifeste aussi dans les représentations que les interviewés se font du travail social, notamment à travers les définitions qu'ils donnent du travail social ou des critiques qu'elles portent sur leurs pratiques professionnelles. Soit quelques témoignages :

Le travail social, pour moi, est supposé être une discipline qui, comme on le dit en anglais, joue un rôle de « Pathfinder » c'est-à-dire une discipline qui éclaire un individu ou une institution qui veut transformer un aspect de la société ou la société dans sa totalité (...) Pour moi c'est ce rôle que devrait jouer le travail social (EM1)

Je me retrouve plus dans le courant du travail social qui aide l'individu non pas à s'adapter à son milieu, mais à sortir de sa situation précaire en lui fournissant les moyens pour qu'il devienne un acteur (EF2)

Pour moi, le travail social est, dans le sens que lui donne Paolo Freire, un outil de conscientisation populaire, la conception que j'ai du travail social est que c'est une discipline que si on l'exploitait dans tout ce qu'il peut nous offrir comme outil, comme moyen d'intervention social, je pense que c'est l'une des disciplines qui pourrait faire la transformation sociale le plus vite que possible (...) si on donnait aux travailleurs sociaux la chance d'intervenir de la manière dont le travail social devrait intervenir, dans la dimension d'Ander-Egg, c'est-à-dire ce n'est pas une question d'assistanat, ce n'est pas une question d'aide seulement, mais c'est un outil qui permet à toute une population de prendre conscience de sa situation et de voir les possibilités de transformation sociale (PM1)

Et des fois je me demande si nous n'apportons pas plus de problèmes que nous apportons de solutions (...) Je pense qu'il faut accentuer la question de la transformation sociale parce que le travail social que nous pratiquons à travers les ONG rend les personnes confortables dans leur situation de précarité (PF1)

Le travail social doit lutter pour l'amélioration des conditions de vie des plus démunis (PM2)

La transformation de la vision du travail social à partir des années 1986 et celle qui s'opère, au cours de la même période, au sein de l'univers social du développement obéissent donc à deux logiques contraires. C'est dans la mise en relation de ces deux

logiques contraires, celle d'une institution qui inculque des dispositions éthico-politiques critiques vis-à-vis du système capitaliste et de la domination des ONG, et celle du développement néolibérale qui affaiblit les États et renforce le pouvoir des ONG qui sont devenues aujourd'hui le principal employeur des travailleurs sociaux, que nous devons comprendre comment en dépit des prises de position critiques vis-à-vis du champ du développement le travail social reste objectivement ajusté au champ du développement.

La mise en relief de la valeur marchande du titre scolaire

Cet ajustement du travail social à la structure du développement se manifeste par exemple dans les stratégies de recrutement mises en œuvre par les étudiants en travail social dont l'efficacité se repose en effet sur l'adéquation entre les attentes subjectives des nouveaux admis en terme d'emplois et les possibilités objectives d'offres d'emplois. Lorsque nous examinons le processus qui mène au choix du service social plutôt que l'une des trois autres options offertes par la FASCH, nous constatons que ce choix se fait généralement dans l'opposition entre la valeur marchande et la valeur scolaire des titres respectivement décernés par chacun des départements ; c'est-à-dire entre le titre de licencié en sociologie doté d'une très grande valeur scolaire aux yeux des étudiants, mais d'une valeur marchande moindre, et le titre de travailleur social doté d'une très grande valeur marchande, mais d'une valeur scolaire moindre. C'est ainsi que le plus convaincant des arguments avancés par les étudiants en travail social, engagés à orienter un certain nombre de nouveaux venus vers le département de travail social, était de leur dire qu'en étudiant le travail social ils avaient beaucoup plus de chance de trouver un emploi, notamment en intégrant une ONG, que s'ils s'orientaient vers un autre département. Soit quelques témoignages :

Moi, depuis le lycée, j'ai toujours été dévoré par une soif de connaissance, et je me suis inscrit à la FASCH avec l'intention d'étudier la sociologie pour de devenir un intellectuel. C'est en fait après avoir

assisté à une discussion entre deux amis, l'un étudiant en sociologie, et l'autre en travail social, que j'ai décidé de m'orienter vers le travail social. Pour te dire en vérité, Handy, l'argument que le travail social permettait d'accéder plus facilement sur le marché du travail a eu un poids considérable dans le processus qui m'a amené à choisir le travail social (EM2)

À mon arrivée à la Faculté des sciences humaines, ce n'est pas le travail social que j'aimais, c'est surtout vers la sociologie que je voulais m'orienter. Mais, j'étais très croyante, et très attachée jusqu'alors aux valeurs chrétiennes que mes parents m'ont transmises. J'entendais beaucoup de critiques contre le département de sociologie. On disait que les étudiants étaient tous athées et qu'ils étaient des brigands. C'est pour cette raison que du coup j'avais décidé de m'orienter vers le travail social. On disait que le travail social permettait de trouver plus facilement du travail c'est pourquoi il réunissait le plus grand nombre d'étudiants (PF2)

Il existe donc une adéquation entre les stratégies de recrutement mises en œuvre par les étudiants et l'univers social du développement tel qu'il s'incarne en Haïti. Ces stratégies sont en effet celles qui se reposent sur la mise en relief de la valeur marchande du titre de travailleur social, laquelle valeur dépend essentiellement des offres d'emplois faites par les ONG.

Cependant, si la raison économique pèse très lourd sur le choix du travail social chez un grand nombre d'étudiants, ce choix n'est jamais vécu comme le fruit d'une stratégie purement économique. Le choix du travail social est vécu plutôt dans une sorte de *double bind*, c'est-à-dire dans la double contrainte qu'impose la confrontation de deux logiques contraires, celle de l'espace facultaire – marquée par une vision de gauche du développement social, et celle de l'univers social du développement – marquée à partir

des années 1980 par la vision néolibérale. Travailler dans une ONG contraint à un renoncement tacite à certaines valeurs de gauche, et renoncer à travailler dans une ONG, vu les conditions socio-économiques de bon nombre d'étudiants et les possibilités objectives d'emploi très limitées, serait presque un suicide économique. Les stratégies utilisées pour dépasser cette double contrainte et justifier du même coup le choix du travail social sont multiples. Par exemple, le concept indigène de « marxiste-brassiste », inventé par un étudiant en travail social, explicite cette logique paradoxale au principe des stratégies de bon nombre d'étudiants en travail social qui se revendiquent comme réalistes : tout en partageant les grandes valeurs du marxisme, il faut s'adapter à la logique du marché pour s'en sortir.

D'autres, pour garder une certaine cohérence avec leurs valeurs, tiendront un discours critique sur leurs pratiques professionnelles au sein des ONG.

Le travail social, des fois, surtout à travers ces expériences de travail que je fais ces derniers temps, franchement m'énerve un peu. Ce n'est pas la discipline en elle-même, mais le mode de travail social que nous pratiquons en Haïti, parce que nous apposons des pansements nous n'apportons pas de solution définitive (PF1).

Je vois qu'il y a une ignorance totale de ce qu'est le travail social dans ce pays. Même quand les ONG offrent des postes de travailleur social, quand on va travailler dans ces institutions on n'a pas l'impression qu'elles savent ce que c'est vraiment la discipline parce qu'il y a un ensemble de tâches qu'on nous assigne qui n'a rien à voir avec le travail social. Imagine que tu es travailleur social et tu vas travailler dans une ONG, on te demande d'aller distribuer des kits (...) Elles n'exploitent même pas un dixième de ce qu'on a appris à la Faculté. Elles n'exploitent même pas un dixième de ce que l'on peut fournir en tant que professionnel (PM1).

La ruée vers l'offre

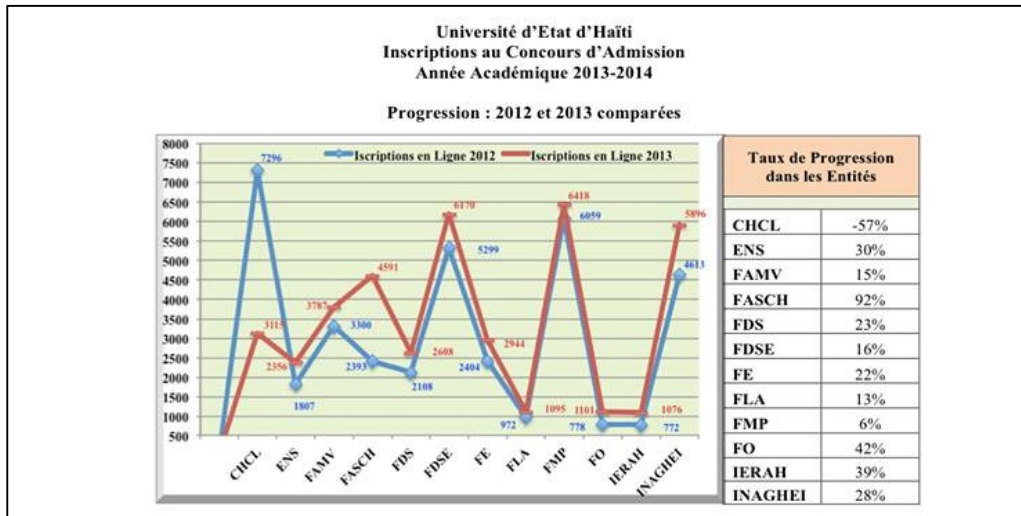
Une autre preuve empirique de ces liens objectifs qui unissent le travail social à l'univers social du développement est l'augmentation du nombre d'inscriptions à la Faculté des Sciences humaines parallèlement à l'augmentation du nombre d'ONG sur le terrain durant les premières années qui ont suivi le tremblement de terre du 12 janvier 2010. L'univers social du développement tel qu'il s'incarne en Haïti subissait au cours de l'année 2010 une transformation majeure liée à une augmentation des ONG⁸ de loin supérieure à celui qu'il a connu à la fin des années 1960. Si l'on ne peut pas déterminer de manière précise le nombre d'ONG qui se trouvaient sur le territoire national durant les premières années qui ont succédé au tremblement de terre, la liste créée par le Bureau de l'Envoyé spécial de l'ONU en comptait 997, et celle du Ministère de la Planification en comptait 343. S'il existe de très grandes différences entre les estimations les plus reconnues, c'est plutôt celles du Bureau de l'Envoyé spécial de l'ONU qui se rapprocherait le plus de la réalité avec un peu moins de 1000 ONG répertoriées sur le terrain au lendemain du tremblement de terre. En effet, de 1800 à 1960 on comptait un nombre relativement petit d'organismes d'assistance enregistrés, ce petit nombre allait passer à environ 60 au début des années 1970 avec le déploiement un peu partout dans le monde des ONG internationales ; et si, entre 2000 et 2009, l'on enregistrait 23 nouvelles ONG par année, cette quantité allait quadrupler pour atteindre 93 en 2010.

L'accroissement des ONG sur le territoire national s'accompagne d'une forte progression des inscriptions à la Faculté des sciences humaines au cours des premières années qui ont suivi le tremblement de terre du 12 janvier 2010. C'est ainsi que pour l'année académique 2013-2014, le nombre d'inscriptions en ligne avait connu une hausse de 92 % par rapport à l'année précédente ; ce qui fait de la FASCH, l'entité ayant enregistré la plus forte progression entre l'année académique 2012-2013 et l'année

⁸ Les données qui suivent sont fournies par Ramachandran & Walz (2012).

académique 2013-2014. Les admis au concours d'entrée, s'orientent, pour la plupart, vers le département de travail social. Cette situation témoigne en fait d'une transformation à grande échelle de la perception de la FASCH comme espace de contestation populaire qu'avaient les jeunes gens issus des classes moyennes et populaires en une perception de cette institution comme l'espace de formation le plus à même de supporter leurs stratégies de reproduction économique dans le contexte postséisme. En effet, si au cours de la période 1986-2010, la plupart des jeunes gens ne prenaient connaissance de l'existence du travail social que lorsqu'ils commençaient à s'approcher du microcosme social de la FASCH, le contexte de tremblement de terre a fait en sorte que ce n'était plus le capital symbolique de la FASCH perçue comme espace d'inculcation de dispositions critiques qui attiraient ou éloignaient les jeunes gens issus des classes moyennes et populaires, mais plutôt la découverte de l'existence au sein de cette faculté, d'un département qui inculque des savoirs et des savoir-faire permettant d'accomplir un ensemble de tâches définies par les ONG. Il reste que ces différentes stratégies développées par les jeunes gens pour s'ajuster à l'ordre postséisme, compte tenu de la labilité même de cet ordre, ont été définies en retard. Par le fait même que cet ordre, au moment où nous parlons, a déjà disparu avec le départ de la grande majorité des ONG, la plupart des jeunes gens qui se sont empressés de s'inscrire au département de travail social n'auront pas d'emplois ; en effet, seuls ceux qui, au moment de cette période d'euphorie humanitaire, jouissaient déjà du statut d'étudiant à la FASCH, c'est-à-dire seuls ceux occupant une position qui leur permettait de s'ajuster plus rapidement au changement brusque et rapide de l'univers social du développement, avaient pu intégrer le marché du travail humanitaire.

Figure 1. Progression des taux d'inscription à l'Université d'État d'Haïti pour les années 2012 et 2013



Source : Université d'État d'Haïti

La structure du travail social aujourd'hui

La mise en œuvre au début des années 1970 de nouvelles politiques de développement en vue de forcer la modernisation de l'État haïtien n'était pas sans effet sur la structure même du travail social. En effet, à partir des années 1970 plusieurs industries de sous-traitance et plusieurs ONG commençaient à s'implanter en Haïti conformément au processus de développement économique et social enclenché par les États-Unis et l'ONU. Ce déploiement des ONG et des industries sur le territoire national s'accompagne d'une certaine demande d'assistants sociaux professionnels dans l'esprit d'une part, de contrôler les ouvriers dans les industries de sous-traitance, et d'autre part, de matérialiser les projets de développement portés par les ONG. C'est ainsi que proposant un salaire supérieur à celui offert par l'État, les politiques d'embauche mise en œuvre par les ONG et les usines auront comme premier effet d'orienter les assistants sociaux plus vers le privé que vers l'État comme en témoigne l'ancienne étudiante ayant fréquenté l'École nationale de service social entre 1969 et 1972 :

La grande majorité d'entre nous allait travailler dans les entreprises privées parce qu'on était mieux payé par les patrons que par l'État (...) Nous allions travailler dans les usines pour confronter les problèmes des ouvriers (AEP).

Par ailleurs, pour remplir certaines de leurs tâches, certaines ONG décidaient soit de former leurs propres assistants sociaux soit de recourir à un processus de sélection d'étudiants en travail social sans exigence du titre scolaire. Le Comité de coopération haïtiano-néerlandaise (COHAN) par exemple assurait la formation professionnelle d'auxiliaires en service social pour appliquer son programme d'assistance familiale.

Cet extrait de la fiche technique de COHAN tiré du répertoire des œuvres sociales enregistrées au Service des œuvres sociales du Ministère des Affaires sociales publié en juin 1978 explicite assez clairement cette situation :

“C. O. H.A. N” ou Comité de Coopération Haïtiano-Néerlandaise est une organisation philanthropique qui dépend directement de l'Organisation Sociale Mère dont le siège social se trouve à : Wassenaar (Pays-Bas). Elle se préoccupe :

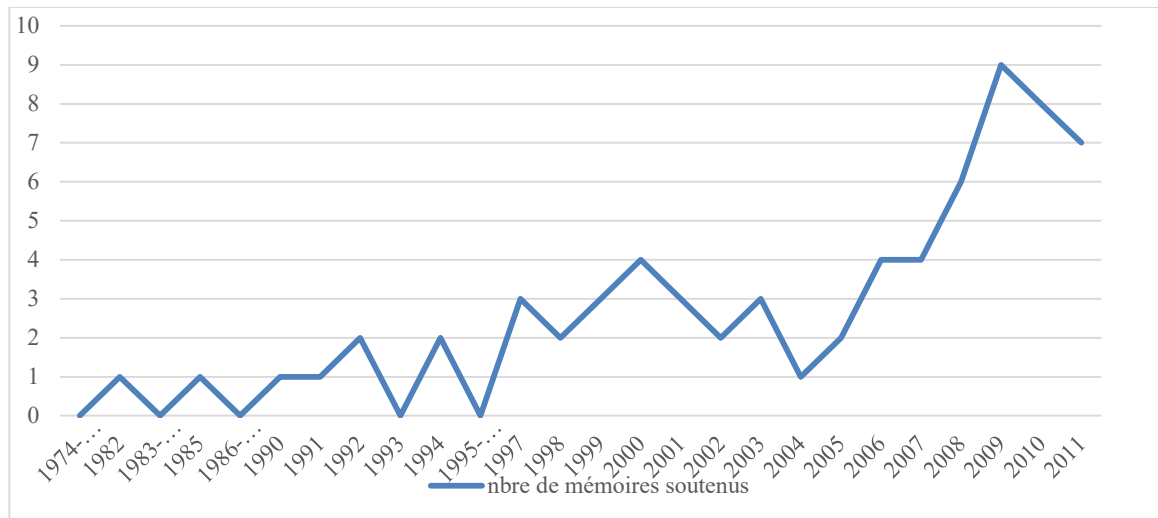
- a) de travailler au développement social et économique d'Haïti en coopération avec les Organismes compétents [...]
- c) de la formation professionnelle d'auxiliaires en service social pour la mise en application de son programme d'assistance aux familles.

Le fait que les ONG se sont dotées du pouvoir de former leurs propres professionnels en service social a favorisé l'émergence d'une nouvelle catégorie de travailleurs sociaux qui, bien que non-détenteurs du titre scolaire décerné par l'ENSS ou par la FASCH (à partir de 1974), jouissent d'un statut de professionnel. De même, les politiques d'embauche mises en œuvre par certaines ONG et industries qui n'exigent pas de détenir

le diplôme de travailleur social décerné par la FASCH ou l'ENSS pour accéder à certains postes offerts ont permis à bon nombre d'étudiants d'acquérir le statut de professionnel en travail social sans qu'ils aient besoin de boucler le cycle d'études conduisant ainsi à une structuration particulière du travail social dans ce pays. Ainsi, lorsque l'on analyse la distribution des diplômes en travail social sur la période 1974-2011, l'on peut constater que durant ces trente dernières années, l'école de travail social en Haïti produit deux catégories de statuts : d'une part, un très petit nombre de diplômés dont une partie est dédiée à assurer la reproduction de l'école en se transformant en professeurs, et l'autre partie, redistribuée entre les différentes institutions publiques et privées d'assistance sociale, les orphelinats et les ONG et auxquelles s'ajoutent les usines (sous le régime de Jean-Claude Duvalier) ; et d'autre part, un grand nombre d'étudiants non-détenteurs du titre scolaire, mais dont le statut professionnel est défini par l'institution qui les engage.

Entre 1974 et 2011, le nombre total de diplômes délivré par le département de service social se chiffrait à 69. Ce qui revient à dire qu'en l'espace de 37 ans le département de service social n'a produit que 69 professionnels juridiquement garantis par l'obtention du titre de licencié en travail social, soit une moyenne de 1,86 par année. Plus précisément, de 1974 à 1981, aucun titre scolaire n'a été décerné, de même que pour les périodes 1983-84, 1986-89, 1993, 1995-96. Le premier titre scolaire a été décerné en 1982, et ce fut le seul pour cette année-là tout comme ce fut le cas pour les années 1985, 1990 et 1991 et 2004. La période allant de 1992 à 1999 connaît une timide augmentation des titres décernés qui oscille entre 2 et 3 pour les années concernées, soit 2 en 1992, 1994 et 1998 ; et 3 en 1997 et 1999. Entre 2000 et 2011, le département de travail social octroie au moins un diplôme par année et délivre le plus nombre de diplômes de toute son histoire en 2009 avec 9 titres décernés ; le nombre de titres octroyés pour les autres années de cette période étant 4 en 2000, 2006 et 2007 ; 3 en 2001 et 2003 ; 2 en 2002 et 2005 ; 1 en 2004, 6 en 2008 ; 8 en 2010 ; et 7 en 2011. Le département de travail social a délivré 2 diplômes entre 1974 et 1986, 67 diplômes entre 1986 et 2011.

Figure 2. Évolution du nombre de mémoires soutenus au cours de la période 1974 – 2011



Source : Ces données sont construites à partir de la liste des mémoires soutenus à l'École de service social entre 1974 et 2011, fournie par l'Université d'État d'Haïti

Sans sous-estimer les autres variables qui peuvent entrer en jeu dans l'explication du nombre très limité de titres décernés par l'École de service social entre 1974 et 2011, ce très petit nombre de diplômes décernés est en fait une preuve empirique des rapports objectifs qui unissent le travail social à l'univers social du développement, et s'explique, en partie, par le fait que les critères de sélection mis en œuvre par les patrons des industries de sous-traitance, les ONG et les OI, à partir des années 1970 n'exigent pas la possession du titre scolaire pour occuper les postes offerts, ce qui fait que le sens objectif des stratégies définies par les jeunes gens, conformément à ces critères de sélection, s'oriente plus vers l'acquisition du statut d'étudiant – condition suffisante pour intégrer le marché du travail – que vers l'acquisition du titre scolaire en lui-même, ce qui les pousse à remettre à plus tard la rédaction du mémoire de sortie pour ensuite dans la majorité des cas, ne plus y revenir.

L'on peut par exemple remarquer que tout au long du régime de François Duvalier, moment où l'État occupait une position dominante dans l'espace de production des

services sociaux et où l'ENSS jouissait d'un fort capital symbolique, les stratégies des assistants sociaux, notamment celles de Renée Télémaque, s'orientaient plus vers le renforcement et la reproduction du capital symbolique du métier en limitant le plus que possible l'accès au titre scolaire permettant le passage au statut de professionnel en travail social ; dans ce cas précis, le rôle de l'ENSS était d'assurer la reproduction d'un très petit nombre d'assistants sociaux devant occuper les positions disponibles dans l'État. Alors que dès le début de la décennie 1970, Avec les nouvelles politiques d'embauche définies par les ONG et les industries, ce n'est plus l'accès au titre scolaire qui devient important, mais plutôt l'obtention d'un niveau de compétences qui répond aux exigences d'emploi des ONG, des industries et des OI. Comme en témoigne le très petit nombre de diplômes décernés par le département de travail social entre 1974 et 1986 (n = 2), les différentes stratégies définies par les étudiants en travail social avaient plutôt tendance à se concorder avec la nouvelle logique de sélection mise en œuvre par les ONG et les OI, elles ne visent plus à obtenir le diplôme, mais plutôt un niveau de compétence suffisant pour accéder à certains postes offerts par les ONG et les usines. Le séisme du 12 janvier 2010 ne fera que confirmer cette tendance vers cette forme particulière de travail social sous la domination fortement encouragée par les politiques néolibérales des bailleurs de fonds, des ONG et des OI comme prestataires des services sociaux⁹, lesquelles organisations, fournissant déjà avant 2010, 80 % des services sociaux, recevaient durant la première année suivant le séisme 99 % des 2,27 milliards de dollars destinés à l'aide humanitaire.

Le travail social qui s'identifiait, dans le cadre du régime de François Duvalier, à un groupe très restreint d'assistants sociaux diplômés de l'ENSS destinés à occuper les postes disponibles dans l'État et dont le statut professionnel était légitimé directement par l'État, se transforme peu à peu pour devenir aujourd'hui un ensemble plus vaste d'agents atomisés dont le statut professionnel, pour la majorité d'entre eux, se puise directement des ONG et des OI. Au cours de la période 1971-1986, plusieurs autres segments apparaissaient donc dans le travail social, s'ajoutant ainsi aux premiers assistants sociaux formés par l'ENSS. Le travail social s'est en effet transformé en un

⁹ Les données qui suivent sont fournies par Ramachandran & Walz (2012).

ensemble d'agents atomisés que l'on peut regrouper dans trois catégories qui s'ignorent mutuellement, la première rassemble ceux formés directement par les ONG, tel que le COHAN, au cours des années 1970 ; la deuxième regroupe quelques rares assistants sociaux formés par l'ancienne école de service social ; et la troisième, ceux issus du département universitaire de travail social constitués presque uniquement d'étudiants. Mais, si les praticiens et les étudiants issus du département de travail social se revendiquent individuellement comme détenteurs légitimes des compétences de travailleur social, et que le département de travail social se revendique comme étant la seule institution légitime d'inculcation de ces compétences, le travail social en Haïti reste une communauté dont la principale caractéristique est l'absence d'une *identité sociale durable*. Autrement dit, le travail social en Haïti est une communauté méconnue et l'identité de l'ensemble des agents qui constituent le travail social en Haïti se détermine plus par les institutions qui les engagent et par le système de classement des professions intériorisé par l'aidé – et qui n'inclut pas le travail social comme catégorie professionnelle – que par cette compétence dont ils revendiquent individuellement le monopole. En effet, la personne ou la communauté qui reçoit l'aide ne voit à travers le travailleur social que l'institution agissante, c'est-à-dire l'organisme pour lequel il travaille. L'aidé a tendance à identifier le travailleur social selon le champ d'action de l'institution et selon les professions qu'il connaît et qui conviennent le mieux à ces champs d'action : si c'est une ONG dont le champ d'action est la santé, les travailleurs sociaux qui y travaillent ont de fortes chances d'être identifiés comme des médecins. Soit le témoignage de ce praticien :

Dès que tu travailles dans un hôpital, tout le monde t'appelle docteur. Nous qui effectuons un travail de proximité auprès de tous les patients, de toutes les personnes qui fréquentent l'hôpital, à part les autres professionnels avec qui nous travaillons qui savent que nous ne sommes pas des médecins, tout le monde nous appelle docteurs. Nous sommes tout le temps obligés de rectifier pour leur dire que nous sommes des travailleurs sociaux, et voilà la fonction d'un travailleur social (...) Des fois avant de commencer le counseling, j'explique à la

personne que je suis travailleur social et que c'est moi qui détient la compétence pour faire ce travail de counseling et non le médecin (PM1).

Et, ce n'est pas tout, on observe dans le contexte post-séisme, marqué par la domination de la vision néolibérale du développement, l'émergence d'un autre phénomène qui en quelque sorte marque la singularité de la structure du travail social aujourd'hui. C'est le travail d'indifférenciation qu'opèrent les ONG à l'intérieur même des groupes de travailleurs qu'elles engagent. Étudiants en travail social, étudiants en sociologie, étudiants en psychologie et autres personnes ne détenant pas nécessairement de compétences en travail social sont tous réunis sous l'appellation de « social worker ». Ce témoignage livré par PM1 permet de se faire une idée de ce phénomène.

Et j'ai fait une expérience dans une ONG anglophone où je travaillais avec un étudiant en psychologie et il était passé pour un « social worker ». Et quand on demandait où était le « social worker » afin de lui donner quelque chose à faire, moi ou le psychologue, nous pouvions répondre à l'appel comme s'il y avait aucune différence de métier entre nous. Et à la longue, le psychologue se faisait passer tout simplement pour un travailleur social (PM1).

Il ne s'agit pas ici de prétendre qu'un psychologue ou un sociologue ne pourrait pas faire le travail que fait le travailleur social, mais de souligner l'effet de ce processus d'indifférenciation sur la structuration même du travail social en Haïti dans le contexte post-séisme en dépit de quelques tentatives de mettre sur pied une association de travailleurs sociaux professionnels. Loin d'être une communauté revendiquant une licence, encore un moins un champ, car sans représentation, c'est-à-dire, sans porte-parole et sans associations pour faire exister et faire agir ce groupe atomisé de détenteurs de compétences de niveau variable, et dont les différentes fractions se ressemblent par les tâches qu'ils exécutent et se distinguent à la fois par les institutions qui les forment

ou qui les ont formés (ONG, ENSS, le département de service social) et par leur champ disciplinaire (sociologie, psychologie, communication sociale, etc.) et en grande partie composé d'étudiants, telle est la structure du travail social que nous connaissons aujourd'hui.

Conclusion

L'objectif principal de cette recherche était de rendre compte de la logique au fondement de l'émergence et de l'évolution du travail social en Haïti. En permettant de comprendre comment le développement, produit d'un long travail de violence symbolique visant à transformer l'État en Haïti conformément à un modèle d'État libéral devant assurer la cohabitation pacifique entre le capital et le travail, constitue en fait l'*opus operantum* de la genèse et de l'évolution du travail social en Haïti, les faits constatés dans le cadre de cette recherche attestent la pertinence de notre schéma d'analyse.

En effet, ce schéma d'analyse construite à partir de l'épistémologie praxéologique conçue par Pierre Bourdieu et qui donne à voir le monde social à la fois en tant qu'institution et en tant que structures mentales incarnées sous forme d'habitus, a permis de construire le développement non seulement comme un univers social, mais aussi comme des structures mentales conformes au modèle d'État libéral, lequel modèle d'État libéral a épousé plusieurs formes au cours de son histoire (État-providence, État néolibéral, etc.). Dans le cadre de cette recherche, nous avons donc tenté de dégager la logique au principe de l'émergence et de la reproduction du travail social en Haïti à partir de l'analyse d'un ensemble de données documentaires et d'entrevues (n = 9) ainsi que de discours tirés d'une publication des pionnières. Si ce travail est le premier à poser la question de la genèse et de la reproduction du travail social en Haïti, et contribue tant soit peu à l'avancement de la connaissance sur le travail social en Haïti et à la mise en place des conditions de possibilité de la transformation du travail social en Haïti, il reste qu'il demeure limité. On aurait voulu approfondir un peu plus l'analyse et amener plus de preuve empirique.

Néanmoins, au terme de cette recherche qui nécessite à plusieurs égards davantage d'approfondissement nous avançons que l'émergence du travail social en Haïti est intimement liée aux efforts effectués par les États-Unis pour transformer la bureaucratie patrimoniale haïtienne en un État moderne, condition nécessaire à son intégration dans l'économie de marché. Les transformations structurelles et culturelles inhérentes à l'effort des Forces d'occupation pour mettre en place un État libéral devant assurer cette cohabitation pacifique et qui s'incarnent par exemple, dans la création d'institutions

telles que le *Service d'Hygiène*, le *Service technique*, l'*Hôpital Général*, l'*École des Garde-Malades*, les centres de santé, etc., et dans la fabrication de nouvelles dispositions professionnelles aidantes telles que celles d'infirmière visiteuse, d'agente communautaire et de superintendante d'usine dont la fonction était d'éduquer et de soigner les classes populaires ont assuré les conditions sociales d'émergence d'un mouvement féministe luttant pour la professionnalisation du travail en Haïti. En effet le mouvement féministe de 1934 incarné sous la forme d'une organisation féminine appelée *Ligue féminine d'action sociale* sera constitué de ces mêmes agentes communautaires, ces mêmes surintendantes d'usine et ces mêmes infirmières-visiteuses qui ont été formées dans le cadre des institutions mises en place par les Forces d'occupation.

Et c'est conformément à cette même vision selon laquelle l'État en Haïti devrait se doter de nouvelles institutions devant assurer la cohabitation du travail et du capital que le travail social sera timidement institutionnalisé durant la période 1946-1958 dans le cadre de l'application des politiques de développement social.

De même, c'est avec la réitération des politiques de développement social durant la période 1971-1986 que l'École nationale de service social allait se transformer en un département universitaire intégré à la Faculté des sciences humaines ; et que la forme de travail social que nous connaissons aujourd'hui allait commencer à se dessiner. Les politiques d'embauche mises en œuvre par les patrons d'industrie et les ONG dont certaines forment leurs propres assistants sociaux allaient transformer la structure du travail social en Haïti. D'un groupe très restreint d'assistants sociaux professionnels – détenteurs du titre scolaire délivré par l'ENSS et puisant leur légitimité professionnelle directement de l'État, le travail social allait passer à un ensemble d'agents dont la légitimité du statut professionnel, pour la grande majorité d'entre eux, est assurée par les ONG. C'est ensemble atomisé d'agents à travers lequel se matérialisent les programmes de développement social, est composé d'assistants sociaux formés directement par les ONG, de quelques diplômés de l'ancienne école de travail social et d'étudiants issus du nouveau département universitaire de travail social créé en 1974 et qui jusqu'à l'année 1982 n'avait délivré aucun diplôme.

À partir de l'année 1986, on assiste à une transformation de la vision qui dominait au sein du Département de travail social : la vision technocratique et de droite du développement social est remplacée par une vision critique du développement social inspirée du marxisme et du Mouvement de reconceptualisation latino-américain, mais ce changement n'affecte en rien les liens objectifs qui unissent le travail social au développement qui entre-temps avait pris à partir des années 1980 une tournure néolibérale. L'argument que le travail social permettait plus que toute autre discipline enseignée à la FASCH de travailler dans une ONG utilisé par des étudiants en travail social pour convaincre les nouveaux admis de s'orienter vers le travail social, la ruée des étudiants vers les ONG et l'augmentation extraordinaire du nombre d'inscriptions à la FASCH durant les premières années suivant le tremblement de terre du 12 janvier 2010 confirment que le schème développementiste reste le principe au fondement de la reproduction du travail social en Haïti comme communauté presque sans représentation et dont l'identité des membres se définit plus par l'ONG qui les engage que par le capital culturel spécifique qu'ils détiennent.

Cela étant dit, contrairement au sens commun scolaire qui pense résoudre le problème de la reconnaissance du travail social par la sensibilisation ou par la délégitimation des agents polyvalents produits par les ONG, c'est sans doute par la connaissance et par la subversion du principe structurant le *modus operandi* du travail social comme communauté sans conscience d'elle-même et totalement dépendante du développement néolibéral que les travailleurs sociaux pourront se construire comme groupe agissant. Plusieurs choix s'offrent donc au travail social en Haïti, il peut par exemple s'enfermer dans l'alternative du renforcement de la rente humanitaire ou – au contraire – de celui de la main sociale de l'État. Autrement dit, si la lutte pour la légitimité du travail social est aussi une lutte contre l'involution de l'État et contre le néolibéralisme en ce sens qu'elle vise « plus d'État social » par la mise en place d'un régime durable de protection sociale dans les structures de l'État à partir de la construction d'une demande sociale rationnellement articulée dans diverses luttes sociales de sorte que cette demande soit honorée par le personnel gouvernemental ainsi que par la communauté internationale, elle peut aussi s'orienter selon le principe d'une systématisation de l'humanitaire où les travailleurs sociaux ne seraient qu'une contrepartie indigène au service des appareils

internationaux en ce qui concerne la matérialisation de l'aide humanitaire dans le contexte local. Selon cette perspective, les travailleurs sociaux n'auront qu'à se constituer en ordre professionnel indigène revendiquant avec succès le monopole de la prestation de l'assistance transnationale. Ainsi, deviendraient-ils un partenaire privilégié et exclusif des ONG et des OI dans la question de l'aide humanitaire. Dans ce cas précis, il suffirait, sans oser se l'avouer, de se croiser les doigts pour une perpétuation du statu quo.

Le travail social, dans sa démarche de construction, peut aussi refuser l'alternative entre le modèle néolibéral de production des services sociaux qui se caractérise par la domination des organismes privés dans l'espace de production des services sociaux, et le modèle technocratique de production des services sociaux qui réduit le travail social à un simple moyen d'exécution des politiques de contrôle social et de collecte de données statistiques sur la situation psychosociale des populations en revendiquant une autre logique, celle que nous pouvons appeler une logique de l'« émancipation par le service », plus proche des valeurs véhiculées par le département de service social. Dans cette perspective, le travail social, dans son processus de construction, doit en même temps devenir un groupe organisé en lutte pour garder son autonomie à la fois par rapport à l'État et au champ du développement. Et ce travail de politisation ne pourra se faire qu'au prix d'un long travail d'autoanalyse commençant par l'examen du révolutionnarisme verbal, comme violence symbolique auto-infligée, qui tout en dénonçant la domination des ONG la complète et la renforce ; et par l'analyse de la position des travailleurs sociaux dans l'univers social du développement afin de dégager les conditions de possibilité de la genèse d'un groupe politiquement organisé autour d'un ensemble de valeurs communément partagées. Le travail social doit, notamment à travers son école, assurer un accès plus facile au titre scolaire : il peut par exemple adopter un système semblable à celui du Québec, en y ajoutant le deuxième cycle et en substituant au programme de licence un programme de baccalauréat qui n'exige pas un mémoire de sortie. Ce qui, non seulement, permettra à bon nombre d'étudiants jetés sur le marché du travail d'échapper à la précarité relative au défaut du titre scolaire, mais surtout d'assurer les conditions de possibilité de la constitution d'associations et de syndicats de travailleurs sociaux.

Cependant, si pour se constituer comme groupe agissant, les travailleurs sociaux n'auront d'autre choix que de se revendiquer comme détenteurs légitimes d'un ensemble de connaissance et de savoir-faire relatif au traitement social de la pauvreté, c'est-à-dire, établir leur capital culturel comme rapport de force social, et légitimant ainsi la distribution inégale du capital culturel entre les classes sociales ; cet état du processus ne doit être qu'une étape de la constitution d'un travail social critique, car l'option pour une logique d'émancipation par le service suppose une démarche éthico-politique qui, par le fait même qu'elle vise l'accès universel à la culture par l'éducation populaire, suppose la déconstruction de la catégorie de profession comme communauté monopolisant la connaissance.

Bibliographie

- Adams, A., & Shardlow, S. M. (2008). Histoire du travail social en Grande-Bretagne. Dans E. Jovelin, *Histoire du travail social en Europe* (pp. 123-144). Paris: Vuibert.
- Ansart, P. (1999). "Développement". Dans A. Akoun, & P. Ansart, *Dictionnaire de sociologie* (pp. 143-144). Paris: Robert/Seuil.
- Arthus, W. W. (2012). *La machine diplomatique française en Haïti (1945-1958)*. Paris: L'Harmattan.
- Baran, P. A., & Sweezy, P. M. (1970). *Le capitalisme monopoliste, un essai sur la société industrielle américaine*. Paris: François, Maspero.
- Beaud, S., & Weber, F. (2010). Le raisonnement ethnographique. Dans S. Paugam, *L'enquête sociologique* (pp. 225-246). Paris: PUF.
- Beitone, A. e. (2002). *Sciences sociales*. Paris: Dalloz.
- Berger, P., & Luckmann, T. (2012). *La construction sociale de la réalité*. Paris: Armand Colin.
- Bernardin-Haldemann, V. (1974). L'idéologie de la CEPAL. *Études internationales*, Volume 5, numéro 1, pp. 123-142.
- Bidet, J. (2002). L'esprit du capitalisme, Questions à Luc Boltanski et Eve Chiapello. Dans J. Lojkine, *Les sociologies critiques du capitalisme, en hommage à Pierre Bourdieu* (pp. 215-233). Paris: PUF.
- Blum, F. (2002, avril-juin). Regards sur les mutations du travail social au XXe siècle. *Le mouvement social*, n° 199, pp. 83-94.
- Boltanski, L., & Chiapello, È. (2011). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.

- Bouquet, B. (2005). Le service social français. Dans J.-P. Deslauriers, & Y. Hurtubise, *Le travail social international; Eléments de comparaison* (pp. 35-65). Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Paris: Minuit.
- Bourdieu, P. (1989). *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*. Paris: Minuit.
- Bourdieu, P. (1994). *Raisons pratiques*. Paris: du Seuil.
- Bourdieu, P. (1997, septembre). Le champ économique. *Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 119*, pp. 48-66.
- Bourdieu, P. (1998). *Contre-feux; propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*. Paris: RAISONS D'AGIR.
- Bourdieu, P. (2000). *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Paris: Seuil.
- Bourdieu, P. (2001). *Langage et pouvoir symbolique*. Paris: Éditions du Seuil.
- Bourdieu, P. (2002). *Questions de sociologie*. Paris: Minuit.
- Bourdieu, P. (2003, décembre). L'objectivation participante. *Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 150*, pp. 43-58.
- Bourdieu, P. (2003). *Méditations pascaliennes*. Paris: Editions du Seuil.
- Bourdieu, P. (2012). *Sur l'État*. Paris: Raisons d'agir/Seuil.
- Bourdieu, P., & Passeron, J.-C. (1970). *La reproduction*. Paris: Minuit.
- Bourdieu, P., Chamboredon, J.-C., & Passeron, J.-C. (1983). *Le métier de sociologue. Préalables épistémologiques*. Paris: Mouton.
- Briceño, J. H., & Aguilera, O. R. (2005). Le travail social au Chili. Dans J.-P. Deslauriers, & Y. Hurtubise, *Le travail social international, Eléments de comparaison* (pp. 211-233). Québec: Les presses de l'Université Laval.

- Casimir, J. (2009). La révolution de 1804 et l'Etat. Dans M. Hector, & L. Hurbon, *Genèse de l'Etat haïtien (1804-1859)* (pp. 79-96). Port-au-Prince: Presses nationales d'Haïti.
- Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris: Gallimard.
- Champy, F. (2009). *La sociologie des professions*. Paris: Quadrige, PUF.
- Chancy, M. J. (1997). *Framing silence. Revolutionary novels by haitian wowed*. New Brunswick, New Jersey: Rutgers University Press.
- Claude-Narcisse, J., & Narcisse, P.-R. (1997). *Mémoire de femmes*. Port-au-Prince: Unicef-Haïti.
- Colimon, M.-T. (1953). Mercy Pidoux. Dans L. f. sociale, *Femmes Haïtiennes* (pp. 218-221). Port-au-Prince: Henri Deschamps.
- Commaille, J. (1997). *Les nouveaux enjeux de la question sociale*. Paris: Hachette.
- Copans, J. (2010). *Domaines et approches. Sociologie du développement*. Paris: Armand Colin.
- Corten, A. (2011). *L'État faible. Haïti et République dominicaine*. Montréal: Mémoire d'encrier.
- Corvington, G. (2007). *Port-au-Prince au cours des ans. Tome III. 1915-1934*. Montréal: CIDIHCA.
- Corvington, G. (2007). *Port-au-Prince, au cours des ans. Tome II. 1804-1915*. Montréal: CIDIHCA.
- de Gérando, J.-M. (1989). *Le visiteur du pauvre*. Paris: Jean-Michel Place.
- De Robertis, C. (1995). *Méthodologie de l'intervention en travail social*. Paris: Bayard.

- Debien, G. (1967). La christianisation des esclaves des Antilles françaises aux XVIIe et au XVIIIe siècles. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 20, № 4, pp. 525-555.
- Dechamps, I. (1994). *Le travail social écartelé, pour un chemin praticable entre l'aide et le contrôle*. Bruxelles: Vie ouvrière.
- del Pozo, J. (2004). *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de 1825 à nos jours*. Paris: Septentrion.
- Deslauriers, J.-P., & Hurtubise, Y. (2005). *Le travail social international; Elements de comparaison (sous la direction de)*. Québec: Les presses de l'Université Laval.
- Deslauriers, J.-P., & Hurtubise, Y. (2007). *Introduction au travail social (sous la direction de)*. Québec: PUL.
- Develtere, P., & Fonteneau, B. (2004, Août). *Economie sociale, emploi et protection sociale dans un Etat faible: le cas d'Haïti*. Outaouais: Université du Québec .
- Devin, G., & Smouts, M.-C. (2011). *Les organisations internationales*. Paris: Armand Colin.
- Donzelot, J. (1978). *La police des familles*. Paris: Minuit.
- Dorsinville, M. H. (2007). *L'ombre de Duvalier*. Montréal: CIDIHCA.
- Dortier, J.-F. (2004). *Le dictionnaire des sciences humaines (sous la direction de)*. Auxerre: Sciences Humaines.
- Doura, F. (2001). *Économie d'Haïti 1. Dépendance, crises et développement*. Montréal: DAMI.
- Doura, F. (2010). *Haïti. Histoire et analyse d'une extraversion dépendante organisée*. Montréal: DAMI.
- Dubar, C., Tripier, P., & Boussard, V. (2011). *Sociologie des professions*. Paris: Armand Colin.

- Dubéchet, P. (2005). *La sociologie au service du travail social*. Paris: La Découverte.
- Durkheim, É. (2011). *Le socialisme*. Paris: Quadrige, PUF.
- Durkheim, É. (2013). *Les formes élémentaires de la vie religieuse*. Paris: Quadrige, PUF.
- Elias, N. (1975). *La dynamique de l'Occident*. Paris: Calmann-Lévy.
- Elias, N. (1985). *La société de cour*. Paris: Flammarion.
- Esping-Andersen, G. (2009). *Les trois mondes de l'État-providence*. Paris: PUF.
- Etienne, P. S. (2007). *L'énigme haïtienne*. Montréal: PUM; Mémoire d'encrier.
- Florival, J. (2007). *Duvalier. La face cachée de Papa Doc*. Montréal: Mémoire d'encrier.
- Foucault, M. (1972). *Histoire de la folie à l'âge classique*. Paris: Gallimard.
- Frisse, N. (2010). Haïti: La nouvelle vocation humanitaire des forces armées ? *Revue internationale et stratégique*. N° 79, pp. 57-62.
- Girault, R., Frank, R., & Thobie, J. (2005). *La loi des géants. Histoire des relations internationales et contemporaines. Tome III*. Paris: Payot & Rivages.
- Goh, D. P. (2008). Genèse de l'État colonial. Politiques colonisatrices et résistance indigène (Malaisie Britannique, Philippines américaines). *Actes de la recherches en sciences sociales*. N° 171-172, pp. 56-73.
- Grignon, C. (1975, Janvier). L'enseignement agricole et la domination symbolique de la paysannerie. *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 1, N°1, pp. 75-97.
- Groulx, L.-H. (1996). De la vocation féminine à l'expertise féministe : Essai sur l'évolution du service social au Québec (1939-1990). *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, No 3, pp. 357-394.
- Guerran, R.-H., & Rupp, M.-A. (1978). *Brève histoire du service social en France, 1896-1976*. Toulouse : Privat.

- Habermas, J. (1973). *La technique et la science comme "idéologie"*. Paris: Gallimard.
- Historique et mission de l'UEH*. (2006). Consulté le avril 20, 2011, sur Université d'Etat d'Haïti: <http://www.ueh.edu.ht/>
- Holly, D. A. (1986). L'Amérique latine dans le système mondial, 1950-1980. *Études internationales*, Vol. 17, №2, pp. 331-365.
- Houtart, F., & Rémy, A. (2000). *Haïti et la mondialisation de la culture*. Paris: L'Harmattan.
- Hurbon, L. (1996). *Les transitions démocratiques (sous la direction de)*. Paris: Syros.
- Hurbon, L. (2004). *Religions et lien social. L'Église et l'État moderne en Haïti*. Paris: Cerf.
- Joseph, P. (2008). *Dictionnaire historique et géographique des communes d'Haïti*. Port-au-Prince: Konbit.
- Jouthe, E., Mathieu, R., Pierre, M. É., Renois, G., & Sinave, R. (2005). *Le travail social à l'Université d'Etat d'Haïti et à l'Université du Québec à Montréal*. Montréal: LAREPPS-Ecole de travail social-UQÀM.
- Julia, D. (1981, septembre). La naissance du corps professoral. *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 39, pp. 71-86.
- Karz, S. (2011). *Pourquoi le travail social ?* Paris: Dunod.
- Kass, A. (2011, aout 19). *Rebuilding Haiti ? Discourses of development and security in post-earthquake Haiti*. Denver, Colorado, États-Unis.
- Kisnerman, N. (2007). A cuarenta años de la Reconceptualización. Dans N. Alayón, *Trabajo social latinoamericano. A cuarenta años de la Reconceptualización* (pp. 35-40). Buenos Aires: Espacio .
- Knibiehler, Y. (1980). *Nous, les assistantes sociales. Naissance d'une profession*. Paris : Aubier Montaigne.

- Lahire, B. (2006). Habitus. Dans S. Mesure, & P. Savidan, *Le dictionnaire des Sciences humaines* (pp. 518-520). Paris: PUF.
- Lahire, B. (2012). *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*. Paris: Seuil.
- Lamaute-Brisson, N. (2013). *Systèmes de protection sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes: Haïti*. Santiago du Chili: Nations-Unies.
- Lecomte, Y., & Raphaël, F. (2010, printemps). Santé mentale en Haïti (sous la direction de). *Revue haïtienne de santé mentale*.
- Legault, G. (1991). Travail social alternatif en Amérique du Sud. *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, n° 2, pp. 193-204.
- Louis-Juste, J. A. (2008, février). Service Social et Sciences Humaines, rapport épistémologique ou relations ontologiques ? *ASID*, pp. 1-10.
- Lundahl, M. (1992). *Politics or markets ? Essays on haitian underdevelopment*. London: Routledge.
- Maitourama, K. M. (2010). Banque mondiale et développement. Pertinences scientifiques des discours et pratiques de la Banque Mondiale dans les PED des années 80 à nos jours. Montréal, Québec, Canada.
- Mann, M. (2008). Impérialisme économique et impérialisme militaire américains. Un renforcement mutuel ? *Actes de la recherche en sciences sociales. N° 171-172*, pp. 20-39.
- Martineau, S. (2004, novembre 26). Observation en situation : enjeux, possibilités et limites. *Recherche qualitative - hors serie - numéro 2*.
- Marx, K. (1985). *Le capital, livre I, sections V à VIII*. Paris: Flammarion.
- Marx, K. (1985). *Le capital. Livre I. Sections V à VIII*. Paris: Flammarion.
- Mathurin, A. (1972). *Assistance sociale en Haïti, 1804 - 1972*. Port-au-Prince: Imprimerie des Antilles.

- Matuccelli, D. (1999). *Sociologies de la modernité. L'itinéraire du XXe siècle*. Paris: Gallimard.
- Mayer, R. (2002). *Evolution des pratiques en service social*. Québec: gaëtan morin .
- Melano, M. C. (2005). Le travail social en Argentine. Dans J.-P. Deslauriers, & Y. Hurtibise, *Le travail social international, Eléments de comparaison* (pp. 187-210). Québec: Les presses de l'Université Laval.
- Métraux, A. (1958). *Le vaudou haïtien*. Paris: Gallimard.
- Midgley, J. (2003). Social development: The intellectual heritage. *Journal of international development*, 15, pp. 831-844.
- Moïse, C. (2009). Création de l'Etat haïtien - Constitutions: continuités et ruptures. Dans M. Hector, & L. Hurbon, *Génèse de l'Etat haïtien (1804-1859)* (pp. 49-62). Port-au-Prince: Presses nationales d'Haïti.
- Moral, P. (1978). *Le paysan haïtien*. Port-au-Prince: Fardin.
- Nicholls, D. (1975). Idéologies et mouvements politiques en Haïti, 1915-1946. *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 30e année, N. 4, pp. 654-679.
- Nordmann, C. (2006). *Bourdieu / Rancière : La politique entre sociologie et philosophie*. Paris: Amsterdam.
- Ogien, A. (2002). Une critique sans institution et sans histoire ? Dans J. Lojkine, *Les sociologies critiques du capitalisme, en hommage à Pierre Bourdieu (sous la direction de)* (pp. 161-175). Paris: PUF.
- Ogien, A. (2012). La perspective de l'ordinaire. Dans R. Keucheyan, & G. Bronner, *La théorie sociale contemporaine* (pp. 164-179). Paris: PUF.
- ONU. (1950). *Méthodes d'administration des services sociaux*. New York: ONU.
- Paillé, P., & Mucchieli, A. (2005). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris: Armand Colin.

- Parada, H. (2007, juillet). Regional perspectives... from Latin America : Social work in Latin America, history, challenges and renewal. *International social work*. vol. 50 (4), pp. 560-569.
- Pascal, H. (2012). *La construction de l'identité professionnelle des assistantes sociales. L'association nationale des assistantes sociales (1944-1950)*. Rennes: Presses de l'EHESP.
- Passeron, J.-C. (2006). *Le raisonnement sociologique. Un espace non poppérien de l'argumentation*. Paris: Albin Michel.
- Péan, L. (2009). Droit et liberté dans la formation de l'Etat en Haïti (1791 à 1803). Dans M. Hector, & L. Hurbon, *Génèse de l'Etat haïtien (1804-1859)* (pp. 153-185). Port-au-Prince: Presses nationales d'Haïti.
- Péan, L. J.-R. (2010). *Entre savoir et démocratie (sous la direction de)*. Montréal: Mémoire d'encrier.
- Phelps, A. (2004). *Paul Laraque. Vingt ans sous les drapeaux entre Marx et Breton*. Montréal: Caliban.
- Pierre-Louis, T. (1953). Louise Gaveau Mayard. Dans Ligue féminine d'action sociale, *Femmes Haïtiennes* (pp. 212-217). Port-au-Prince: Henri Deschamps.
- Pires, A. P. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer, & A. P. Pires, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 113-169). Montréal: Gaëtan Morin.
- Poupart, J. (1993, automne). Discours et débats autour de la scientificité des entretiens de recherche. *Sociologie et sociétés, Volume 25, numéro 2*, pp. 93-110.
- Ramachandran, V., & Walz, J. (2012). *Haïti : Où est allé tout l'argent ?* Washington: Center for global development.

- Rater-Garcette, C. (1996). *La professionnalisation du travail social. Action sociale, syndicalisme, formation, 1880-1920*. Paris: L'Harmattan.
- Rioux, J.-P. (1989). *La révolution industrielle (1780 - 1880)*. Paris: Seuil.
- Rist, G. (2013). *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Rodgers, G., Lee, E., Swepston, L., & Van daele, J. (2009). *L'Organisation Internationale du Travail et la quête de justice sociale, 1919-2009*. Genève: Organisation Internationale du Travail.
- Roupert, C. È. (2011). *Histoire d'Haïti. La première république noire du Nouveau monde*. Paris: Perrin.
- Rozenblum, A.-M., & Ward, J. (2012, février). Histoire du travail social communautaire au Chili. *Vie sociale*, pp. 85-98.
- Saint-Louis, R. N. (2010). *Le vertige haïtien. Réflexions sur un pays en crise permanente*. Condé-sur-Noireau: L'harmattan.
- Schnapper, D. (2010). Élaborer un type idéal. Dans S. Paugam, *L'enquête sociologique (sous la direction de)* (pp. 291-310). Paris: Presses universitaires de France.
- Sénéchal, J.-F. (2006). *Le mythe révolutionnaire duvaliériste*. Montréal: CIDIHCA.
- Simard, M., & Laville, C. (2010). *Histoire de la civilisation occidentale*. Québec: Editions du Renouveau Pédagogique INC.
- Soboul, A. (2010). *La Révolution française* (éd. 3e). Paris: PUF.
- Ligue féminine d'action sociale (1953). *Femme Haïtienne*. Port-au-Prince: Henri Deschamps.
- Sogge, D. (2003). *Les mirages de l'aide internationale*. Montréal: Écosociété.
- Steinmetz, G. (2008). Empire et domination mondiale. *Actes de la recherche en sciences sociales, N° 171-172*, pp. 4-19.

- Sylvain, J. G. (1953). Les oeuvres sociales. Dans Ligue féminine d'action sociale, *Femmes haïtiennes* (pp. 255-263). Port-au-Prince: Henri Deschamps.
- Terray, É. (2002). Réflexions sur la violence symbolique. Dans J. Lojkine, *Les sociologies critiques du capitalisme. En hommage à Pierre Bourdieu* (pp. 11-23). Paris: Presses Universitaires de France.
- Tilly, C. (1992). *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe, 990 - 1990*. Paris: Aubier.
- Touré, E. H. (2010). Réflexion épistémologique sur l'usage des focus groupes : fondements scientifiques et problèmes de scientificité. *Recherche qualitative - vol. 29(1)*, pp. 5-27.
- Trouillot, M.-R. (1986). *Les racines historiques de l'État duvaliérien*. Port-au-Prince: Deschamps.
- Van Campenhoudt, L. (2007). *Introduction à l'analyse des phénomènes sociaux*. Paris: Dunod.
- Verdès-Leroux, J. (1976, juin). Pouvoir et assistance : cinquante ans de service social. *Actes de la recherche en sciences sociales. Vol 2, No 2-3*, pp. 152-172.
- Verdès-Leroux, J. (1978). *Le travail social*. Paris: Minuit.
- Wacquant, L. (2002). De l'idéologie à la violence symbolique: culture, classe et conscience chez Marx et Bourdieu. Dans J. Lojkine, *Les sociologies critiques du capitalisme, en hommage à Pierre Bourdieu* (pp. 25-40). Paris: PUF.
- Wanderley, M. B., & Yazbek, M. C. (2005). Le service social au Brésil: émergence, pratiques et défis. Dans J.-P. Deslauriers, & Y. Hurtubise, *Le travail social international, Eléments de comparaison* (pp. 235-253). Québec: Les presses de l'Université Laval.
- Weber, M. (1964). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris: Plon.
- Weber, M. (1995). *Économie et société /I. Les catégories de la sociologie*. Paris: Pocket.

Weber, M. (1995). *Économie et société /2. L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*. Paris: Pocket.

Weber, M. (2003). *Le savant et le politique (1919)*, trad. C. Colliot-Thélène. Paris: La découverte.

Annexe 1 :

Formulaire de consentement

Titre de la recherche : *Genèse et reproduction du travail social en Haïti*

Chercheur : Handy Leroy, étudiant, maîtrise en travail social, Université de Montréal

Directrice : Marie Lacroix, professeure à l'école de service social, Université de Montréal

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectif de la recherche.

Ce projet vise à rendre compte de la logique au principe de la genèse et de la reproduction du travail social dans le contexte haïtien.

2. Participation à la recherche

La participation à cette recherche consiste à rencontrer le chercheur pour une entrevue d'environ une heure où vous discuterez de certains thèmes abordant vos représentations du travail social, votre choix du travail social ; de votre expérience professionnelle, de votre expérience du système d'enseignement du travail social, etc. Cette rencontre se tiendra à un endroit et à un moment de votre choix, convenu avec le chercheur.

3. Confidentialité

Les renseignements que vous nous donnerez demeureront confidentiels. Chaque participant à la recherche se verra attribuer un code et seul le chercheur aura la liste des participants et des codes qui leur auront été attribués. De plus, les données seront conservées dans un fichier protégé situé dans l'ordinateur personnel du chercheur. Aucune information permettant de vous identifier d'une façon ou d'une autre ne sera publiée. Ces données personnelles seront détruites sept ans après la fin du projet. Seules les données ne permettant pas de vous identifier pourront être conservées après cette période, le temps nécessaire à leur utilisation.

4. Avantages et inconvénients

En participant à cette recherche, vous pourrez contribuer à l'avancement des connaissances sur l'histoire du travail social en Haïti ainsi que sur les pratiques inhérentes à cette profession. Votre participation à la recherche pourra également vous donner l'occasion de mieux connaître le contexte dans lequel évolue le travail social dans ce pays et de développer des connaissances adéquates à ce contexte.

Par contre, il est possible que le fait de raconter votre expérience suscite des réflexions et des remises en question de votre propre pratique ou de la discipline en général. Si cela se produit, n'hésitez pas à en parler avec le chercheur dans le souci de mieux expliciter le problème.

5. Droit de retrait

Votre participation est entièrement volontaire. Vous êtes libre de vous retirer en tout temps sur simple avis verbal, sans préjudice et sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec le chercheur, au numéro de téléphone indiqué à la dernière page de ce document. Si vous

vous retirez de la recherche, les renseignements qui auront été recueillis au moment de votre retrait seront détruits.

6. Indemnité

À la fin de l'entrevue, aucun dédommagement ne vous sera remis par le chercheur.

B) CONSENTEMENT

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et comprendre le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de cette recherche.

Après réflexion, je consens librement à prendre part à cette recherche. Je sais que je peux me retirer en tout temps sans préjudice et sans devoir justifier ma décision.

Je consens à ce que les données recueillies dans le cadre de cette étude soient ☐ Oui
☐ Non ☐

utilisées pour des projets de recherche subséquents de même nature, conditionnellement à leur approbation par un comité d'éthique de la recherche et dans le respect des mêmes principes de confidentialité et de protection des informations.

Signature : _____ Date :

Nom, Prénom : _____

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Signature du chercheur : _____ Date :

Nom, Prénom : _____

Pour toute question relative à l'étude, ou pour vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec Handy Leroy, étudiant en maîtrise en service social à l'Université de Montréal.

Toute plainte relative à votre participation à cette recherche peut être adressée à l'ombudsman de l'Université de Montréal.

Annexe 2 :

Guide d'entrevue (Français)

- 1) Peux-tu nous parler un peu de la trajectoire qui t'as amené à la Faculté des sciences humaines ? Comment as-tu entendu parler de cette faculté ? T'étais-tu inscrit (e) dans d'autres facultés avant d'entrer à la Fasch ?**
- 2) Peux- tu nous nous expliquer le processus qui t'as amené (e) à choisir le service social plutôt que l'une des trois autres disciplines enseignées à la Fasch ?**
- 3) Peux-tu nous parler de ta conception du travail social ?**
- 4) Peux-tu nous parler un peu de ton expérience en tant qu'étudiant (e) ou ancien (ne) étudiant (e) au département de travail social ?**
- 5) Parle-nous un peu de ton expérience professionnelle ? Travailles-tu pour le compte d'une ONG où pour le compte de l'État ? Quelles sont les tâches qui te sont assignées ? Comment vis-tu cette expérience professionnelle ?**
- 6) Quelles sont tes perspectives d'avenir ?**
- 7) Veux-tu ajouter quelque chose avant qu'on termine cette entrevue ?**

Annexe 3 :

Guide d'entrevue (Créole)

- 1) Eske w ka fè yon ti pale sou kouman ou rive vin nan Fakilte Syanzimèn ?
Kòman w te fè tande pale de Fakilte sa ? Eske w te enskri nan lòt fakilte
avan w te vin Syanzimèn ?**
- 2) Eske w ka eksplike nou ki pwosesis ki mennen w chwazi sèvis sosyal nan
plas twa lòt disiplin yo anseye nan fakilte a ?**
- 3) Eske w ka fè yon ti pale de fason w wè travay sosyal ?**
- 4) Eske w ka fè yon pale sou eksperyans ou antake etidyan oubyen ansyen
etidyan nan depatman sèvis sosyal la ?**
- 5) Eske ka fè yon ti pale sou eksperyans pwofesyonèl ou ? W ap travay nan
ONG oubyen w ap travay nan leta ? Ki travay yo ba w fè ? Kijan w viv
eksperyans pwofesyonèl sa ?**
- 6) Ki pwojè w genyen pou lavni ?**
- 7) Eske w ta renmen ajoute yon bagay anvan nou fini ak antrevi a ?**

